

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
PROBLÈME MONÉTAIRE

DANS NOS

VIEILLES COLONIES

PAPIER-MONNAIE & BONS DE CAISSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE MERCREDI 3 JUIN 1908, A 2 HEURES 1/2

PAR

Albert LAPORTE

Président : M. LESEUR, professeur.

Suffragants : MM. PERREAU, professeur.

TRUCHY, professeur.

PARIS

AUGUSTIN CHALLAMEL, ÉDITEUR

RUE JACOB, 17

Librairie Maritime et Coloniale

1908

THÈSE POUR LE DOCTORAT



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
PROBLÈME MONÉTAIRE

DANS NOS

VIEILLES COLONIES

PAPIER-MONNAIE & BONS DE CAISSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS
SERA SOUTENU LE MERCREDI 3 JUIN 1908, A 2 HEURES 1/2

PAR

Albert LAPORTE

Président : M. LESEUR, professeur.

Suffragants : MM. PERREAU, professeur.

TRUCHY, professeur.



PARIS

AUGUSTIN CHALLAMEL, ÉDITEUR

RUE JACOB, 17

Librairie Maritime et Coloniale

1908

Digitized by the Internet Archive
in 2026

Le Problème monétaire dans nos vieilles colonies

PAPIER-MONNAIE ET BONS DE CAISSE

INTRODUCTION

La nécessité pour chaque homme de subvenir à ses besoins et l'impossibilité où il se trouve de pouvoir les satisfaire tous par lui-même ont créé dans la société des relations économiques essentiellement basées sur l'échange des services et des produits.

L'échange de ces services et de ces produits, primitivement opéré au moyen du troc direct, ne pouvait se continuer sous cette forme rudimentaire à mesure que s'accroissait la division du travail avec le développement de la civilisation.

L'emploi de la monnaie, marchandise intermédiaire universellement admise dans les transactions, s'imposait donc.

Tour à tour diverses denrées servirent à remplir cet office, mais finalement « des raisons irrésistibles », selon l'expression d'Adam Smith (1), « déterminèrent les hommes à

(1) Adam Smith, *Richesse des nations*, livre V, chap. iv.

préférer pour cet usage les métaux précieux, comme étant les instruments les plus propres au commerce et à la circulation. »

La monnaie doit être en effet :

« 1^o Une marchandise en laquelle s'expriment les prix des autres marchandises, services ou capitaux, soit sur le marché des services, soit sur le marché des produits, soit sur le marché des capitaux ;

« 2^o Une marchandise par l'intermédiaire de laquelle s'effectuent matériellement les échanges, contre laquelle on vend les services sur le marché des services et avec laquelle on achète des produits sur le marché des produits.

« 3^o Une marchandise en laquelle se forme l'excédent du revenu sur la consommation en attendant qu'il soit transformé en les différents capitaux (1). »

Pour remplir simultanément ces trois fonctions — numéraire, circulation et épargne — l'instrument monétaire doit réunir un certain nombre de qualités dont les principales sont une valeur intrinsèque assez grande et suffisamment stable et une parfaite divisibilité.

Possédant au plus haut point ces qualités, l'or et l'argent ont été de préférence employés comme signes monétaires, d'abord en lingots, puis sous forme de pièces : celles-ci portant, comme garantie de leur valeur, l'empreinte de l'État qui les émettait.

En raison de leur utilité sociale, les métaux précieux

(1) A. Aupetit, *Essai sur la théorie générale de la monnaie*, page 79.

sont ainsi devenus une des formes de la richesse des États comme de celle des particuliers, et les crises très récentes dont certains pays, comme les États-Unis, ont souffert, démontrent pratiquement l'exactitude de cette proposition.

Pour les échanges journaliers de ses habitants, une nation doit en effet avoir à sa disposition une certaine fraction de capital métallique ; c'est là un des éléments de son outillage économique aussi indispensable à sa prospérité que l'est, par exemple, un bon système de voies de communication.

Or les conditions suivant lesquelles les nations se procurent ce capital métallique sont loin d'être identiques.

Si l'on considère la répartition actuelle du stock monétaire, on constate aisément que certains États, véritables capitalistes, semblent être les banquiers du monde entier, grâce aux réserves métalliques abondantes qu'ils détiennent, alors que beaucoup d'autres sont sous ce rapport des pays pauvres.

C'est que l'or et l'argent ne servent pas seulement aux transactions intérieures ; employés aux règlements commerciaux entre les divers États, ils forment le fonds commun de la circulation internationale, et, à ce point de vue, sont essentiellement migrants.

Les métaux précieux étant non seulement monnaie, mais marchandises, sont soumis à cet égard à la loi de l'offre et de la demande. Ils se portent là où ils sont le plus susceptibles d'être achetés par des produits ; ils affluent par suite chez les nations productrices, tandis qu'au contraire, les

nations qui consomment plus qu'elles ne produisent ne tardent pas à en être totalement démunies.

« La quantité de métaux précieux qui peut exister dans un pays, dit Adam Smith, n'est bornée par rien qui tienne à la situation locale de ce pays, comme la fertilité ou la stérilité de ses propres mines. Ces métaux se trouvent en abondance dans les pays qui ne possèdent point de mines. Leur quantité en chaque pays en particulier paraît dépendre de deux circonstances différentes :

« La première, c'est le pouvoir qu'il a d'acheter, c'est l'état de son industrie, c'est le montant du produit annuel de ses terres et de son travail, circonstance qui le met en état d'employer une quantité plus grande ou plus petite de travail et de subsistances à faire venir ou à acheter des superfluités, telles que sont l'or et l'argent, soit de ses propres mines, soit de celles des autres pays.

« La seconde, c'est l'état de fécondité ou de stérilité des mines qui, au moment dont il s'agit, approvisionneront de ces métaux le monde commerçant (1). »

En vertu de ce principe un pays dont les ressources sont insuffisantes pour son entretien et qui, en conséquence, fait venir du dehors une certaine quantité de produits utiles à sa subsistance, verra peu à peu le numéraire qu'il détient sortir de son territoire pour aller solder ses vendeurs.

En ce qui concerne ses transactions intérieures, cet exode va le priver de ses moyens d'échange, et par suite causer de

(1) Adam Smith, *op. cit.*, livre I, chap. XII.

graves perturbations dans l'état des affaires et dans le règlement des dettes.

Devant cette situation l'État ne peut rester indifférent, car on ne saurait s'en remettre à l'initiative privée pour prendre des mesures dans la résolution d'une question d'un ordre aussi général.

Ainsi le rôle social de la monnaie met la puissance publique dans l'obligation de s'occuper de la question monétaire.

Quels moyens employer lorsque la bonne monnaie a disparu ? Le plus fréquent est la création d'une autre monnaie, factice celle-là et n'ayant en elle-même aucune valeur, à laquelle la loi donnera cependant cours forcé et puissance libératoire.

La monnaie ainsi créée, monnaie de papier en général, revêt des caractères multiples suivant l'état plus ou moins aigu de la crise subie par le pays, l'usage modéré ou abusif qu'on en fait, les garanties dont on l'entoure.

Si en France la métropole n'a fait usage du papier monnaie que par suite de circonstances fortuites, et si son existence ne dura jamais plus de quelques années, il n'en est pas de même dans certaines de nos colonies où le besoin de posséder un instrument d'échange particulier est devenu presque permanent et existe encore à l'heure actuelle.

Dans six de nos établissements, la Martinique, la Guadeloupe, La Réunion, Tahiti, Mayotte et Nossi-Bé, nous trouvons en effet, sous le nom de « Bons de Caisse », une circulation fiduciaire toute spéciale, dont nous nous proposons l'étude.

Ces Bons de caisse tiennent dans les échanges la place de numéraire et font fonction de monnaie. Ils représentent aux Antilles et à la Réunion, le dernier remède apporté à une longue crise monétaire presque aussi ancienne que le début de la vie économique de ces colonies. Il nous faudra donc, avant d'exposer le système actuel des Bons de Caisse, étudier cette crise.

Aussi bien, la situation monétaire des établissements qui nous restent de notre ancien domaine colonial découle-t-elle autant de leur organisation primitive que des conditions de la vie économique moderne.

D'ailleurs nous ne bornerons pas nos développements à ces seules possessions ; nous parlerons aussi de la monnaie fictive employée dans nos anciennes colonies aujourd'hui perdues.

En réalité, la question monétaire dans nos vieilles colonies fut un problème de toutes les époques ; pénurie de numéraire, diversité des pièces, variations de leur valeur, introduction de fausses monnaies, autant de maux qui tour à tour ont nécessité des mesures le plus souvent impératives et urgentes.

Le Bon de Caisse, tel qu'il existe actuellement, n'est, en somme, que l'aboutissant moderne d'une série d'expédients employés successivement. Nous ne pouvons donc nous désintéresser des formes anciennes du papier-monnaie.

Mais pourquoi ces pays ne peuvent-ils se procurer le numéraire métallique et le conserver quand ils en possèdent ? C'est ce qu'il convient d'examiner.

La cause initiale de la pénurie de numéraire dans les colonies dont il s'agit peut être indiquée d'un mot : la balance commerciale leur fut presque constamment défavorable. Nous en chercherons les divers motifs.

Après cet examen, nous dirons quelques mots des expédients employés soit pour se procurer de la monnaie métallique, soit pour l'empêcher d'émigrer.

Puis nous aborderons l'étude de la circulation fiduciaire par l'histoire du papier-monnaie et l'institution des Bons de Caisse.

Enfin nous conclurons en nous demandant ce qu'il faut penser de la pratique du papier-monnaie, et si les Bons de Caisse sont bien, pour les pays où ils existent, le dernier terme de la solution monétaire.

CHAPITRE I^{er}

Causes de pénurie

SECTION I

ANCIEN RÉGIME

§ 1. — LE COMMERCE COLONIAL. — CONCEPTIONS MÉTROPOLITAINES.

Lorsque, à partir du règne de Henri IV, se constitua notre premier empire colonial, la politique économique de la France, comme celle des principales nations européennes, était inspirée par les principes du mercantilisme.

Partant de cette affirmation, posée comme un axiome, que la richesse d'un pays se mesure à la quantité d'or et d'argent qu'il possède, chaque État édictait les mesures qu'il estimait le plus propres à lui en procurer.

Sans rechercher ici les motifs qui ont pu conduire les gouvernants de l'ancien régime à la conception mercantile, il nous faut envisager les conséquences de ce système appliqué aux colonies, en nous plaçant surtout au point de vue de leur approvisionnement en numéraire.

A cet égard, le système mercantile agit de deux façons :

1° En instaurant pour nos possessions un régime économique spécial, le pacte colonial ;

2° D'une manière plus directe, en empêchant l'argent français de sortir de la métropole.

A l'époque où commence le développement de nos colonies, c'est-à-dire dans la première partie du xvii^e siècle, la théorie du mercantilisme se trouvait arrivée à sa dernière phase, celle dite de la « Balance du Commerce ».

Afin de réaliser l'accumulation des métaux précieux dans la métropole et d'obtenir une balance commerciale avantageuse pour elle, le pacte colonial réserva au seul commerce métropolitain le marché de ces pays nouveaux, fournisseurs de productions inconnues au sol européen.

Cette dépendance fut assurée par des règlements rigoureux.

Les productions coloniales durent être exportées vers la seule métropole, celle-ci ne demandant en retour qu'à ses seules possessions les denrées exotiques.

Les colonies furent tenues d'acheter leurs articles de fabrication et leurs denrées de consommation dans la seule métropole : d'où, pour elles, la défense d'avoir des manufactures.

La marine métropolitaine eut le privilège des transports, soit entre les colonies, soit entre celle-ci et la France.

On peut juger par un règlement de 1727 combien impérative était la défense du commerce avec l'étranger :

« Les étrangers ne pourront aborder dans les ports, anses et rades de nos îles et colonies ni naviguer à une

lieue autour d'icelles îles et colonies à peine de confiscation de leurs vaisseaux, ensemble du chargement et de mille livres d'amende qui sera payée solidairement par le capitaine et les gens de l'équipage (1). »

A l'origine, le monopole du commerce avec nos possessions fut concédé à des compagnies privilégiées. Les plus célèbres furent les diverses compagnies des Indes Orientales et Occidentales.

Plus tard, les compagnies s'étant montrées inférieures à leur tâche, le commerce fut déclaré libre, mais libre pour les seuls Français, et les mêmes prohibitions restèrent en vigueur.

Toutefois, sous le gouvernement direct du Roi, il y eut quelques adoucissements successifs. On permit aux colonies de se procurer des objets de consommation venant de l'étranger, principalement lorsque la métropole ne pouvait en fournir, en cas de disette de blé, par exemple.

En 1727, l'importation de viandes salées d'Irlande fut autorisée. En 1763, le Roi se relâche encore plus de sa sévérité commerciale, et certains ports coloniaux sont ouverts aux bâtiments étrangers.

Mais, au point de vue qui nous occupe, on constate que ces dérogations ne portent que sur les défenses d'acheter. On veut simplement éviter que les colonies périclitent, faute de ressources.

Quant aux prohibitions de vendre, elles restent en-

(1) Durand-Molard, *Code de la Martinique*, tome I, page 289.

tières (1), de sorte que cette faveur provoque plutôt la sortie du numéraire.

En somme, la plupart de ces règlements furent autant d'entraves à la prospérité des colonies.

La défense d'exporter leurs produits ailleurs qu'en France les empêchait notamment d'entretenir un commerce plus avantageux avec d'autres contrées qui eussent offert un plus haut prix de leurs marchandises, et, en raison du monopole, les produits livrés par la mère-patrie étaient vendus très cher aux colons.

Les colonies justifiaient ainsi de tous points leur titre de colonies d'exploitation.

Leur essor était arrêté ; elles se trouvaient toujours débitrices de la métropole, d'où la tendance du numéraire à sortir de leur territoire.

Il y a plus :

Admettons que leurs facultés productrices aient pu se développer normalement, une autre cause bien plus directe les empêchait de se pourvoir de numéraire : c'est la conception qu'avait la métropole sur la nature même du commerce colonial.

Nos colonies ne possédaient pas de mines, mais seulement des denrées inconnues au sol européen. Les négociants français, acheteurs de ces produits, devaient alors, semble-t-il, importer de l'argent pour effectuer leurs transactions ; mais l'esprit bullioniste était si puissant que les

(1) Sauf en ce qui concerne les tafias et sirops.

paiements aux colons ne devaient en principe se faire qu'en marchandises :

« La France, dit Petit, manquerait à son principal objet dans l'établissement de ses colonies, c'est-à-dire le débouché de ses marchandises, dont les retours en denrées de ces pays fournissent à la balance de son commerce avec l'étranger en Europe, si l'armateur pouvait n'importer que de l'argent et ne se procurer son chargement qu'avec de l'argent.

« Le commerce de la France avec les colonies doit donc être et ne saurait être qu'un commerce d'échange, c'est-à-dire un troc des marchandises à importer de France avec les denrées à exporter de chaque île, et non un commerce en espèces monnayées (1). »

Et ces principes n'étaient pas seulement présentés sous forme de desiderata dans les écrits des économistes de l'époque ; ils étaient en outre strictement mis en pratique par le gouvernement.

Dans un mémoire destiné aux directeurs de la Compagnie des Indes Occidentales, Colbert avait édicté que les transactions ne pourraient se faire que sous la forme du troc, sans intervention de monnaie (2).

En janvier 1669, Louis XIV écrivait à de Montdevergue qui, en route pour l'Inde et débarquant à Madagascar, avait acheté à prix d'argent quelques subsistances aux indigènes,

(1) Petit, *Droit public ou gouvernement des colonies françaises*, tome II, page 360.

(2) Dubois, *Hist. des Doctrines économiques*, tome I, page 211.

une longue lettre dans laquelle il le blâmait de la façon suivante :

« Ceux qui ont pris la résolution de donner cours à l'argent doivent-ils s'étonner si les vivres deviennent chers, vu que les naturels voyant un si précieux métal duquel ils n'avaient aucune connaissance, ou, s'ils en avaient, ce n'était que pour en donner et jamais pour en recevoir, voyant des gens pressés par la nécessité qui n'ont ni la force de s'en garantir, qui n'ont d'autres recours qu'à trahir le dépôt qui leur a été confié pour un plus grand dessein et donner libéralement ce qui ne leur appartient pas, pour leur subsistance, laquelle ils pouvaient avoir plus facilement et plus abondamment par beaucoup d'autres voies, il ne faut pas, dis-je, s'étonner s'ils vous ont fait acheter chèrement leurs vivres et leurs denrées.....

« A l'égard de la conduite générale, ajoutait le roi en terminant, j'espère apprendre que vous aurez absolument empêché la continuation du cours de l'argent dans l'île, et que vous aurez tenu la main à faire retirer ou tout ou la plus grande partie de ce qui en a été débité (1). »

Enfin, et dans le même sens, l'ordonnance du Roi, en date du 4 mars 1699, portait défense de transporter des espèces d'or et d'argent dans l'Amérique :

« Sa Majesté étant informée que depuis quelque temps ceux qui négocient dans l'Amérique y envoient des espèces

(1) *Archives col. du minist. de la mar. et des col.*, fonds Madagascar, Correspondance générale (1642 1754), carton C, citée par Pauliat : *Louis XIV et la C^{ie} des Indes Orientales de 1664*, page 272.

de monnaies d'or et d'argent au lieu de marchandises, et connaissant combien les suites de ce commerce seraient désavantageuses au Royaume par la sortie de l'argent. .. (1) ».

Ce système si défavorable aux colonies était-il compensé par quelque avantage ? Nous allons voir que, dans une certaine mesure, on peut répondre affirmativement.

§ 2. — COMMENT LES COLONIES S'APPROVISIONNENT DE NUMÉRAIRE

A priori, et pour les motifs indiqués plus haut, le stock monétaire des colonies devait être à peu près nul. Rappelons que, au moment de leur occupation par la France, certaines de nos colonies, comme Bourbon, n'étaient pas habitées, et que d'autres, comme les Antilles, ignoraient l'emploi de la monnaie.

Recherchons cependant comment, malgré toutes les prohibitions édictées par la métropole, les colons purent, tout au moins dans une mesure restreinte, se procurer des espèces métalliques.

Certes, les premiers colons n'étaient pas riches ; ceux qui s'expatriaient, plutôt chassés par la misère que par le goût des aventures, n'emportaient avec eux qu'un fort léger pécule.

Ils étaient pour la plupart recrutés par les compagnies de

(1) Moreau de Saint-Méry, *Lois et Constitutions des colonies françaises de l'Amérique sous le vent*, tome I, page 625.

commerce et se louaient à elles pour une durée de trois ans : de là le nom de « trente-six mois » qui leur était donné. Cependant, si minimes que soient leurs ressources, ils étaient néanmoins munis de quelque numéraire.

Ce n'étaient pas seulement les Français qui, dans nos colonies, allaient tenter la fortune. Des étrangers venaient parfois s'y installer :

« Il fallait, dans certaines îles, l'arrivée de quelques étrangers pour voir apparaître la monnaie. C'est ainsi qu'en 1655 environ des Hollandais, chassés du Brésil par les Portugais, débarquèrent à la Guadeloupe.

« Les maîtres avaient des objets précieux, de l'or, des bijoux, qu'ils échangeaient contre des choses plus nécessaires, ce qui répandit dans la colonie de l'argent monnayé, qui auparavant ne se voyait pas (1). »

A vrai dire, ces faits étaient isolés.

Un moyen plus efficace pour nos colonies d'acquérir l'or et l'argent se trouvait dans les prises maritimes faites par les corsaires ou les bâtiments de guerre, dans le pillage des villes ou colonies voisines appartenant aux nations ennemies.

Certaines îles françaises, en effet, possédaient une race intrépide de flibustiers, dont le métier était de courir sus aux bâtiments ennemis, ou même simplement étrangers.

Les vaisseaux qui allaient d'Europe en Amérique étaient rarement l'objet de leurs attaques, leur cargaison étant, à

(1) Lacour, *Histoire de la Guadeloupe*, tome I, page 124..

l'aller, composée uniquement de marchandises. Mais c'était au retour qu'ils les attendaient, certains qu'ils étaient d'y trouver de l'or, de l'argent, des pierres précieuses, toutes les riches productions du Nouveau-Monde.

Lorsque les flibustiers avaient fait un butin suffisant ils se rendaient, pour faire le partage, dans les îles où ils s'étaient établis. De là, leurs richesses passaient aux autres colonies.

Ces moyens de s'enrichir étaient loin, sans doute, d'être légaux, car les flibustiers étaient le plus souvent de vrais pirates qui n'interrompaient pas leurs expéditions même en temps de paix, malgré les ordres exprès du Roi.

De son côté la marine royale, pendant la durée des guerres maritimes, celles déclarées sous Louis XIV notamment, fit sur les ennemis de la France des prises très fructueuses. La capture de navires chargés de marchandises et de numéraire ou la rançon imposée aux villes des colonies appartenant à nos rivaux faisaient entrer dans les caisses de nos possessions des sommes importantes.

Certaines de ces incursions de nos marins sont restées célèbres : celles de Cassard en Amérique créèrent, pendant un certain temps, la prospérité de la Martinique.

Il y avait dans le produit des prises une ressource si importante pour les îles françaises, que, lorsqu'un édit de 1688 érigea la Martinique en chef-lieu des colonies et décida que toutes les prises faites entre les tropiques y seraient conduites, les autres îles, la Guadeloupe notamment, se trouvèrent du même coup dans la pauvreté :

« Elles ne pouvaient plus recouvrer par la guerre ce que la guerre leur faisait perdre. Leurs bâtiments caboteurs étaient capturés par l'ennemi sans pouvoir être remplacés par ceux que le courage de leurs habitants enlevait à ce même ennemi. Perdant toujours sans rien acquérir, elles finirent par ne plus rien avoir (1). »

Ces ressources, en somme, étaient aléatoires et à elles seules n'auraient pu suffire à l'approvisionnement en espèces métalliques. Le commerce, tout au moins dans une certaine mesure et dans quelques cas particuliers, devait être un mode plus normal d'acquisition du numéraire.

Sans doute, ainsi que nous l'avons dit, les colons ne pouvaient faire qu'un commerce d'échange avec la métropole, ce qui n'était pas pour eux un moyen bien efficace de se procurer de l'argent. Cependant on conçoit que ce principe ne pouvait pas s'appliquer dans toute sa rigueur, et que, par la force des choses, il devait subir des dérogations.

Et d'abord, en ce qui concerne le commerce français.

Contrairement aux règlements, les négociants de la métropole se chargeaient souvent de monnaies pour leurs transactions avec les colons ; l'édit de 1699 mentionne, en effet, l'existence de cette pratique, puisqu'il a pour but de l'interdire.

Des autorisations spéciales permettant l'importation du numéraire pouvaient en outre être données par le pouvoir

(1) Lacour, *op. cit.*, tome I, p. 167.

royal. C'est ainsi que l'Edit portant création de la Compagnie des Indes orientales spécifie que « la Compagnie pourra envoyer les espèces d'or et d'argent dont elle aurait besoin pour son commerce dans tous les lieux de sa concession, nonobstant les défenses portées par les lois et ordonnances du royaume, et ce par une permission particulière et par écrit qui lui sera donnée » (1).

D'autre part, en ce qui concerne le commerce avec les étrangers.

La règle que le trafic avec la colonie était exclusivement réservé à la métropole comporta, à partir de 1726, une très importante exception. Il s'agit de la faculté que le pouvoir royal reconnut aux Espagnols de partager avec les Français les faveurs du pacte colonial. Et cette faculté est d'autant plus importante, à notre point de vue, qu'elle se basait précisément sur l'utilité que le commerce exceptionnellement permis avec les Espagnols avait quant à l'introduction dans nos colonies du numéraire qui y faisait défaut.

Les documents qui suivent sont très explicites sur ce point.

Citons d'abord le Mémoire du Roi à MM. de la Rochalard et Duclos sur l'administration de Saint-Domingue, en date du 20 août 1726 (2).

Après avoir rappelé l'obligation pour les administrateurs

(1) Compagnies de Commerce des Indes Orientales. — Edit du mois d'août 1664, *Encyclopédie méthodique, Commerce* ; Art. Cie des Indes, tome I, p. 554.

(2) Moreau de Saint-Méry, *op. cit.*, tome III, page 184.

de détruire le commerce avec les étrangers, le mémoire ajoute :

« ...Sa Majesté excepte de la défense le commerce qu'on peut faire avec les Espagnols, que les sieurs de la Rochalard et Duclos doivent exciter par toutes sortes de voies, parce qu'autant que celui des autres nations est pernicieux, celui des Espagnols est avantageux à l'Etat et à la Colonie (1). »

L'année suivante, le Roi renouvelle ses prescriptions en donnant les raisons qui le font agir :

« Sa Majesté n'ayant pas jugé à propos d'excepter des défenses portées par les Lettres patentes en forme d'édit concernant le commerce des étrangers aux îles et colonies françaises celui des Espagnols des îles et terres fermes de l'Amérique, elle a estimé nécessaire d'expliquer aux sieurs Chevalier de la Rochalard et Duclos que le commerce des Espagnols aux îles françaises étant aussi utile à l'Etat et aux colonies que celui des autres nations y est pernicieux, son intention est non seulement que les Espagnols des îles et terres fermes de l'Amérique soient reçus à Saint-Domingue, mais encore que les sieurs Chevalier de la Rochalard et Duclos mettent tout en usage pour les y attirer.

« Qu'ils permettent aux négociants et habitants de Saint-Domingue d'aller commercer à Sainte-Marthe, Carthagène, Porto Bello, ports voisins et autres lieux de la terre ferme et îles de la domination du Roi d'Espagne, et qu'ils les y excitent autant qu'il pourra dépendre d'eux.

(1) En 1726, la France faisait la paix avec l'Espagne.

« Ce commerce est d'autant plus utile, qu'outre *qu'il n'y a point d'autre expédient pour introduire de l'or et de l'argent dans les colonies*, il procure le débouchement des denrées et des marchandises qu'on porte de France aux Iles, ce qui est un grand avantage pour le commerce du royaume.

« Il n'en est pas de même du commerce des autres nations, à la faveur duquel on enlève des Iles l'or et l'argent, on y introduit beaucoup de denrées et marchandises, on en enlève frauduleusement les sucres, cacaos et indigos, ce qui est également préjudiciable à la navigation et au commerce du royaume et aux droits des fermes de S. M. (1). »

Un mémoire de tous points semblable fut adressé le même jour à MM. de Champigny et Blondel, à la Martinique (2). Seuls les noms des possessions espagnoles différaient.

La lecture de ces mémoires montre nettement que le gouvernement métropolitain savait fort bien que les colonies étaient dans l'impossibilité presque absolue de s'approvisionner en monnaies françaises. Le commerce avec les Espagnols n'avait donc à ses yeux qu'un seul avantage : l'acquisition du numéraire.

Dire que ce trafic procurait un débouché aux denrées et marchandises françaises en excès n'était qu'un prétexte ; le trafic avec toute autre nation étrangère aurait eu cet avantage.

(1) Mémoire du Roi à MM. de la Rochalard et Duclos touchant le commerce avec les Espagnols des Iles et terres fermes de l'Amérique. 28 octobre 1727. Moreau de Saint-Méry, *op. cit.*, tome III, page 236.

(2) Durand Molard, *op. cit.*, tome I, page 307.

Plus encore peut-être que le commerce autorisé, le commerce interlope était pour les colonies un moyen efficace de s'approvisionner en espèces métalliques :

« L'obligation d'acheter très cher en France ce qu'ils trouvent à bon compte dans les pays voisins irrite les colons et stimule, par l'appât de gros bénéfices, le commerce frauduleux; le fameux interlope, terreur de la métropole, se développe alors immensément (1). »

Au Canada, par exemple, pour se dérober aux exigences de la Compagnie qui n'importait que des marchandises de qualité inférieure et prétendait les faire payer très cher aux colons, et qui par contre ne voulait acheter qu'aux prix les plus bas les produits que la colonie pouvait fournir, les habitants préféraient, et de beaucoup, quand ils le pouvaient, trafiquer avec les Anglais et les Hollandais, dont les exigences étaient bien moins oppressives.

Ainsi que le constate un arrêt du Conseil supérieur de Québec du 13 janvier 1683, « ils y étaient comme excités par la facilité qu'on donnait dans la colonie au cours des piastres dont les Anglais et Hollandais payaient le castor qu'on leur portait » (2).

On observe donc à cette époque, dans toutes nos colonies, aux Antilles comme au Canada ou à Bourbon (3), un com-

(1) Schefer, *La France moderne et le problème colonial*, page 26.

(2) Arrêts et Règlements du Conseil supérieur de Québec, page 98.

(3) « Les habitants ne pouvant obtenir de douceurs, de commodités, d'argent même des navires de la Compagnie des Indes, qui seuls pouvaient régulièrement aborder l'île, tâchaient de se les procurer

merce de contrebande très actif avec les capitaines marchands des nations étrangères.

L'ordonnance du 15 janvier 1711 prohibait bien sous peine de galères toute espèce de commerce avec les « forbans ». Mais il ne semble pas que la rigueur de la peine ait pu arrêter ce trafic, qui, parfois, il faut le dire, était rendu nécessaire, par le défaut d'approvisionnements.

Tels étaient les procédés à l'aide desquels les colonies cherchaient à se procurer du numéraire pour leurs opérations commerciales. L'intervention directe du gouvernement de la métropole leur vint aussi en aide à diverses époques.

C'est ainsi qu'à plusieurs reprises le Roi fit frapper des pièces de monnaie, principalement de cuivre pur ou de billon, pour être spécialement utilisées aux colonies (1).

Mais ces pièces qui, comme le constatent d'ailleurs les édits, ne pouvaient servir qu'à faire les appoints et ne convenaient pas aux transactions courantes de forte valeur,

par les écumeurs de mer, qui ayant besoin de vivres, d'eau, de bois, payaient toujours bien, sans marchander. » — «... Les habitants apportaient du riz, des poules, des tortues, etc., tout cela pour quelques écus sonnants, vite resserrés dans la cachette familiale, pendant que le navire venu clandestinement remettait à la voile. »

Guet, *Origines de l'île Bourbon*, pages 131 et 173.

(1) Citons entre autres : Déclaration du Roi, 19 février 1670 (Zay, *Histoire monétaire des colonies françaises*, p. 41). — Edit du Roi, décembre 1716 (id., p. 48). — Edit du Roi, juin 1721 (id., p. 52). — Edit du Roi, décembre 1730 (id., p. 58). — Edit du Roi, janvier 1763 (id., p. 63). — Edit du Roi, octobre 1766 (id., p. 74). — Edit du Roi, août 1779 (id., p. 77). — Edit du Roi, mars 1781 (id., p. 80). — Edit du Roi, janvier 1782 (id., p. 89). — Edit du Roi, novembre 1788 (id., p. 99).

étaient cependant exposées à sortir de la colonie qui les avait reçues, car si, par les procédés qui viennent d'être énumérés, la monnaie métallique pénétrait en quantité plus ou moins considérable dans nos colonies, elle n'y restait pas, attirée qu'elle était constamment au dehors sous l'influence de causes diverses qu'il nous faut maintenant examiner.

§ 3. — POUR QUELLES CAUSES LE NUMÉRAIRE SORT
DE LA COLONIE

Cet argent que les colonies étaient ainsi parvenues à se procurer plus ou moins facilement ne leur était pas acquis définitivement ; bien des causes allaient en provoquer la sortie.

Et tout d'abord, poussées dans la voie de la monoculture et ne pouvant avoir de manufactures, elles devaient tirer du dehors à peu près toutes leurs subsistances (1).

Les commerçants importateurs, compagnies de commerce (2) ou particuliers, profitaient de cette nécessité pour

(1) On connaît la phrase de Bernardin de Saint-Pierre sur l'île de France : « Cette colonie, dit-il, fait venir sa vaisselle de Chine, son linge et ses habits de l'Inde, ses esclaves et ses bestiaux de Madagascar, une partie de ses vivres du Cap de Bonne Espérance, son argent de Cadix, et son administration de France ». Bernardin de Saint-Pierre, *Voyage à l'île de France*, Lettre XVIII.

(2) Le monopole des compagnies était funeste aux colonies. Grâce à lui, les habitants ne devaient acheter qu'à la compagnie les produits d'Europe, et ne devaient vendre qu'à elle leurs propres denrées.

exploiter le colon, en lui faisant payer à des prix exorbitants toutes les marchandises.

Cette cherté s'accroissait naturellement en temps de guerre (1).

Certes, il eût été possible d'éviter aux colonies cette dépendance ruineuse vis-à-vis de la métropole. Il n'y avait qu'à combattre la monoculture, à obliger les habitants à cultiver pour leur subsistance ; mais c'eût été « saper par les fondements l'objet de l'établissement (2). »

D'autre part, si la majeure partie des paiements avait lieu en nature, il restait toujours en réalité un appoint à faire en espèces monnayées. Souvent même, les capitaines de vaisseaux importateurs ne consentaient pas à prendre en paiement les productions de la colonie. Ils exigeaient de l'argent (3).

Dès lors, celle-ci était maîtresse du marché. Elle faisait payer très cher aux colons des marchandises de mauvaise qualité, et ne voulait leur acheter leurs produits qu'à un prix dérisoire (Girault, *Principes de colonisation et de législation coloniale*, tome I, page 157).

(1) Durant la guerre de la Succession d'Autriche, les Antilles ne furent point attaquées, mais l'ennemi, maître de la mer, enlevant tous les navires qui allaient aux îles ou qui en sortaient, ces îles furent comme bloquées et souffrirent cruellement de la pénurie de toutes marchandises.

Les denrées coloniales tombèrent à un degré d'avilissement dont on ne peut avoir l'idée. Le sucre s'offrait à 3 livres les 50 kilogrammes, et le café à 2 sous le demi-kilogramme. Les marchandises françaises, au contraire, avaient haussé de prix en raison inverse : on échangeait une paire de souliers contre 1500 livres de sucre ; le baril de farine valait 600 livres et la barrique de vin 1200 livres argent (A. Lacour, *op. cit.*, tome I, page 249).

(2) Raynal, *Histoire philosophique et politique des Etablissements et du commerce des Européens dans les deux Indes*, tome V, page 430.

(3) « Les habitants des différents quartiers de cette isle nous ont

Au nombre de ces articles d'importation à payer en espèces (1), il en faut citer un particulièrement nécessaire aux colonies; nous voulons parler des nègres, véritable marchandise humaine, dont le trafic, considéré comme très lucratif, était jalousement accaparé par les nations européennes.

Parmi les esclaves importés, les naissances ne comblaient jamais les vides causés par les décès; l'achat des noirs se renouvelait donc constamment.

Pour se procurer ces travailleurs et aussi les autres marchandises dont ils avaient besoin, les colons durent souvent emprunter à des capitalistes métropolitains les fonds nécessaires. Une nouvelle sujétion pesait ainsi sur eux en

remontre qu'ils se trouvent réduits à la dernière extrémité par le refus que font depuis quelque temps les capitaines de vaisseaux de prendre, en paiement des marchandises qu'ils apportent ici pour la subsistance de la Colonie, les denrées qui s'y fabriquent... » (Ordonnance des administrateurs de Saint-Domingue pour le paiement des marchandises d'Europe en denrées coloniales du 6 octobre 1720 (Moreau de Saint-Méry, *op. cit.*, tome II, page 704).

De même, on lit dans l'Ordonnance des administrateurs de Saint-Domingue touchant les monnaies, du 20 novembre 1721 : « Sur les représentations fréquentes qui nous ont été faites, que tous les commerçants et capitaines de navires marchands en ce pays ne veulent vendre et livrer leurs denrées qu'à ceux qui peuvent les leur payer en espèces, desquelles ils ont fait un si grand enlèvement qu'on n'en voit presque plus présentement .. » (Moreau de Saint-Méry, *op. cit.*, tome II, page 792).

(1) L'Ile de France se pourvoyait ordinairement d'esclaves à Madagascar, à Anjouan, à Quiloa, à Zanzibar et surtout à Mozambique.

Ce commerce se faisait presque toujours avec des piastres, quelquefois accompagnées de marchandises. (H. Prentout, *l'Ile de France sous Decaen*, p. 124.)

raison de ces dettes constantes vis-à-vis de la métropole (1).

« Les négociants français en étaient arrivés, pour s'inféoder complètement un planteur, à lui vendre toutes sortes de produits, à lui ouvrir des comptes courants à long terme, à commanditer ses plantations pour s'en assurer les récoltes. Ils en avaient fait un simple métayer travaillant pour eux et par eux. L'exclusif avait ainsi créé une véritable exploitation du travail colonial par le capital métropolitain (2) ».

Un mémoire du Roi adressé à l'Intendant de la Martinique en 1763, pour lui servir d'instructions, nous montre bien dans quelle dépendance à tous points de vue se trouvaient les colons vis-à-vis de la métropole :

« Les colonies fondées par les diverses puissances de l'Europe, dit ce mémoire, ont toutes été établies pour l'utilité de leurs métropoles..... A la suite de cette théorie, il est facile de voir qu'un colon n'est autre chose qu'un planteur libre sur un sol esclave. Les revenus des îles à sucre, très réels pour l'État, ne sont qu'imaginaires pour la plus grande partie des habitants. Tout ce que le colon peut obte-

(1) En Europe, c'est en général un citoyen qui doit à un autre citoyen ; l'État n'est pas appauvri par ces dettes intérieures. Les dettes des îles sont d'une autre nature : plusieurs colons, pour travailler à leurs défrichements, pour se relever du malheur des guerres qui avaient arrêté leurs exportations, ont été réduits à faire des emprunts si considérables qu'on peut les regarder plutôt comme les fermiers du commerce que comme les propriétaires des habitations. Raynal, *op. cit.*, tome V, p. 215.

(2) Deschamps, *Les Colonies pendant la Révolution*, page 24.

nir de sa terre par son travail, tout ce qu'il peut ajouter à son revenu par son économie et par ses privations est aussitôt rendu à cette même terre par l'achat des nègres nécessaires.

« Nulle idée de jouissance avant le dernier terme de la culture possible. Avant ce terme, les commodités de la vie coûteraient trop à l'avarice, mais l'entreprise d'arriver jusqu'à ce terme est presque toujours plus longue que la vie : le colon a vu la fin de ses jours avant la fin de son œuvre ; il a vécu dans l'indigence sur un sol tous les jours enrichi par son travail, et qui n'a été riche que pour le royaume. C'est à des biens de cette espèce que l'administration doit cependant appeler des propriétaires ; c'est sur ce sol plein de mensonge pour celui qui lui confie ses sueurs et ses fonds, c'est sur ce sol encore homicide que le gouvernement doit fixer ces cultivateurs : il doit faire plus ; il doit exciter en eux le désir de le conserver à la France et de le défendre jusqu'à l'effusion du sang.. » (1).

La situation telle qu'elle vient d'être décrite ne devait pas inciter les planteurs à rester aux îles : aussi conçoit-on que ceux qui avaient pu réaliser quelques gains aient eu hâte d'en aller jouir dans la métropole.

Et lorsque, par extraordinaire, les circonstances avaient permis à quelque colon de faire rapidement fortune, il

(1) Mémoire du Roi pour servir d'instructions au sieur comte d'Ennery, maréchal de camp, gouverneur lieutenant général, et au sieur de Peinier, intendant de la Martinique. — 25 janvier 1765 (Durand-Molard, *Code de la Martinique*, tome II, page 342).

s'empressait d'abandonner, emportant avec lui ses richesses, la colonie à laquelle il devait son aisance (1).

Ces départs n'étaient d'ailleurs pas toujours exempts de fraudes : les négociants importateurs accordaient souvent un délai pour le paiement des marchandises vendues. Beaucoup de leurs débiteurs réalisaient précipitamment leur avoir, et, sans solder leurs dettes, quittaient la colonie, emportant avec eux tout l'argent qu'ils avaient pu se procurer (2).

Ce n'étaient pas seulement des causes purement commerciales qui provoquaient l'exode du numéraire ; il y en

(1) Discours prononcé par Poivre à son arrivée à l'île de France (1767) :

«..... Je ne dois pas vous laisser ignorer que le Gouvernement a vu avec indignation ces dernières émigrations d'une multitude de colons qui ont rapporté en France des fortunes énormes faites dans des temps également malheureux et à la nation qui s'est épuisée pour soutenir cet établissement, et à la colonie elle-même qui, loin de fournir les secours qu'on devait en attendre, s'est vue dans la plus cruelle détresse. » (Dr Lacaze, *L'île Bourbon, l'île de France, Madagascar. — Recherches historiques*, page 209.)

Un assez grand nombre de ses habitants (Saint-Domingue), qui avaient consacré vingt et trente ans de travail sous un ciel brûlant à se préparer une vieillesse heureuse dans la métropole, y étaient passés avec une fortune suffisante pour acquitter leurs dettes et pour acquérir des terres. (Raynal, *op. cit.*, tome V, page 144.)

(2) A Bourbon, un règlement de 1754 posa les bases de ce qu'on appela depuis « le droit d'opposition aux départs », qui a subsisté jusqu'en 1849 ou environ. On prescrivit que nul ne pût quitter la colonie sans avoir satisfait ses créanciers, soit par arrangement soit par paiement. La permission de s'expédier n'était accordée qu'après publication au prône par trois dimanches consécutifs. (Elie Pajot, *Simple renseignements sur l'île Bourbon*, page 142).

avait une autre qui tenait au numéraire lui-même. Nous voulons parler des variations fréquentes dans la valeur des monnaies.

On sait quels furent sur ce point les principes de notre ancienne monarchie. Suivant l'état de ses finances, la Royauté assignait une plus ou moins haute valeur aux pièces circulant dans la métropole. Ces variations avaient leur contre-coup aux colonies, le Roi les soumettant au même régime.

Les négociants s'empressaient alors de profiter de ces modifications en exportant les monnaies hors des îles où leur pouvoir d'achat était moindre, pour les introduire dans celles où elles étaient cotées plus haut.

Souvent le Roi donnait, il est vrai, des ordres identiques à chacune de ses possessions pour diminuer ou augmenter les espèces, mais, en fait, les changements de tarifs ne se produisaient pas au même moment.

A Saint-Domingue, l'ordonnance des administrateurs touchant les monnaies, en date du 20 novembre 1721, constate que les piastres ne valent en l'île que 5 livres et les pistoles seulement 20 livres, « ce qui engage les commerçants et capitaines de navires marchands à les enlever toutes pour les porter en France, où elles ont beaucoup plus de valeur ».

De plus, certaines colonies refusaient parfois de se conformer aux prescriptions royales, ainsi que le montre une lettre du ministre adressée en 1727 à M. de la Rochalard, à Saint-Domingue :

« Il ne convient pas, lui dit-il, que l'exécution des Ordonnances et des Ordres que Sa Majesté envoie dans les colonies soit ni modifiée ni suspendue par les généraux et intendants..... Il en arriverait des inconvénients très considérables, et, dans le cas dont il s'agit (Ordonnance du Roi du 11 avril 1724 concernant la diminution du prix des pistoles et des piastres), la même ordonnance a été exécutée dans son entier à la Martinique et modifiée à Saint-Domingue : par conséquent, la Martinique, qui a obéi, se trouve la maltraitée (1). »

En admettant même que les ordres du gouvernement royal fixant la valeur des monnaies eussent été rigoureusement observés, le voisinage des colonies étrangères, dans lesquelles des augmentations ou diminutions étaient également ordonnées par leurs métropoles respectives, aurait suffi à provoquer, suivant les circonstances, l'exode du numéraire existant dans nos colonies.

Cette disparition était rendue d'autant plus facile que, à ce moment, la monnaie usitée dans toutes les colonies françaises et étrangères était presque exclusivement la piastre espagnole (2).

En résumé, sous l'ancien régime, en raison des causes que nous venons d'énumérer, nos colonies ont été souvent

(1) Moreau de Saint-Méry, *op. cit.*, tome III, page 138.

(2) « Les espèces de France sont une sorte de curiosité par leur rareté. La circulation n'est que de monnaie d'Espagne, dont la quantité néanmoins ne répond pas aux besoins. (Petit; *op. cit.*, tome II, page 374).

dans l'impossibilité de se procurer ou de conserver les espèces monnayées indispensables tant au fonctionnement normal de leur commerce extérieur qu'aux besoins journaliers de la circulation locale.

Demandons-nous maintenant s'il en fut de même dans les périodes qui suivirent.

SECTION II

RÉVOLUTION ET EMPIRE

§ 1. — GÉNÉRALITÉS

Si les colonies sous l'ancien régime eurent à se plaindre de la dépendance rigoureuse où elles se trouvaient vis-à-vis de la métropole, elles connurent, pendant la Révolution et le premier Empire, les inconvénients inverses du manque de relations avec la France.

Au point de vue monétaire leur situation ne fut pas modifiée : la disette d'espèces continua, mais pour d'autres motifs, à se faire sentir.

Nos établissements livrés à eux-mêmes durent, en effet, suffire à leurs besoins, en sorte que, privés du secours de la métropole au milieu de graves embarras tant intérieurs qu'extérieurs, ils éprouvèrent de grandes difficultés à s'alimenter de numéraire.

A cette époque, on le sait, notre domaine colonial était considérablement réduit par la perte de nos territoires de

l'Inde et de l'Amérique du Nord. Comme établissements de quelque valeur, il ne fallait compter que les colonies sucrières des Antilles et de l'Océan Pacifique, qui ne pouvaient prospérer et même simplement vivre que par le commerce et l'échange continuel de leurs produits.

Pour des colonies qui ne cultivent qu'en vue de l'exportation il ne suffit pas, en effet, d'avoir de bonnes récoltes. Si les récoltes une fois faites se trouvent immobilisées, elles sont comme inexistantes pour le pays dont les habitants ont besoin pour vivre de produits très différents.

Or, la France, complètement absorbée sous la Révolution par les événements intérieurs, puis, plus tard, par les guerres de Napoléon, ne pouvait plus entretenir de relations continues avec ses possessions lointaines.

D'autre part, l'Angleterre affirmant sa supériorité maritime allait porter la guerre dans nos établissements de l'Atlantique et du Pacifique.

« Les denrées coloniales ne trouvèrent plus à s'écouler au dehors. Elles s'accumulèrent dans les magasins faute de débouchés, ou, si on en risquait l'exportation, elles devenaient la proie de l'ennemi (1). »

Et il ne fallait pas plus compter sur l'aide du gouvernement que sur le commerce extérieur, pour apporter quelque secours d'argent ou de provisions.

Une lettre de Monge, ministre de la marine, en date du

(1) Delabarre de Nanteuil, *Législation de l'île Bourbon*, tome II, page 297.

2 février 1793, adressée au gouverneur de Sainte-Lucie, ne laissait pas ignorer les intentions de la République à l'endroit des colonies. Dans cette lettre, entre autres choses, on lisait :

« Je trahirais mon devoir si je vous cachais que, dans le moment actuel, la République ne peut envoyer des secours aux Isles du Vent. Elle ne saurait trop ménager ses moyens et ses ressources. »

C'est ainsi que « pendant les treize mois de l'administration de Collot, gouverneur de la Guadeloupe à cette époque, celui-ci ne reçut ni un homme, ni un centime, ni des munitions de guerre d'aucune sorte » (1).

D'ailleurs, les lois votées par nos Assemblées révolutionnaires et tendant à accorder aux colonies les droits et libertés de la métropole n'étaient pas appliquées.

Les colonies, par suite de leur isolement, étaient livrées à elles-mêmes et vivaient presque à l'état de petites républiques indépendantes (2), quand elles ne passaient pas, au moins provisoirement, sous l'autorité de l'Angleterre.

La politique coloniale du Consulat et de l'Empire fut encore plus désastreuse. On fit tout d'abord savoir aux colonies qu'au point de vue financier elles n'avaient aucunement à compter sur la mère-patrie.

Dans une dépêche du 28 floréal an XI, le ministre, s'adressant au Capitaine-général et au Préfet colonial de la Martinique, leur recommande de faire régner la plus sévère éco-

(1) Lacour, *op. cit.*, tome II, page 148.

(2) Il en fut du moins ainsi à l'île de France et à Bourbon.

nomie dans toutes les parties de l'administration, et de se renfermer strictement dans les dispositions des lois et arrêts rendus en matière de finances. Il leur rappelle que tout tirage de lettres de change leur est expressément défendu ; et enfin il leur signifie qu'il ne peut absolument leur envoyer de nouveaux fonds ni leur ouvrir un crédit tant qu'ils ne lui auront pas fait connaître leurs besoins et leurs ressources de la manière que le portent leurs instructions (1).

Cette défense faite aux administrateurs de tirer des lettres de change sur la métropole, rappelée par la dépêche ministérielle, avait été édictée par un arrêté des Consuls du 11 messidor an X, et fut maintenue pendant toute la période du Consulat et de l'Empire.

Or, cette prohibition n'avait pas seulement comme résultat d'enlever au trésor local un moyen de se procurer des ressources, mais elle avait sa répercussion sur la situation monétaire.

Sous l'ancien régime, pour solder les dépenses coloniales (paiement des troupes et des fonctionnaires, entretien des fortifications, etc.), les trésoriers locaux créaient sur le Trésor de la métropole des lettres de change. Ces lettres étaient vendues à ceux qui, habitant la colonie, avaient besoin d'envoyer des fonds en France. L'argent restait ainsi dans le pays, puisqu'il était versé dans les caisses du Trésor local et employé suivant les circonstances.

Par la prohibition des consuls, de messidor an X, ceux qui avaient des remises à faire en France furent privés de cette

(1) Durand-Molard, *Code de la Martinique*, tome IV, page 598.

ressource, et s'ils ne trouvaient pas à acheter, dans le commerce local, d'autres lettres de change, ils devaient envoyer des fonds en nature : d'où une cause très importante de la raréfaction du numéraire en circulation dans la colonie.

C'est ainsi que les colonies durent vivre par elles-mêmes. On le leur recommandait d'ailleurs explicitement :

« La prévoyance des fonctionnaires placés à la tête de nos colonies doit calculer toutes les chances, supposer la possibilité que la métropole applique à l'accomplissement des grands desseins de son auguste chef, des fonds dont il serait indispensable de priver temporairement ses possessions d'outre mer : ces fonctionnaires doivent, en conséquence, fixer toutes leurs méditations sur le moyen de se créer des ressources qui leur permettent de se passer aussi longtemps qu'il se pourrait de l'assistance de la mère patrie (1). »

Ces règles seront observées pendant toute la durée du premier Empire. Nous n'en voulons pour preuve que la lettre envoyée par le ministre de Louis XVIII au gouverneur de la Martinique, le 11 septembre 1815 :

« Loin de pouvoir consacrer aucun fonds à l'acquittement des dépenses de gouvernement et d'administration dans les colonies, le Roi se voit obligé de compter qu'elles *continueront* à y pourvoir par leurs propres ressources (2). »

(1) Lettre du Ministre de la Marine Decrès à Decaen, le 16 janvier 1805 (citée par Girault, *op. cit.*, tome I, page 205).

(2) Schefer, *op. cit.*, page 155.

Demandons-nous quelles furent les conséquences de cette situation au point de vue monétaire.

§ 2. — COMMENT LES COLONIES S'APPROVISIONNENT
DE NUMÉRAIRE

Les relations commerciales sont supprimées avec la métropole ; le gouvernement central, d'autre part, se désintéresse de ses colonies : la monnaie française va donc devenir complètement inconnue aux îles.

Sans doute cet abandon n'est pas absolument complet ; il y a bien, à diverses époques, plusieurs envois de fonds. On relève ainsi dans quelques dépêches ministérielles l'annonce de sommes plus ou moins importantes, les unes en monnaie métallique, d'autres, plus fréquemment, en valeurs du Trésor.

Mais ce sont là, en comparaison des besoins, des ressources tout à fait minimes, et, en fait, les colonies doivent s'entretenir par elles-mêmes.

Tout d'abord elles vont chercher à vivre. Les approvisionnements français faisant défaut, les administrateurs coloniaux prennent des arrêtés pour ouvrir les ports au commerce étranger. C'est ainsi que la Guadeloupe commerce presque exclusivement avec les Etats-Unis d'Amérique.

A la Martinique un arrêté des capitaine général et préfet colonial autorise provisoirement l'admission des bâtiments étrangers à Fort-de-France (1).

(1) Cet arrêté du 13 octobre 1802 débute ainsi : « Vu les représen-

De plus, dans l'intérêt général, les mêmes administrateurs suppriment les droits de douane récemment établis, afin de faciliter l'introduction et la sortie des marchandises et de ranimer le commerce.

L'arrêté du 1^{er} janvier 1803, adoptant cette mesure, s'exprime ainsi :

« Considérant la nécessité de protéger par tous les moyens possibles le commerce national et de faciliter l'écoulement des marchandises françaises et coloniales ;

« Considérant qu'il est de l'intérêt particulier des habitants d'attirer dans les ports de ces colonies le plus grand nombre possible de bâtiments étrangers, pour diminuer le prix des denrées de première nécessité et augmenter par la concurrence le débit et le prix des rhums et sirops ;

« Considérant enfin la gêne et les entraves qu'apporte dans les opérations commerciales comme dans les relations particulières des habitants la diminution progressive du numéraire :

« Art. 1^{er}. — L'arrêt rendu par nous le cinquième jour complémentaire dernier portant établissement des droits de douane est rapporté (1). »

Ce commerce avec l'étranger devait donc amener un peu d'argent dans la colonie.

Mais, en réalité, l'ouverture des ports au commerce exté-

tations réitérées des négociants sur la privation qu'ils éprouvent des objets de première nécessité.... ». Durand-Molard, *Code de la Martinique*, tome IV, page 502.

(1) Durand Molard, *op. cit.*, tome 4, page 539.

rieur tendait plutôt à préserver de la famine les habitants de la colonie ; cette mesure ne pouvait faire entrer beaucoup de métal parce que les colons avaient généralement beaucoup plus à acheter qu'à vendre.

Aussi est-ce encore par la pratique de la course que les Iles vont surtout se ravitailler, non seulement en marchandises, mais encore en or et en argent (1).

La course fut employée, pendant la période que nous examinons, par la plupart de nos colonies.

« L'Ile de France devint à cette époque un nid de corsaires qui faisaient subir des pertes cruelles au commerce anglais. Les prises étaient devenues la part la plus claire des ressources de cette colonie isolée (2). »

Les mouillages de la Guadeloupe et de la Martinique regorgeaient également des prises des corsaires français (3).

(1) La Guadeloupe dans l'état de ses forces craignant elle-même d'être attaquée ne pouvait pas songer à faire au dehors des expéditions guerrières. Les seules expéditions qu'elle pût se permettre étaient celles qui ne demandaient pas le déploiement d'un grand appareil militaire et dans lesquelles il y avait à recueillir plus d'or que de gloire. (Lacour, *op. cit.*, page 99, tome IV.)

(2) Girault, *op. cit.*, tome I, page 422.

L'amiral Linois et le corsaire Robert Surcouf se firent principalement remarquer par le succès de leurs expéditions.

(3) A certaines époques le butin des coureurs de mer de la Guadeloupe est considérable : « Ses corsaires, couvrant la mer des Antilles, en même temps qu'ils faisaient éprouver au commerce ennemi les seules pertes sensibles qu'il eût à déplorer dans la grande lutte de la France contre l'Angleterre, apportaient dans nos villes le bien-être, l'activité et la richesse. L'argent provenant des prises, dépensé par les équipages avec la même facilité qu'il était gagné, circulant avec rapidité et abondance, offrait aux commerçants l'occasion de réaliser des fortunes rapides et considérables. L'or était si commun

Mais quelque riches que pussent être ces prises, ce n'étaient toujours là que des ressources passagères.

Beaucoup de colons furent éloignés de la culture, préférant courir les chances d'un gain rapide, et la misère des campagnes contrastait avec l'opulence des villes.

Les corsaires, en outre, une fois à terre, dépensaient sans compter : leur butin repartait presque aussitôt sur les vaisseaux qui leur apportaient à prix d'or quelques objets de nécessité ou de luxe (1).

§ 3. — POUR QUELLES CAUSES LE NUMÉRAIRE SORT DE LA COLONIE

L'argent monnayé qui pénétrait ainsi en plus ou moins grande abondance, suivant les hasards de la guerre ou les occasions de vente aux commerçants étrangers n'y faisait pas un long séjour : il allait solder immédiatement des achats nécessaires.

Notons que la provenance même des sommes ainsi introduites avait ce résultat de créer une infinie variété dans les pièces de monnaies en circulation.

qu'il avait cessé d'être recherché. Sur une table de jeu aucune pièce blanche n'aurait osé se montrer. » (Lacour, *Hist. de la Guadeloupe*, tome II, p. 449).

(1) Certaines colonies toutefois mirent à profit les ressources métalliques apportées par les prises. A l'île de France, par exemple, Decaen établit à la fin de 1809 un balancier monétaire et fit frapper une certaine quantité de pièces d'argent, connues sous le nom de piastres Decaen.

Ce fait donna lieu à une véritable invasion de pièces fausses ou altérées (1) qui eut pour conséquence de chasser la bonne monnaie.

Signalons aussi un résultat déjà indiqué précédemment : Comme la tarification de ces diverses espèces était différente suivant les pays et sujette à variations, celles qui se trouvaient bénéficier d'une valeur tant soit peu supérieure dans une île voisine y étaient immédiatement importées (2).

Des mesures maladroites activaient parfois cet exode. C'est ainsi qu'à la Guadeloupe, en 1802, Lescallier, préfet colonial, voulant remédier au manque de menues monnaies, pensa que « si l'argent était rare c'était que le taux de l'or était trop élevé, qu'en abaissant la valeur de l'or, l'argent affluerait.

« ...Contrairement aux espérances du préfet, l'argent ne vint point. Son arrêté eut pourtant un résultat : la colonie avait de l'or et de l'argent ; elle n'eut plus ni or ni argent.

(1) « Pendant la période révolutionnaire les colonies furent inondées de fausses monnaies ; les administrateurs essayèrent vainement, par une répression sévère, de mettre un terme à ces abus. » (Jules Ballet, *La Guadeloupe*, tome II, page 85.)

(2) Arrêté colonial concernant le cours des monnaies d'or et d'argent à la Martinique et dépendances : « Considérant que la diversité qui existe entre le cours local des monnaies en circulation à la Martinique, d'une part et à la Guadeloupe, d'une autre, par l'effet de l'arrêté rendu dans cette dernière île le 19 germinal an XII (avril 1804), apporte un préjudice notable à la colonie de la Martinique en présentant l'apport d'un gain assez considérable à l'exportation de ses meilleures monnaies vers la Guadeloupe. » 30 fructidor an XIII, 17 septembre 1805 (Durand-Molard, *Code de la Martinique*, tome V, page 54.)

Tout l'or en circulation sortit du pays pour aller dans les autres îles où il avait une valeur supérieure (1). »

Mais malgré tout, si les colonies avaient produit suffisamment de sucre et de denrées coloniales, elles auraient pu, en les exportant, se procurer les sommes suffisantes pour assurer leur subsistance.

Si, en d'autres termes, les colonies délaissées par la métropole avaient su ou pu se créer une activité économique et, par le commerce et le travail, devenir des centres de production prospères, les inconvénients de ce désintéressement de la mère patrie auraient été, pour elles, très amoindris.

Or il n'en était pas ainsi : l'agitation révolutionnaire ne troublait pas seulement le sol continental.

A la lutte des classes s'ajoutait encore dans les colonies la guerre de caste entre les hommes de couleur et les blancs. Dans plusieurs d'entre elles, les excès des noirs mettaient le pays à feu et à sang ; les cultures étaient saccagées, les travailleurs faisaient défaut.

Par suite de ces troubles, la monnaie était d'une rareté telle qu'on ne pouvait s'en procurer même pour faire les appoints.

Soit pour échapper au massacre, soit pour des raisons politiques, beaucoup de colons émigrèrent, emportant avec eux tout l'argent qu'ils avaient pu réaliser par la vente de leurs biens.

La guerre extérieure enfin ne tournait pas toujours à

(1) Lacour, *Histoire de la Guadeloupe*, tome III, page 438.

notre avantage. L'ennemi usant de représailles contre nos corsaires annihilait le cabotage et avait la hardiesse de poursuivre nos vaisseaux jusque dans les ports. Il finit même par s'emparer des colonies. En 1809, les Anglais occupent la Martinique et la Guadeloupe ; en 1810, ils prennent l'île Bonaparte (La Réunion). Enfin, le 3 décembre 1810, le général Decaen capitule à l'île de France.

SECTION III

PÉRIODE MODERNE

Par le traité de Paris de 1814, nous rentrions en possession d'une partie de nos établissements perdus. La Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, l'île Bourbon nous furent restituées.

La paix qui suivit les troubles et les embarras de la période précédente permit alors à nos colonies de se relever : avec elle une certaine prospérité réapparut dans les îles.

Mais en reprenant celles-ci, le Gouvernement royal les soumit de nouveau au système du pacte colonial.

Sans doute, il n'avait plus, quant aux relations avec la France, la rigueur que les anciens édits de Louis XIV ou de Louis XV lui avaient donnée ; la prohibition de sortie des métaux précieux hors du royaume, ainsi que la pratique du commerce en échange avaient depuis longtemps disparu.

Cependant, au point de vue monétaire, son influence se manifestait encore en ce qui concernait les transactions avec les autres pays, puisque, ne pouvant vendre qu'à la métropole les denrées du crû, les colonies devaient solder en numéraire les achats faits au commerce étranger (1).

Malgré tout, l'activité économique reparait. Peu à peu des ordonnances successives permettent l'achat et la vente aux étrangers de certaines marchandises dont le nombre

(1) « Depuis le commencement de ce siècle (xix^e), l'interdiction draconienne qui fermait les colonies au commerce étranger a disparu pour les objets de première nécessité, et nos possessions des Antilles tirent de l'étranger, et notamment de l'Amérique du Nord, des farines, du bois, des chevaux, des bêtes de boucherie, de la morue et autres objets secondaires de consommation.

Mais si la France, voulant avant tout assurer l'alimentation des populations coloniales, a cru devoir renoncer à une partie de son privilège quant aux importations, elle l'a maintenu dans toute sa rigueur quant aux exportations.

Aujourd'hui, comme en 1727, les colonies des Antilles ne peuvent livrer à l'Anglo-Américain, en échange de ses marchandises importées, que quelques produits insignifiants de leur crû et des marchandises de leur métropole, que l'organisation vicieuse de leurs entrepôts réduit à des quantités relativement très faibles.

La conséquence est facile à saisir : les Américains ne pouvant faire leurs retours en marchandises sont obligés de les faire en numéraire. »

Par exemple, pour l'année 1855, cette balance s'établit ainsi :

MARTINIQUE :	{	Importations de l'Etranger	4 334 375 fr.
		Exportations à —	1 444 501 »
		A parfaire en numéraire	2 889 874 fr.
GUADELOUPE :	{	Importations de l'Etranger	4 068 166 fr.
		Exportations à —	626 290 »
		A solder en espèces . . .	3 441 876 fr.

(Lepelletier de Saint-Rémy, « *Les Antilles. Question monétaire*, page 86).

s'augmente de plus en plus jusqu'à l'abolition complète du système de l'exclusif édictée par la loi du 3 juillet 1861.

Des sucreries importantes se créent. Le commerce renoue des relations suivies, apportant l'or et l'argent nécessaires à ses opérations.

Mais l'abondance du numéraire dont, pendant un certain temps, jouissent nos possessions d'outre-mer, grâce surtout au développement de la culture du sucre, ne fut pas de longue durée.

La métropole, en effet, prit bientôt diverses mesures dont le résultat fut d'entraîner chez elles de graves perturbations monétaires.

Citons notamment l'abolition de l'esclavage et l'application aux colonies du système monétaire métropolitain.

Enfin, au cours du ^{xix}^e siècle, le sucre de betterave allait se poser en concurrent sérieux du sucre de canne, provoquant ainsi des crises commerciales nécessairement accompagnées de crises monétaires.

Insistons avec quelques détails sur ces différents points.

Le 27 avril 1848 sont promulgués les décrets d'affranchissement général des esclaves.

Considérant le travail de la terre comme indigne d'hommes libres, les noirs désertent aussitôt en grand nombre les plantations.

La culture ne produit plus ses ressources habituelles, les

exportations diminuent considérablement ; mais, les besoins restant les mêmes, l'argent s'exporte (1).

Une crise très intense se déclare, particulièrement aux Antilles, où les esclaves avaient été toujours plus durement traités.

Ces décrets n'eurent pas seulement pour effet de provoquer chez les nègres le refus du travail et d'amener la perte des récoltes (ce premier résultat ne se produisit d'ailleurs pas partout).

Ils conduisirent encore à une autre conséquence : forcé la veille, le travail était libre le lendemain ; libre, il devait être salarié.

Dans une statistique publiée à la fin de 1853, le « Courrier de la Martinique » évaluait « à plus de 4 millions 1/2 d'argent comptant vif et solide la somme que la colonie devait trouver pour le règlement des salaires » (2).

Il y avait donc là matière à aggravation de la crise, puisque la même cause qui nécessitait une circulation monétaire plus considérable provoquait la raréfaction des espèces métalliques (3).

(1) L'indemnité accordée au propriétaire ne peut remédier à la situation. Elle n'est d'abord pas fixée immédiatement, mais seulement un an après par une loi du 30 avril 1849. Sur la somme accordée, 6 millions sont versés en numéraire ; le reste, soit 120 millions, est en rentes sur l'Etat.

(2) Le Pelletier de Saint-Remy, *Les Antilles, Question monétaire*, page 89.

(3) Aussi le commissaire général de la République à la Réunion, en promulguant les décrets d'affranchissement, adressait-il aux anciens esclaves rendus à la liberté une proclamation dans laquelle

Pour remédier au manque de travailleurs qui résultait de l'abolition de l'esclavage, on eut recours à l'immigration d'étrangers, coolies indiens, chinois, etc.

Dans cette mesure, les colonies allaient encore trouver une cause de raréfaction du numéraire.

« Quelle que soit, dit M. Jules Duval à propos des Antilles, l'incontestable utilité de l'immigration au point de vue de la production coloniale et tout en l'acceptant comme un pis aller, on ne peut se reposer sur cet expédient comme sur une solution normale...

«... Elle grève les planteurs de lourdes charges par les indemnités de recrutement et de transport, qui échappent à une consommation reproductive en même temps que la presque totalité des salaires est emportée au loin par l'absentéisme des travailleurs (1). »

En effet, d'une part, les dépenses occasionnées par les achats de riz nécessaire à la nourriture de ces auxiliaires sont considérables ; d'autre part les immigrants, leur séjour terminé, emportent avec eux leurs économies, « drainant ainsi les capitaux circulants de la colonie, et chaque con-

il les prévenait de ne pas trop compter, du moins immédiatement, sur le paiement de leurs salaires :

« Je vous l'ai déjà dit, mes amis, la colonie est pauvre : beaucoup de propriétaires ne pourront peut-être payer le salaire convenu qu'après la récolte. Vous attendrez ce moment avec patience ; vous prouverez ainsi que le sentiment de fraternité recommandé par la République à ses enfants est dans vos cœurs. » (Delabarre de Nanteuil, *op. cit.*, tome II, page 641).

(1) Jules Duval, *Les Colonies et la politique coloniale de la France*, page 168.

voï qui s'éloigne occasionne naturellement une crise monétaire (1) ».

En même temps que, par la substitution du travail libre à l'esclavage, s'accomplissaient ces onéreuses réformes dans le mode de production coloniale, une autre modification se poursuivait relativement à la computation monétaire.

L'application aux colonies, à des dates diverses, du système monétaire métropolitain, eut pour effet de détruire deux pratiques depuis longtemps en usage : le surhaussement du cours des monnaies et l'admission dans la circulation, suivant un tarif déterminé, de nombreuses espèces étrangères.

Ainsi que nous le verrons plus loin, les gouverneurs des îles, pour retenir dans les colonies les espèces monnayées, avaient imaginé d'en surhausser la valeur. Ils avaient établi, par opposition à la livre tournois de France de 20 sous, une monnaie de compte, la livre coloniale, dont la valeur suivit sans cesse un mouvement ascendant.

En 1760, aux Antilles, le rapport entre la livre coloniale et la livre tournois était de 150 0/0. Il fut porté à 166 $\frac{2}{3}$ en 1803 pour la Guadeloupe et en 1805 pour la Martinique, puis s'éleva en 1817 à 185 0/0, pour la première, et à 180 pour la seconde (2).

Le gouvernement de Charles X voulut mettre un terme à ces variations qui, suivant lui, « froissaient de nombreux

(1) Girault, *op. cit* , tome III, page 134.

(2) Zay, *Histoire monétaire des colonies françaises*, page 189.

intérêts et engendraient la méfiance et le discrédit », mais qui avaient au moins ce résultat d'empêcher l'exode du numéraire.

Une ordonnance royale du 30 août 1826 rendit la computation monétaire du royaume applicable aux Antilles et décida que certaines monnaies étrangères (dont la liste était dressée) y seraient cependant encore admises à un cours légal et forcé, mais que ce cours serait déterminé désormais par la comparaison de la valeur intrinsèque de chaque pièce avec celle du franc.

En d'autres termes, l'Ordonnance défendait de surhausser les pièces françaises, d'ailleurs fort rares dans les îles, et aussi de donner aux pièces étrangères une valeur supérieure à leur valeur réelle, telle qu'elle était établie par leur comparaison avec la monnaie française.

Le résultat produit fut de priver, au moins momentanément, les colonies de toute monnaie.

La monnaie française, d'une part, ne bénéficiant plus de la plus-value dont elle jouissait précédemment, servit aux remises sur France (1).

(1) En 1828, sur la demande du Gouverneur, le ministre avait expédié à la Guadeloupe des sommes considérables en petite monnaie. C'était de la peine perdue : cette monnaie n'entrait même pas en circulation : les sacs qui la renfermaient retournaient en France intacts, sans avoir été ouverts. Et le ministre de s'étonner. Il disait : « C'est inconcevable ; vous vous plaignez du manque de monnaie, et vous ne faites pas usage de celle que je vous envoie ! »

C'est que les sacs passaient du Trésor à la Banque : la Banque, en échange de ses billets, les donnait au commerce qui les réexportait. (Lacour, *op. cit.*, tome IV, page 380).

D'autre part, les espèces étrangères maintenues par l'ordonnance, mais à leur valeur nominale, ne parurent plus dans la circulation intérieure.

« Le commerce ne voulut pas, en effet, livrer à 81 fr. 51 un doublon (1) qui passait dans les îles voisines pour 86 fr. 40 ; il le garda pour l'exporter. La gourde percée et les autres monnaies étrangères étant démonétisées, et l'argent français étant encore à venir, on n'eut rien.

« Les transactions furent suspendues, l'impôt ne rentra pas, l'intérêt s'éleva à 3 % par mois. On compta de nombreuses faillites (2). »

Pour conjurer la crise, il fallut que l'autorité métropolitaine revînt sur sa décision primitive, relativement à cette dernière monnaie.

Le 31 août 1827, le ministre, cédant aux cris d'angoisse de la colonie, autorisa l'autorité locale à donner au doublon le cours de 86 fr. 40 (3).

Le doublon ainsi rappelé par l'ordonnance de 1827 réapparut aussitôt, mais lui seul. Il ne sera démonétisé aux Antilles qu'en 1855, date à laquelle les monnaies étrangères vont être définitivement remplacées par les monnaies françaises.

L'ordonnance de Charles X, nous l'avons dit, n'avait fait disparaître qu'incomplètement l'emploi des monnaies

(1) Le doublon (monnaie espagnole) valait 16 piastres.

(2) Lacour, *op. cit.*, tome 4, page 379.

(3) Arrêté portant provisoirement et jusqu'à nouvel ordre le quadruple d'Espagne à 86 fr. 40. 26 octobre 1827. (*Bull. Off. Guadeloupe*, 1827, page 211.)

étrangères. Le gouvernement du second Empire estima qu'il était de son devoir de faire prédominer son effigie monétaire sur tout le territoire.

Un décret impérial du 23 avril 1855, promulgué le 30 mai suivant, déclara que, dans un délai de six mois, les monnaies étrangères conservées par l'ordonnance du 30 août 1826 cesseraient d'avoir cours forcé, ne seraient plus reçues dans les caisses publiques et n'auraient entre particuliers qu'une valeur conventionnelle.

« Ce décret qui brisait des habitudes séculaires causa des souffrances inouïes. Le peu de monnaies nationales existant dans la colonie fut recherché avec une avidité désordonnée (1). »

Il souleva de multiples réclamations. De toutes parts des brochures parurent pour en démontrer les effets désastreux.

« C'est le vide à haute pression », s'écriait M. Le Peltier de Saint-Remy dans un de ces écrits.

De tous temps, en effet, les colonies avaient suppléé à la rareté des espèces françaises par l'adoption des monnaies d'or et d'argent de toutes les nations commerciales, en augmentant leur valeur comme moyen de les retenir dans le pays.

La circulation des Antilles se composait presque exclusivement, en 1855, de doublons et piastres des anciennes colonies espagnoles alors émancipées.

La suppression de cette monnaie devait donc nécessai-

(1) Jules Ballet, *La Guadeloupe*, tome II, page 110.

rement priver les habitants de tout numéraire, car, dit M. Lacour, « la colonie, pour l'argent, est le tonneau des Danaïdes. Aussitôt qu'il est versé il s'écoule, s'enfuit et disparaît. Il est donc de toute nécessité que la source où s'alimente la circulation non seulement ne tarisse point mais ne tende même pas à s'appauvrir. Avec le principe de l'or et de l'argent français, qui fournit le numéraire à la colonie ? Le Trésor. Et qu'est-ce qui constitue l'encaisse du Trésor ? Les sommes que la métropole envoie chaque année pour payer les dépenses à sa charge, sommes insuffisantes et pour solder le commerce que la colonie fait avec les étrangers et pour fournir aux remises que les pacotilleurs font en France en espèces.

« Le commerce métropolitain, alors qu'il veut acheter des sucres ou des cafés, n'envoie dans la colonie ni or ni argent, car il aurait à supporter et une perte d'intérêts et des frais d'assurance. Avec ses ordres d'achats il donne à ses commissionnaires l'autorisation de faire traite sur lui, procédé qui donne un gain double, provenant tant de la vente à prime de la traite que de quatre mois d'intérêts environ, les traites étant toujours tirées à 90 jours de vue.

« Avec le système des doublons, les choses suivaient un autre cours ; les négociants des ports trouvaient un bénéfice à les acheter et à les envoyer aux îles pour leurs acquisitions de denrées. La colonie les recevait pour 86 fr. 49 et les donnait pour le même prix dans son commerce avec les Américains et avec les îles voisines. Ainsi, si les doublons sortaient incessamment, ils rentraient incessamment.

L'argent français provenant du Trésor servait aux remises à faire en France (1). »

Aussi, comprenant dans quel embarras au point de vue monétaire la mesure édictée allait mettre nos possessions, les auteurs du décret de 1853 autorisèrent-ils, pour l'usage

(1) Lacour, *op. cit.*, tome IV, page 376. — Les versements (en doublons) étaient surtout effectués par les capitaines marseillais qui portaient avec eux cette monnaie pour l'achat des sucres qu'un usage traditionnel faisait toujours payer au comptant et en argent. A ces contingents peu importants mais à peu près réguliers venaient se joindre ceux qu'expédiaient quelques maisons d'Europe ayant des intérêts directs avec les deux îles, et enfin, depuis 1853, ceux qu'avaient commencé à y attirer les banques.

Avant le décret de démonétisation, ces différents introducteurs savaient au juste ce qu'ils faisaient. Ils savaient qu'en payant les espèces à un prix moyen de 82 francs, les grevant de 2 fr. 25 au moins pour frais de transport et d'assurance, il leur resterait certainement à l'arrivée dans la colonie un agio de 2 fr. 15 environ. Ce n'était point assez pour déterminer de grandes opérations, des opérations spéciales, mais c'en était du moins assez pour faire préférer ce genre de remise aux autres et attirer ainsi des ruisselets monétaires qui alimentaient suffisamment la circulation coloniale.

Dès le moment où le cours légal a disparu, qu'est-il arrivé ? Il est arrivé que les Marseillais, les maisons de Paris aussi bien que les banques ont cessé leurs introductions. En effet, tout se tient en matière de change : nous avons vu plus haut que le papier sur l'Europe se place dans les deux îles à 10 et 12 o/o. Le Marseillais qui achète aujourd'hui les sucres du colon trouve beaucoup plus simple, au lieu de se charger de numéraire, de les payer en traites sur son consignataire. Cette même denrée qu'on le voit mettre à bord de son navire crée son crédit sur la place, et il peut placer ses traites avec une prime bien supérieure au bénéfice que lui aurait rapporté l'agio sur les doublons.

De même pour les maisons de France : au lieu de se donner l'embarras d'une expédition d'espèces, elles n'ont qu'à écrire à leurs associés de la colonie : « Tirez sur moi jusqu'à concurrence de telle somme ». (Le Pelletier de Saint-Rémy, *op. cit.*, page 93).

intérieur des colonies, la création de *Bons de caisse* sur lesquels nous aurons à revenir.

A la Réunion, l'introduction du système monétaire français fut plus tardive.

Les espèces étrangères qui y circulaient ou du moins y étaient admises étaient d'ailleurs beaucoup plus nombreuses.

Placée au milieu de centres commerciaux très variés (possessions de la Compagnie des Indes, possessions de la couronne britannique, possessions hollandaises, Madagascar, etc.), elle s'était assimilé les différentes monnaies servant aux échanges dans ces différents centres.

Toutes les fois qu'une certaine surhausse lui paraissait nécessaire pour les attirer, elle n'hésitait pas à l'adopter(1).

(1) On peut juger par la liste des espèces admises à circuler dans l'île à cours légal avec quel empressement elle accueillait toutes celles qui pouvaient s'y introduire :

MONNAIES D'OR

Ancienne roupie Sicca à l'étoile.	45
— ordinaire	45
Leurs divisions par moitié	22,50
— quart	11,25
Roupie d'or de la compagnie	40
Roupie d'Arcate	40
Gold Mohur (ancienne monnaie indienne).	37,50
Pagode Star de l'Inde	8,50
— Kery	8,50
— Porto-Now	6,625
Souverain et guinée	25
Souverain d'Australie	25
Les 9600 reis du Brésil.	42,50
Quadruples d'Espagne ou doublons.	86,65
— indépendants	85
Sequins de Venise	10
— de Turquie	10

MONNAIES D'ARGENT

Piastre d'Espagne	5,50
— indépendante	5,50

Ces pièces étrangères ont eu cours jusqu'en 1879. C'est seulement à cette date qu'un décret présidentiel a mis exclusivement en vigueur dans la colonie le régime monétaire de la métropole. Un second décret de la même année autorisait, par voie de conséquence, la mise en circulation de Bons de Caisse.

Ces Bons de Caisse, nécessités par la disparition des espèces démonétisées, seront de nouveau rendus nécessaires pour remédier aux conséquences de la crise sucrière, cause bien plus durable d'exode du numéraire.

Après la perturbation économique causée par la brusque suppression de l'esclavage, les travaux de culture furent repris dans nos colonies sucrières et de nouveau elles se remirent à exporter. Leur prospérité devait être encore entravée par l'apparition de l'industrie du sucre de betterave.

Cette industrie nouvelle, dont les débuts remontent au blocus continental (1), était devenue prospère. Elle allait porter à nos colonies sucrières un coup d'autant plus grave

Dollar	5,50
Piastre Marie-Thérèse ou talaro	5
Roupie de la compagnie	2,50
— Sicca à l'étoile.	2,50
— d'Arcate.	5,50
— de Madras	5
Schelling	1

(1) Le développement de cette industrie avait été non seulement encouragé mais encore rendu obligatoire par le décret du 25 mars 1811, — E. Petit, *Organisation des colonies françaises et des pays de protectorat*, tome II, page 519.

que les colons, favorisés jusque-là par un monopole de fait, avaient, pour cultiver la canne à sucre, délaissé toute autre culture, comme celle du café, du tabac, du coton, du cacao (1).

Cependant, lorsque le sucre de betterave fut entré en concurrence avec les produits coloniaux, l'exportation, après avoir fléchi un moment, se releva peu de temps après. La baisse des prix avait en effet occasionné une demande plus considérable.

Mais ce n'était là qu'un effet passager.

Les colonies, habituées à la clientèle métropolitaine, virent leurs débouchés réduits, alors que leur production augmentait tant par l'extension des cultures que par les perfectionnements apportés au traitement des cannes dans les usines.

Les prix s'avitèrent et des crises très violentes, comme celles de 1864 à la Réunion, de 1850 et 1895 aux Antilles, se déclarèrent.

La balance commerciale devenant de plus en plus défavorable entraîna l'élévation du change et provoqua la sortie des espèces métalliques.

Indépendamment des causes de raréfaction du numéraire qui viennent d'être étudiées et qui sont spéciales à la période qui nous occupe, il convient de rappeler qu'il en existe

(1) La production sucrière avait doublé à la Martinique dans les premières années de la Restauration. De 16 millions de kilogrammes en 1818, l'exportation s'était élevée à 33 millions en 1828.

d'autres, déjà signalées précédemment et qui subsistent encore de nos jours : nous voulons parler de la situation obérée des colons et de l'absentéisme.

Obligés, pour l'exploitation de leurs terres, de contracter en France de nombreux emprunts, les colons ont à supporter de lourdes charges d'intérêts qui contribuent à l'exode du numéraire.

Les colonies elles-mêmes, en tant que personnes morales, se trouvent débitrices de la métropole. C'est ainsi qu'au budget local de la Guadeloupe de 1903, par exemple, on voit figurer des sommes consacrées au paiement des annuités de divers emprunts contractés avec le Crédit Algérien, la Caisse des Dépôts et Consignations, le Crédit Foncier colonial.

L'absentéisme de son côté produit des résultats aussi fâcheux.

Un trop grand nombre de propriétaires préfèrent vivre en Europe après avoir confié leurs exploitations à des « géreurs ».

« C'est ainsi que de 1831 à 1835 seulement une vingtaine de familles de la Martinique sont venues s'établir en France : on peut évaluer leurs fortunes réunies à 10 millions de francs en capital. Presque tous les revenus nets des Antilles françaises sont placés ou dépensés dans la métropole, même par ceux des colons qui ne sont pas établis en France (1). »

A la Guadeloupe, déclare M. Charles Bartlett, consul des Etats-Unis, « aussitôt qu'un planteur ou un négociant

(1) Notices statistiques sur les colonies françaises, 1837, 1^{re} partie, page 124.

a amassé quelque fortune, il va en jouir en France, laissant son successeur sans capitaux et ne pouvant donner suite à ses affaires sans le système du crédit. Ce fait me paraît suffisant pour expliquer la rareté du numéraire et la perpétuité du système désavantageux du crédit (1). »

Enfin, à la Réunion, dit M. Ringwald, « plus des trois quarts des propriétaires du sol, y compris le Crédit Foncier colonial, font émigrer annuellement tous les bénéfices qu'ils retirent de leurs propriétés : la transmission en France de ces bénéfices comblera donc toujours et surpassera même le plus souvent l'écart existant entre la valeur de nos exportations et celle de nos importations (2). »

Ajoutons que, dans cette dernière île, un grand nombre de petits négociants sont des Chinois qui ne dépensent pas l'argent gagné dans la colonie, mais l'économisent pour l'emporter en Chine.

(1) Reports from the consuls of the United States on the credit and trades system. — Cité par A. Hignette, *Le Crédit dans les colonies Sucrières françaises*, page 221.

(2) Ringwald, *La Réforme monétaire et ses conséquences à l'île de la Réunion*, page 39.

CHAPITRE II

Expédients pour se procurer ou retenir le numéraire

Nous avons jusqu'ici montré que, dans les diverses périodes de leur histoire, nos vieilles colonies ont été souvent privées du numéraire indispensable à leur vie commerciale.

Il nous faut maintenant rechercher par quelles mesures, tant sous l'ancien régime qu'à l'époque moderne, on a tenté de remédier à cet état de choses.

Dans plusieurs de nos possessions, le principal remède fut, sans conteste, l'émission de papier-monnaie. Mais, avant de passer à son examen, il convient d'étudier rapidement les autres procédés qui furent employés suivant les époques et les circonstances.

Tout d'abord, dès les débuts de la colonisation et même pendant assez longtemps, les transactions se firent en nature. Les productions du pays servirent alors de moyens d'échange. On compta par livre de sucre, de tabac ou de café.

C'est ainsi qu'au Canada les peaux de castor firent longtemps fonction de monnaie (1), et qu'en 1669 le conseil supérieur de Québec déclara le blé offre légale à 4 livres le minot (2).

Cinq ans plus tard, tous les créanciers reçurent l'ordre de recevoir en paiement les peaux de rennes au cours du marché (3).

(1) « La pelleterie est non seulement la meilleure étoffe et la plus facile à mettre en usage... mais aussi la monnaie du plus haut prix. Et le bon est qu'après qu'on s'en est servi pour se couvrir, on trouve que c'est de l'or et de l'argent tout faits... Les journaliers aiment mieux y recevoir le salaire de leur travail en cette monnaie qu'en aucune autre. » (*Relations des Jésuites*, 1636, pp. 48-49); cité par Emile Salone, *La Colonisation de la Nouvelle France*, p. 127.

(2) « Sur ce qui a été présenté au Conseil ce jourd'hui par Messire Claude de Bouteroue, conseiller du Roi, etc., que plusieurs particuliers s'étaient plaints à lui que leurs créanciers refusaient le blé qu'ils leur offraient en paiement, ou ne le voulaient prendre qu'à un prix très modique, ce qui les mettait hors d'état de s'acquitter, n'ayant point d'autres biens que les fruits de leurs récoltes et les réduire à la nécessité, épuisant par cette vileté de prix ce qu'ils avaient réservé pour leur subsistance; où le syndic des habitants et les principaux marchands de cette ville pour ce mandés, ensemble le substitut du procureur général, la matière mise en délibération :

Le Conseil a ordonné que par provision pendant trois mois du jour de la publication du présent, les débiteurs pourront donner en paiement, tant aux marchands qu'autres créanciers du blé légal et marchand à raison de 4 livres le minot: défenses de le refuser et d'en acheter pour en donner en paiement à peine de confiscation du blé et d'amende arbitraire. » (*Arrêts et Règlements du Conseil supérieur de Québec*, page 47).

(3) Sur les remontrances du sieur Chartier, lieutenant-général en cette ville, qu'il se rencontre par difficultés entre les parties pour la nature des paiements, que même les marchands refusent de bailler leurs marchandises pour en recevoir paiement en peaux d'orignal, et qu'il se trouve encore des personnes qui s'étant

Aux Antilles, c'étaient les sucres et les petuns (tabac) qui remplaçaient l'argent. Et l'on appelait « billets de sucre » des « billets contenant obligation et promesse de payer au porteur, aux temps marqués, une certaine quantité de sucre (1). »

En 1720, on était encore obligé de recourir au troc dans les îles françaises. C'est ainsi qu'une ordonnance du 6 octobre 1720, rendue à Saint-Domingue, prescrit le paiement des marchandises d'Europe en denrées coloniales (2).

engagées par écrit à payer leurs dettes en argent monnayé prétendent, en vertu d'un règlement du Conseil, ne devoir y être assujetties, mais qu'elles doivent être reçues à s'acquitter en pelleteries de castor et originaux seulement, y ayant très peu d'argent monnayé en ce pays ; à quoi il désirerait que le Conseil eût pourvu, afin qu'il eût des règles certaines auxquelles il pût s'arrêter pour terminer lesdits différends.....

.... Le Conseil a ordonné et ordonne que les peaux d'original aient cours au prix ordinaire ; défenses à toutes personnes d'en faire refus. (Arrêts et Règlements du Conseil supérieur de Québec. — 27 septembre 1674, page 55.)

(1) Encyclopédie méthodique, Commerce, Art. Billets de sucre.

(2) Le marquis de Sorel, etc... J. B. Duclos, etc... Les habitants des différents quartiers de cette île nous ont remontré qu'ils se trouvent réduits à la dernière extrémité par le refus que font depuis quelque temps les capitaines des vaisseaux de prendre, en paiement des marchandises qu'ils apportent ici pour la subsistance de la colonie, les denrées qui se fabriquent, ainsi qu'il s'est toujours pratiqué depuis l'établissement des colonies de l'Amérique, et qu'au lieu des sucres et indigos ils ne veulent plus recevoir que de l'argent, ce qui ne peut subsister sans l'entier dépérissement de cette colonie ; S. M. n'ayant envoyé aucun fonds depuis douze ans pour la subsistance des troupes qu'elle y entretient, et les espèces d'Espagne desquelles S. M. a toléré le cours dans cette colonie se trouvant manquer tant à cause du transport que les capitaines de vaisseaux marchands en ont fait depuis cinq ou six ans dans les différentes révolutions que le commerce de France a souffert que par l'entière

Mais ce mode de paiement trop rudimentaire ne peut subsister indéfiniment; dans nos colonies comme partout l'usage de la monnaie métallique finit par devenir courant.

D'ailleurs les paiements en denrées donnaient lieu à contestation sur la qualité de la marchandise. Le prix du castor, du café, du tabac ou du sucre variait d'une année à l'autre, souvent d'un mois au mois suivant. Ces denrées, en tant que signe représentatif de la valeur, étaient donc d'un usage fort incommode, surtout pour les obligations à terme.

Quand l'emploi des espèces monnayées se fut généralisé (le Roi à un certain moment d'ailleurs ne permit pas d'autre mode de computation), les expédients pour éviter leur disparition durent alors porter sur la monnaie elle-même.

Un premier moyen se présentait tout naturellement à l'esprit : c'était la réglementation, par l'autorité, de la circulation monétaire.

Ainsi, chaque fois que le roi envoyait aux Iles des espèces monnayées, il ne manquait pas de bien spécifier que ces espèces étaient réservées au pays auquel elles étaient

interruption du commerce que cette colonie avait ci-devant fait avec les colonies d'Espagne qui a été causée par les forbans dont ces mers ont presque toujours été couvertes et par les corsaires gardes-côtes espagnols;

..... Ordonnons :

Que les négociants de France feroient leur commerce en troc des denrées de la colonie de gré à gré avec les habitants, sans qu'il soit fixé aucun prix aux dites denrées, non plus qu'aux marchandises venant d'Europe. (Moreau de Saint-Méry, *op. cit.*, tome II, page 701).

adressées, qu'elles devaient « être reçues par les habitants dans le commerce sans qu'elles en puissent être transportées, ni que les autres sujets les puissent recevoir ou leur donner aucun cours en France, à peine de confiscation des dites espèces et de punition exemplaire » (1).

« Défendons à tous nos sujets, de quelques pays et qualités qu'ils soient, porte encore un autre édit, d'exposer les dites espèces dans notre royaume ni dans aucunes de nos autres colonies, à peine d'être poursuivis comme billonneurs et comme tels punis suivant la rigueur de nos ordonnances.

« Défendons sous les mêmes peines aux capitaines, facteurs, passagers et autres gens composant les équipages des vaisseaux de nos sujets, et à tous autres qui navigueront et commerceront dans nos Isles désignées à l'article 1 de notre édit de se charger de porter dans notre royaume et dans nos autres colonies aucunes des dites espèces (2). »

Jusqu'à la fin de l'ancien régime ces prohibitions sont renouvelées :

« Faisons très expresses défenses et inhibitions à toutes personnes d'emporter les dites pièces de billon hors des dites Isles et de s'en servir ou de les vendre ailleurs, à peine d'être poursuivies comme billonneurs (3). »

Ces textes, d'autre part, étaient souvent renforcés par

(1) Déclaration du roi, 19 février 1670, Zay, *op. cit.*, page 41.

(2) Edit du roi qui ordonne une fabrication d'espèces d'argent, particulièrement pour les Iles du Vent de l'Amérique, 10 décembre 1730 (Zay, *op. cit.*, page 58).

(3) Edit du roi, août 1779 (Zay, *op. cit.*, page 77).

des ordonnances locales. Les gouverneurs des colonies prenaient parfois des arrêtés pour déterminer le mode de règlement des achats faits aux étrangers ou pour défendre l'exportation hors des colonies des pièces d'or et d'argent. On peut citer à titre d'exemple l'ordonnance du 7 mai 1765 à la Guadeloupe « prescrivant de ne donner aux étrangers que des lettres de change sur France lorsque les valeurs échangées seraient plus fortes que celles données par les habitants » (1) et dans le même sens celle rendue à Saint-Domingue le 1^{er} février 1780 (2).

A la Martinique, l'ordonnance locale du 4 avril 1722 défend la sortie des espèces (3).

(1) J. Ballet, *La Guadeloupe*, tome II, page 491.

(2) « Etant prévenus que les bâtiments étrangers dont nous avons permis l'introduction dans les ports d'amirauté de la colonie jusqu'à nouvel ordre par notre ordonnance du 20 juillet 1778 en emportent successivement le numéraire,

Ordonnons :

Ne pourront les capitaines, patrons, pacotilleurs, passagers et équipages des bâtiments étrangers faire de retours qu'en denrées coloniales ou marchandises sèches. Leur défendons d'exporter des espèces d'or ou d'argent.

Les cargaisons seront remises en entier aux négociants commissionnaires choisis par les dits capitaines.

A l'arrivée du bâtiment, il sera fourni une facture évaluée tant de la cargaison que des objets de pacotille.

Si les retours en marchandises n'équivalaient pas au produit des ventes, l'excédent sera laissé entre les mains du négociant commissionnaire, et sera employé en achats ultérieurs de marchandises à exporter dans les voyages subséquents. » Moreau de Saint-Méry, *op. cit.*, tome VI, page 5.

(3) « Pour empêcher les capitaines des vaisseaux marchands et autres négociants d'exposer leurs espèces aux risques de la mer et des forbans et de s'exposer eux-mêmes à ceux de trouver les espèces

Cette prohibition s'est renouvelée jusqu'à l'époque la plus récente chaque fois que la crise monétaire devenait trop intense.

C'est ainsi que l'exportation des monnaies d'or, d'argent et de billon fut prohibée à la Martinique par un arrêté local du 17 avril 1819. C'est seulement un décret colonial du 26 novembre 1834 qui permit leur libre sortie (1).

Plus récemment encore, à la Réunion, le 13 février 1893, un arrêté local interdit d'exporter hors de la colonie la monnaie divisionnaire de billon. Cet arrêté fut confirmé par décret du 31 juillet 1893 (2).

Une semblable mesure fut prise pour la Martinique sur la demande du Gouverneur par décret du 30 mai 1893 (3),

diminuées à Saint-Domingue comme elles sont ici, et cela avec d'autant plus de raison que MM. de Sorel et Montholon, général et intendant dudit Saint-Domingue, ont reçu les mêmes ordres du Conseil que nous pour la diminution des espèces et que nous leur avons donné avis de ce que nous avons ordonné à cet égard.

Le tout exactement considéré, nous défendons à tous capitaines des vaisseaux marchands, négociants et autres, de quelque condition qu'ils puissent être, d'embarquer des espèces de quelque sorte qu'elles soient pour les transporter de cette île en quelque lieu que ce puisse être sans notre permission expresse et par écrit, à peine par les contrevenants de 6 mois de prison et confiscations des espèces dont moitié sera donnée aux dénonciateurs et l'autre appliquée aux hôpitaux ou pauvres des lieux où les contraventions auront été faites et pour que notre présente ordonnance ait plus sûrement son exécution, nous avertissons que ceux qui seront convaincus d'avoir été informés de l'embarquement de quelques espèces, quelles qu'elles soient, sans nous en avoir avertis, seront condamnés à pareille prison de six mois et à 1.000 livres d'amende, au profit des hôpitaux et pauvres des lieux. » Durand-Molard, *op. cit.*, tome I, page 182.

(1) Notices statistiques 1837, page 127.

(2) Cette interdiction subsiste toujours.

(3) Interdiction levée le 13 février 1904.

et pour la Guadeloupe par décret du 7 décembre de la même année (1).

Quelquefois, sans aller jusqu'à la prohibition absolue de toute sortie de numéraire, l'administration employa un autre moyen pour limiter un exode qui devenait dangereux. Ce moyen consista dans la perception d'une taxe sur l'exportation monétaire.

Comme il était difficile de surveiller assez étroitement la sortie des espèces pour que la perception du droit de sortie fût bien efficace, on l'établit non seulement sur la sortie réelle, mais encore sur la sortie présumée du numéraire.

Il suffisait d'évaluer la valeur d'une cargaison à l'arrivée et la valeur des marchandises exportées au retour. Lorsque cette dernière valeur était inférieure, on présumait que le capitaine emportait la différence en espèces et il n'y avait plus qu'à faire porter sur cette différence le droit de sortie.

Citons notamment, pour la Guadeloupe, l'ordonnance du 23 octobre 1816 qui ordonne le prélèvement d'un droit de 15 0/0 sur la différence entre les chargements d'entrée et de sortie (2).

Mais ces mesures n'atteignaient pas toujours le but poursuivi : la réglementation n'est ordinairement pas le moyen le plus efficace pour solutionner une question économique.

(1) Interdiction levée le 3 décembre 1904.

(2) *Bulletin officiel Guadeloupe*, 1816, page 53. — Cette ordonnance a été rapportée le 1^{er} avril 1817.

C'est ce que pensèrent sans doute certains gouverneurs en demandant au pouvoir royal la mise en circulation aux colonies d'une monnaie à titre amoindri.

A ce point de vue, les administrateurs de Cayenne avaient fait la proposition suivante au sujet des espèces destinées à cette colonie :

« Pour affaiblir le titre, l'opération la plus simple est de les percer dans le milieu avec un emporte-pièce et de soustraire le dixième ou le douzième du poids.

« Cette partie soustraite au profit du Roi, il est juste que S. M. en tienne compte aux gens à sa solde ; ainsi en payant leurs appointements, on leur donnera le dixième en sus, et justice sera faite. »

Mais le Ministre de la Marine, dans sa lettre à M. le baron de Besner, gouverneur de Cayenne, en date du 26 septembre 1783, n'adopta pas cette proposition :

« Quant aux nouvelles monnaies au coin de France d'un titre moindre que celles qui y circulent que vous paraissent désirer, afin d'éviter qu'elles ne soient enlevées, cela ne pourrait avoir lieu sans contrarier les principes sages que le Gouvernement a adoptés par l'ordonnance de 1781 pour la circulation des monnaies d'après leur valeur intrinsèque. »

Cependant l'idée fut encore reprise un peu plus tard. C'est ainsi que les Annales du Conseil souverain de la Martinique (1786) enregistrent le vœu suivant :

« Il serait peut-être aussi à désirer que Sa Majesté voulût introduire dans les Isles une monnaie particulière dont la valeur fût d'une proportion différente à celle des mon

naies qui ont cours dans le royaume, dont la valeur fût même au-dessous de la valeur, et qu'elles aient un coin différent seulement à l'usage des colonies. Cette monnaie n'ayant point de cours dans l'intérieur de la France, donnant beaucoup de perte au creuset, il serait indifférent qu'on voulût l'emporter : celui qui s'en chargerait ne pourrait que l'échanger dans les villes maritimes du royaume d'où elles seraient nécessairement rapportées aux colonies (1). »

Mais ce vœu ne fut pas davantage pris en considération par le gouvernement de la métropole.

Toutefois, dans cet ordre d'idées, on peut signaler la tentative faite à la Réunion en 1859 par M. de Kerveguen de l'introduction de pièces autrichiennes démonétisées.

Au moment d'une crise monétaire intense, celui-ci fut autorisé sur sa demande à faire circuler dans la colonie 227.000 pièces de 20 kreutzers dites « Konventionswanzig » monnaies de billon d'une valeur intrinsèque de 0 fr. 866.

Ces pièces, mises en circulation pour 1 franc, furent reçues avec faveur ; leur succès provoqua de nouvelles introductions. En 1879, il en circulait environ 1.027.000, époque à laquelle elles furent remboursées (2).

Les mesures dont nous venons de parler étant évidemment insuffisantes ou n'étant pas admises par le pouvoir central,

(1) Zay, *op. cit.*, pages 92-93.

(2) Conseil général de la Réunion. Rapport de la commission chargée d'étudier la question des monnaies de 20 kreutzers, 8 juin 1879.

les colonies cherchèrent, en se servant de la monnaie existant sur leur territoire, à éviter le danger résultant pour elles de la disette de numéraire.

L'épuisement constant des espèces monnayées introduites dans les colonies détermina les gouverneurs à en augmenter la valeur et à leur donner un cours plus élevé que celui qu'elles avaient en Europe ou même dans les colonies étrangères environnantes.

Le surhaussement de la valeur des pièces en circulation, tel fut donc le procédé très généralement adopté et qui, pour certaines de nos possessions, atteignit le but poursuivi.

Partout, aux Antilles comme au Canada ou aux Mascareignes, cette pratique fut employée.

Elle prit naissance dès les premiers envois de monnaie que le Roi fit aux îles d'Amérique. Par un règlement du 12 janvier 1671, le conseil souverain de la Martinique décida que les sous de France auraient une valeur de 18 deniers, les pièces de 15 sous une valeur de 18 sous, enfin que celles de 5 sous vaudraient 6 sous. En 1672, cette mesure reçut l'adhésion de l'autorité métropolitaine par l'arrêt du Conseil du 18 novembre 1672 « touchant le cours des espèces d'argent dans les îles françaises et terre ferme de l'Amérique » (1).

(1) « Le Roy ayant, par arrêt de son Conseil du 19 février 1670, permis aux Directeurs de la Compagnie des Indes occidentales de faire passer dans les îles françaises de l'Amérique jusqu'à la somme de 400.000 livres en petites espèces marquées d'une devise particulière, lesquelles ont été introduites et ont cours dans lesdites îles en conséquence de l'arrêt du Conseil souverain de la Martinique du

« Par cet arrêt il fut ordonné que toutes les espèces de monnaies de France qui passeraient en Amérique y auraient pareillement cours pour le tiers en sus de leur valeur, et que les stipulations, contrats, achats ou paiements y seraient faits en argent sur le même pied du tiers en sus... De là est venue la distinction de deux sortes de monnoyes dans les colonies. On appelle l'une « monnoye de France » en la prenant sur le pied de la valeur qu'elle a en France ; on appelle l'autre « monnoye du pays » en la regardant sur le pied du cours dans le pays » (1).

A Bourbon il y eut également une monnoye de compte différant comme valeur de la monnaie de compte de la métropole. On comptait par livre coloniale à 20 sols qui équivalait à environ 10 sols tournois de France (2).

26 janvier 1671 aux conditions portées par iceluy et articles arrêtés en conséquence ;

« Et S. M. étant informée de l'avantage que les habitants dudit pays reçoivent dans leur commerce par la facilité de ladite monnaie, elle a résolu que l'exposition en sera non seulement continuée, mais encore que celles qui ont cours en France l'auront aussi dans ledit pays en augmentant le prix d'icelles, afin qu'elles puissent y rester et par ce moyen en réduire tous les paiements des denrées et marchandises et autres choses qui se font en espèces aux prix de l'argent pour la facilité du commerce et augmentation des colonies.

« Sa Majesté en son Conseil a ordonné et ordonne que la monnaie marquée de ladite devise et toutes les autres espèces qui ont cours en France aurent aussi cours dans les isles françaises et terre ferme de l'Amérique de l'obéissance de S. M., savoir : la pièce de 15 sols pour 20 sols, la pièce de 5 sols pour 6 sols 8 deniers, le sol de 15 deniers pour 20 deniers. Et ainsi des autres espèces à proportion. » Zay, *op. cit.*, page 46.

(1) Conseil de Marine, *Mémoire sur la monnaie de carte, et historique de ce qui s'est passé à ce sujet*, Zay, *op. cit.*, page 142.

(2) Zay, *op. cit.*, page 255.

La plus-value donnée aux espèces variait donc suivant les pays ; de plus, dans une même colonie, elle n'était pas fixe et avait tendance à s'accroître en cas de disette d'espèces. En 1675, aux Antilles, 8 livres tournois valent 12 livres (argent des îles).

L'expédient ne pouvait d'ailleurs que se développer, car chaque colonie voulait conserver sa monnaie et se servait du même procédé.

C'est alors que le Gouvernement royal vit un danger dans cette manière de faire, qui, à ses yeux, était de nature à provoquer la sortie des monnaies françaises hors du territoire de la métropole. Aussi, revenant sur ses décisions premières, défendit-il, à des dates diverses suivant les colonies, la faculté de surhaussement (1).

Pendant plusieurs années le Gouvernement persista dans ses défenses.

(1) Ordonnance du Roi qui fixe la valeur des monnaies aux Isles, — 10 septembre 1692 : les espèces françaises et étrangères doivent circuler au même prix qu'en France. (Moreau de Saint-Méry, tome I, page 515.)

Au Canada, la monnaie dite du pays fut abolie par une déclaration royale du 5 juillet 1717. Art. 8 : « Comme la monnoye du pays qui a esté introduite dans le Canada n'est d'aucune utilité à la Colonie, et que les deux sortes de monnoye dans lesquelles on peut stipuler causent de l'embarras dans le commerce, Nous avons abrogé et abrogeons dans le Canada la monnoye dite du pays et en conséquence voulons et Nous plaist que toutes stipulations de contracts, redevances, baux à ferme et autres affaires généralement quelconques, se fassent, à commencer du jour de l'enregistrement des présentes au Conseil supérieur de Québec, sur le pied de la monnoye de France, de laquelle monnoye il sera fait mention dans les actes ou billets, après la somme à laquelle le débiteur se sera obligé, et que les espèces de France ayent dans ladite colonie de Canada la mesme valeur que dans nostre royaume. » Zay, *op. cit.*, page 160.

Mais comme ces ordres provoquaient la disparition du numéraire, le rétablissement du surhaussement fut demandé par les pouvoirs locaux à qui on l'avait interdit (1).

Par exemple, en 1715, le gouverneur général Duquesne et l'intendant de Vaucresson proposèrent au Roi de les autoriser à donner aux espèces un cours plus élevé que celui existant dans la métropole.

La proposition fut examinée par le Conseil des Finances, qui la rejeta, puis portée devant le Conseil de Régence qui la désapprouva également (2).

(1) Quelquefois même la mesure fut prise d'autorité et sans l'approbation royale. Ordonnance des administrateurs généraux des Isles, 13 février 1712 :

« Sur la remontrance du procureur du Roi de cette Ile Martinique, que depuis quelque temps les monnaies étrangères d'or et d'argent qui y ont été apportées par les corsaires français disparaissent et repassent chez les étrangers, qui les reçoivent à plus haut prix qu'elles ont cours dans les Iles françaises, de sorte que les dites Iles sont sur le point d'être sans aucun argent que celui qui pourrait y être apporté d'Europe et que les marchands et habitants seraient obligés de faire leur commerce en billets s'il n'y était pourvu... »

L'ordonnance prescrit en conséquence l'augmentation de la valeur des espèces et porte défense de les faire passer chez les étrangers. Moreau de Saint-Méry, *op. cit.*, tome II, page 297.

(2) Lettre du Conseil de Marine à MM. de Blénac et Mithon touchant les monnaies, 12 octobre 1715 :

« MM. Duquesne et de Vaucresson avaient proposé de laisser dans les Iles du Vent les monnaies sur un plus haut prix que celui qu'elles ont en France, le Conseil de Marine a fort désapprouvé cette proposition, les monnaies devant toujours avoir une égale valeur dans les différents Etats qui sont sous une même domination; cependant le Conseil n'a voulu donner aucun ordre sans communiquer auparavant cette proposition au Conseil des Finances; elle a été examinée, ensuite portée au Conseil de Régence qui l'a désapprouvée et ordonné de remettre les monnaies sur le pied qu'elles sont en France confor-

Dans les mémoires envoyés de temps en temps aux gouverneurs pour leur servir d'instructions, le Gouvernement, passant en revue les divers devoirs de leur administration, leur rappelait ces prescriptions touchant les monnaies.

Citons en ce sens le Mémoire du Roi à MM. de la Varenne et Ricouart, général et intendant de la Martinique, sur l'administration générale de la colonie, du 25 août 1716 :

« S. M. observera aux sieurs de la Varenne et Ricouart, qu'il ne convient point que les espèces soient à une plus haute valeur dans les colonies que dans le Royaume : ainsi S. M. souhaite qu'elles aient une valeur égale à celle qu'elles auront en France et qu'elles augmentent et diminuent à proportion. »

Quant aux espèces étrangères ou à celles qui n'avaient plus cours dans le Royaume, on permettait aux gouverneurs d'en fixer le prix, mais en leur recommandant, étant donnés le titre et le poids de ces pièces, de se rapprocher autant que possible du taux établi pour les monnaies françaises :

« Cependant, continue le mémoire, sur les représentations qui ont été faites par les sieurs de Blénac et Mithon au sujet des pistoles d'Espagne, des piastres et anciennes espèces qui n'ont plus cours en France, S. M. leur a fait savoir et aux sieurs Duquesne et de Vaucresson qu'elle leur permettait de régler le cours de ces différentes espèces comme ils le jugeront le plus à propos pour le bien de son service et du commerce, en prenant avis des négociants de

mément à l'extrait que vous trouverez ci-joint qui en fixe pour toujours le prix. » Moreau de Saint-Méry, *op. cit.*, tome II, page 473.

l'île les plus entendus..., et leur a fait recommander en même temps d'approcher le plus qu'ils pourront ces espèces de la valeur qu'elles ont en France. Les sieurs de la Varrenne et Ricouart agirent en conformité pour ce qui regarde la valeur des espèces dans les Iles du Vent (1). »

Ces dernières recommandations étaient en général assez mal accueillies, en sorte qu'une véritable lutte s'engagea sur ce point entre le pouvoir royal et les pouvoirs locaux des îles qui voyaient dans le surhaussement des monnaies étrangères, et notamment des piastres, les seules pièces réellement en circulation et les plus faciles à se procurer, une mesure indispensable à l'approvisionnement métallique du pays.

En fait, quand il y avait pénurie par trop grande, les ordres du roi étaient, par la force même des choses, enfreints purement et simplement (2).

Cet antagonisme entre le gouvernement de la métropole et les pouvoirs locaux des colonies se rencontre souvent dans les textes.

(1) Durand-Molard, *Code de la Martinique*, tome I, page 120.

(2) Ordonnance des administrateurs de Saint-Domingue touchant les monnaies, — 20 novembre 1721 :

« Sur les représentations fréquentes qui nous ont été faites que tous les commerçants et capitaines de navires marchands en ce pays ne veulent vendre et livrer leurs denrées qu'à ceux qui peuvent les leur payer en espèces desquelles ils ont fait un si grand enlèvement qu'on n'en voit presque plus présentement...

« Cela provient de ce que les piastres ne valent ici que cinq livres et les pistoles vingt livres...

« Ordonnons :

« Les piastres auront cours pour 8 livres, les pistoles 32 livres. »

Moreau de Saint-Mery, *op. cit.*, tome II, page 792.

Par exemple, à Saint-Domingue, un arrêt du Conseil supérieur de la colonie du 5 novembre 1708 augmenta le cours des monnaies et espèces d'Espagne en portant les pistoles d'or à 15 livres et les piastres à 4 livres.

Le 2 janvier 1709, une lettre du ministre à M. le comte de Choiseul, gouverneur, lui rappelle le principe que le roi seul peut ordonner des changements dans les monnaies.

Et le 3 avril 1709, une ordonnance royale, annulant l'arrêt précité du conseil local, fait défenses aux officiers des conseils supérieurs des Isles de donner de pareils arrêts à peine d'interdiction.

Malgré cette prohibition, les administrateurs locaux ne craignent pas de rendre une ordonnance en date du 8 septembre 1709 « portant modification de celle de S. M. sur le payement en espèces d'or et d'argent et débutant en ces termes :

« Vu le trouble que la défense du roi avait apporté dans les transactions réglées, la pistole est rétablie à 15 livres et la piastre à 4 livres. »

Cette dernière ordonnance finit du reste par être approuvée par le gouvernement royal (1).

Nous trouvons à la Martinique un autre exemple de résistance opposée aux ordres du roi : cet exemple est d'autant plus intéressant à mentionner que la colonie, après avoir d'abord cherché à obéir, dut finalement y renoncer.

Le 6 août 1721, une lettre du Conseil de Marine « donnait

(1) Moreau de Saint-Méry, *op. cit.*, tome I, pages 137-165.

ordre formel de tenir le prix des espèces proportionnellement à celui qu'elles avaient en France, et de faire en sorte, sans déranger le commerce, d'assujettir au poids celles qui devaient y être sujettes, attendu qu'il y en avait un grand nombre aux Isles, surtout des pièces de 10 sols et de 20 sols qui étaient extrêmement rognées et que la plupart de tous les paiements ne se faisaient que dans ces deux espèces, ce qui renchérisait extraordinairement le prix des denrées et surtout de celles les plus nécessaires pour la vie et l'aliment des habitants et de leurs nègres. »

Conformément aux ordres du roi, une ordonnance coloniale du 9 janvier 1722 modifia le tarif des monnaies et ordonna « que les escalins (1) diminueraient de 2 sols par mois, à commencer du 15 février suivant, jusqu'au prix de 12 sols, valeur des réaux dans le royaume ».

Le projet était donc le suivant :

Le 9 janvier 1722, l'escalin valait.	. . .	20	sous
- 15 février il devait valoir.		18	—
- 15 mars	-	16	—
— 15 avril	—	14	—
— 15 mai	—	12	—

Voyons comment ces prescriptions furent appliquées :

Le 4 février, on retarde la première diminution en la remettant au 15 mars au lieu du 15 février.

A cette date l'exportation commence. Pour y parer, les administrateurs défendent « à tous capitaines des vaisseaux

(1) L'escalin ou réal valait 1/8 de piastre.

marchands, négociants et autres, de quelque condition qu'ils puissent être, d'embarquer des espèces, de quelque sorte qu'elles soient, pour les transporter de cette île en quelque lieu que ce puisse être. »

Le 13 avril, c'est-à-dire deux jours avant la date fixée pour la seconde diminution (à 16 sols), on décide que cette diminution une fois faite sera la dernière.

Mais on ne put même pas maintenir ce taux, et le 29 juin 1722 une ordonnance de MM. les général et intendant rétablit à 20 sols la valeur courante de l'escalin :

« Vu les deux requêtes à nous présentées par plusieurs des principaux habitants, négociants et autres demeurant dans cette île, même par plusieurs des capitaines de vaisseaux marchands, qui y sont actuellement mouillés, par lesquelles ils nous représentent que depuis que les escalins et 1/2 escalins, qui valaient ci-devant 20 et 10 sols, ont été réduits à 16 et 8 sols, ils sont si resserrés qu'on n'en voit plus du tout dans le commerce, parce qu'il y a quantité de gens qui les ramassent et qui sont si avides d'intérêts qu'ils donnent jusqu'à 50/0 pour en avoir, dans le dessein de les porter ou de les envoyer à Saint-Domingue où ils ont avis qu'ils valent toujours 20 et 10 sols, quoique nous n'ayons eu en vue dans la diminution ordonnée de ces deux espèces que de nous conformer à ce qui nous a été ordonné par le Conseil de Marine, à ce qui nous a été demandé par plusieurs négociants et habitants, et de faire diminuer le prix des denrées qui sont portées à des prix incroyables ; cependant sur ce que nous savons certainement que depuis le 15 avril

dernier que ces deux espèces ont été réduites à 16 et 8 sols, il en a été emporté par les vaisseaux qui sont partis pour Saint-Domingue pour près de 100.000 écus, suivant les déclarations faites à M. Mesnier, commissaire de la marine à Saint-Pierre, auxquelles nous avons assujetti les capitaines à peine de confiscation, sans compter ce qui peut en avoir été emporté par ceux qui ne les auront point déclarées, et appréhendant que l'espérance d'un gain de 25 0/0 en transportant ces espèces à Saint-Domingue où l'on compte qu'elles valent toujours 20 et 10 sols, quoique le Conseil nous ait marqué qu'il donnait le même ordre à Saint-Domingue qu'à la Martinique, ne dégarnisse entièrement ces îles de ces espèces, voulant bien faire attention à ce qui nous est représenté et au bien public de ces colonies qu'il a plu à S. M. de confier à nos soins.

« Nous ordonnons que les escalins et 1/2 escalins vaudront et passeront dans le commerce pour 20 et 10 sols, savoir : dans cette île à commencer du jour de demain que notre présente ordonnance sera publiée dans cette ville, et dans les îles de la Grenade, la Guadeloupe et Marie-Galante à compter du jour de la publication de notre susdite ordonnance (1). »

On le voit, en ce qui touche les monnaies étrangères pour lesquelles le Gouvernement royal était d'ailleurs moins catégorique dans ses défenses (2), le surhaussement avait fini par s'imposer.

(1) Durand-Molard, *op. cit.*, tome I, page 183.

(2) En ce sens : Ordonnances royales des 13 février et 20 mars 1712,

Pour les espèces françaises, au fur et à mesure qu'elles commençaient à devenir moins rares, le même procédé devait être employé. Pour ces espèces, avant que leur plus value ne fût officiellement reconnue, on rencontre tout d'abord des tentatives ayant pour objet de tourner les prohibitions royales.

Ainsi, à la Martinique, des ordonnances locales décidèrent, lors d'un envoi de monnaies par la métropole, que les pièces reçues seraient bien délivrées par le trésorier pour la valeur fixée par le Roi (12 sols), mais qu'elles auraient cours entre les habitants pour 20 sols (1).

Une ordonnance royale dut encore défendre cette combinaison (2).

Mais, vers le milieu du XVIII^e siècle, l'autorité locale finit par l'emporter sur l'autorité métropolitaine. Le surhaussement devint en fait, puis légalement, une règle constante, aussi bien pour les monnaies françaises que pour les monnaies étrangères. Nous trouvons en effet à partir de cette époque un grand nombre d'ordonnances locales prescrivant le surhaussement tant des unes que des autres (3).

décrétant que le taux de l'argent étranger serait rehaussé en même temps qu'on conservait intact celui de la monnaie nationale. (Zay, *op. cit.*, page 6.)

(1) Entre autres : Ordonnance rendue par les sieurs Marquis de Champigny, gouverneur et lieutenant général, et d'Orgeville, intendant des dites îles — 2 novembre 1731.

(2) Ordonnance du Roi sur les monnaies des Isles du vent de l'Amérique — 18 février 1732. — *Code de la Martinique*, tome I, p. 370.

(3) Ordonnance de MM. le général et intendant de la Martinique

Les textes qui précèdent s'appliquent exclusivement au surhaussement dans nos colonies d'Amérique. Nous trouvons le même procédé dans nos possessions voisines de la côte d'Afrique.

La Bourdonnais, gouverneur des Iles de France et de Bourbon, avait même été accusé par ses détracteurs d'avoir profité pour son compte personnel de la plus value donnée aux monnaies envoyées par la métropole.

Dans ses mémoires il tint à se disculper de cette accusation en indiquant les motifs de cette augmentation :

« On prétendait que la Compagnie ayant envoyé à l'île Bourbon des sols marqués pour y avoir cours comme en France sur le pied de 2 sols, je leur avais de mon autorité privée donné cours sur le pied de 3 sols, en sorte que je profitais, disait-on, d'un tiers sur la valeur de ces espèces.

« Voici ce qui avait fait naître cette extravagante accusation :

« En 1737, la Compagnie envoya à l'île Bourbon pour 20.000 livres de sols marqués ; le Conseil sachant par expérience qu'on n'avait pu jusqu'alors conserver aucune monnaie dans les îles parce qu'elle était toujours enlevée par les équipages qui retournaient en France, imagina pour

— 2 juillet 1762-10 juin 1763 pour les monnaies de France. — Ordonnance du 4^{er} mai 1781 pour les espèces espagnoles.

Dispositions de l'arrêté du 19 germinal an XII qui auront force de loi à la Martinique et dépendances concernant le cours des monnaies d'or et d'argent :

Art. 1. — La proportion entre l'argent de France et le cours colonial sera de 3 à 5 ou de 100 à 166.

prévenir cet inconvénient de donner cours aux sols nouvellement arrivés sur le pied de 3 sols pièce. Grâce à ce moyen, les équipages ne pouvaient plus être tentés de les emporter, puisque hors des îles il y aurait eu à perdre pour eux sur cette monnaie. Cela fut donc ainsi arrêté par une délibération du 2 août 1737 et cela fut exécuté jusqu'en 1739. Alors la Compagnie ayant envoyé de nouvelles pièces, on retira les premières sur le pied de 3 sols et on les renvoya à la Compagnie. A l'égard des nouvelles, on les laissa courir dans les îles sur le pied de 2 sols, conformément à ses ordres, et ce que le Conseil avait prévu sur la foi de l'expérience ne manqua pas d'arriver ; il n'en resta bientôt pas une (1). »

Dans cette île cependant, ainsi qu'à l'Île de France, étant donné l'emploi du papier monnaie, le surhaussement fut plus rare qu'aux Antilles, la piastre varia, légalement, très peu souvent de valeur.

En terminant ces quelques indications sur le surhaussement de la valeur des pièces, signalons, comme tendant à favoriser l'importation des espèces ou à les maintenir dans la circulation, la coutume suivie par les habitants de la colonie d'accepter dans leurs transactions intérieures toutes les monnaies, sans tenir compte de leur poids. Le pouvoir royal fit bien tous ses efforts pour combattre cette pratique (2) ; mais les colons, soutenus énergiquement par les

(1) Mémoires historiques de La Bourdonnais, page 34.

(2) Déclaration du roi touchant la monnaie — 13 décembre 1630.
— Cette déclaration renferme la défense de recevoir les réaux d'Es-

autorités locales (1), résistèrent toujours à la volonté du roi.

D'ailleurs, et indépendamment de l'intervention des autorités locales, les habitants et négociants faisaient parfois des compromis entre eux pour accepter les monnaies à un taux supérieur au taux légal.

« La petite quantité d'espèces monnayées circulant aux

pagne venant du Pérou au-dessus de leur poids, dont elle fixe la valeur. Elle défend encore de prendre les pièces légères, quelles qu'elles soient,

Arrêt du Conseil qui défend d'exposer dans le commerce des Isles des piastres et autres pièces légères, 22 août 1687.

Ordonnance du roi qui fixe la valeur des monnaies des Isles, 10 septembre 1692: « et pour celles des dites monnaies ou autres étrangères qui ne seront pas de poids, Sa Majesté veut qu'elles ne soient reçues qu'à proportion de ce qu'elles vaudront suivant le prix du marc. »

Ordonnance du roi concernant la diminution des espèces étrangères et leur réduction au poids, 3 août 1722. Moreau de Saint-Méry, *op. cit.*, tome I, pages 438 et 515, tome III, page 16.

(1) Ordonnance des administrateurs de Saint-Domingue qui surseoit à l'exécution des articles 6, 7, 8 de l'ordonnance du roi du 3 août précédent sur les monnaies, — 19 novembre 1722 :

« Sur les représentations des notables, habitants et négociants de cette colonie de l'impossibilité d'exécuter les articles ci-dessus... attendre l'enlèvement qui s'en ferait par tous les marchands qui viennent commercer à cette côte... la piastre vaudra 7 livres 10 sols, la pistole 30 livres, les divisions à proportion sans tenir compte du poids. » (Moreau de Saint-Méry, *op. cit.*, tome III, page 32.)

Ordonnance de MM. le général et intendant de la Martinique sur le cours des espèces, — 17 novembre 1722 — : « Pour ce qui regarde les quarts de piastres, les réaux et demi-réaux, qui sont la monnaie la plus courante et usitée dans ce pays, nous ordonnons qu'ils continueront à être reçus sans être sujets au poids. » (Durand-Molard, *op. cit.*, tome I, page 196.)

Ordonnance de M. le comte d'Enos Champmeslin — 14 février 1724 : « La monnaie d'Espagne continuera d'avoir cours à la pièce et non au poids. » (Moreau de Saint-Méry, *op. cit.*, tome III, page 83.)

colonies, dit Petit, en serait encore plus sensible si, pour en prévenir ou en arrêter l'exportation dans les temps où les retours en France font craindre des pertes, les négociants de l'intérieur n'en augmentaient le cours suivant les circonstances (1). »

On relève alors dans les conventions particulières des clauses comme celle-ci, extraite d'un concordat passé en 1758 entre les négociants de Saint-Domingue :

« Nous nous obligeons les uns envers les autres de recevoir dans les paiements que nous aurons à nous faire l'argent de poids au change de 25 % au-dessus de l'argent courant (2). »

Mais il n'est pas nécessaire de chercher des exemples si vieux, puisque, le 8 mai 1828, la Banque de la Guadeloupe adhérait à une convention conclue par la majeure partie des négociants de la Pointe à Pitre à l'effet d'attribuer aux monnaies décimales françaises un cours supérieur de 10 % à leur valeur.

Le Gouvernement de la métropole la contraignit à renoncer à cette mesure par un décret du 27 août 1830.

En effet, la pratique du surhaussement était définitivement condamnée depuis 1826, ainsi que nous l'avons dit plus haut.

Comme nous le savons aussi, la circulation des monnaies étrangères devait être supprimée en 1855 aux Antilles et, en 1879, à la Réunion.

(1) Petit, *op. cit.*, tome III, page 374.

(2) Moreau de Saint-Méry, *op. cit.*, tome IV, page 220.

Dans certaines circonstances critiques, on alla plus loin encore.

En 1797, à la Martinique, sous l'occupation anglaise, afin de conserver à la colonie un signe monétaire quel qu'il fût, on prit le parti désespéré de donner cours à certaines pièces fausses (1).

Dans d'autres occasions, pour se procurer de la petite monnaie, on s'avisa de couper en morceaux les pièces en circulation. Aux Antilles on fractionna les piastres ou gourdes et leurs subdivisions.

Ces coupures appelées en créole « mocos » (morceaux) étaient le plus souvent dentelées sur les bords, afin d'empêcher qu'on ne les rognât, et frappées d'un poinçon à la marque de la colonie (2).

(1) « La simplicité de fabrication de la pièce au C couronné a incité de nombreux faussaires à les imiter...

« Le 2 mars 1797, un arrêt du Conseil souverain de la Martinique (occupation anglaise) défend de donner cours aux faux sols marqués introduits en grand nombre dans la colonie, mais le 8 août suivant, considérant le trouble que cette mesure apportait dans les transactions, eu égard à la faible quantité de vrais sols marqués qui étaient en circulation, une procuration du Gouverneur général admet provisoirement les faux sols marqués et tampés à raison de 10 deniers chaque ou 18 à l'escalier de 15 sols. » Zay, page 69.

(2) Ordonnance du 1^{er} septembre 1797 à la Martinique :

« Il sera émis et reçu dans la circulation :

1^o Des pièces d'argent provenant de gourdes coupées en quatre parties ;

2^o Des pièces d'argent provenant de demi-gourdes coupées en quatre parties ;

3^o Des pièces d'argent provenant de quarts de gourdes coupés en trois parties. »

Délibération du 9 frimaire an XI à la Guadeloupe :

« Considérant l'inconvénient qui se fait sentir dans la colonie,

Ce système donna lieu à des abus sans nombre. Suivant les îles les fractions n'étaient pas les mêmes, et comme elles circulaient néanmoins dans toutes les Antilles, il était difficile de les reconnaître. Des faussaires, en outre, aplatisaient des piastres et par ce moyen en tiraient jusqu'à 18 carrés qu'ils livraient à la circulation. Ces *mocos* frauduleux donnaient sans cesse matière à discussion.

Malgré ces inconvénients multiples, cette monnaie était tellement indispensable qu'elle ne fut démonétisée qu'en 1817 (1).

Enfin à la Guyane, un arrêté du 19 mai 1828, qui ne fut abrogé que le 10 juin 1854, donna cours forcé dans la colonie à certaines monnaies étrangères.

dans les marchés pour les besoins journaliers de la vie et les échanges et paiements des menus salaires faute de petite monnaie, et voulant y remédier autant qu'il est possible dans la circonstance :

Art. I. — Il sera coupé des gourdes en neuf parties.

Ordonnance du commandant de Sainte-Lucie du 20 juin 1813, pour l'émission et la circulation de pièces d'argent composées de fractions de gourdes. Zay, *op. cit.*, pages 241, 194, 247.

(1) La pratique de la coupe des monnaies se rencontrait encore tout récemment parmi les populations de Madagascar et du Sahara algérien.

A Madagascar l'appoint des paiements se faisait à peu près exclusivement en fragments de la pièce de cinq francs. Cette monnaie coupée a été retirée de la circulation par arrêté du Gouverneur général en date du 12 janvier 1900.

En Algérie, les anciennes monnaies : thalers, douros, écus que les Arabes trouaient et coupaient en morceaux afin de fabriquer une monnaie divisionnaire rudimentaire, ont disparu en 1906.

Les indigènes des oasis qui se servaient de cette monnaie ainsi mutilée ont été autorisés à l'employer pour payer leurs impôts. Il est ainsi rentré 173 000 francs de morceaux d'argent, qui ont été envoyés à la Monnaie de Paris ; celle-ci en a remboursé la valeur en métal fin.

Tels sont les procédés qui, relatifs à la monnaie elle-même, ont été tour à tour employés par nos colonies : on peut dire que tous les expédients ont été tentés pour retenir sur leur territoire un numéraire qui fuyait toujours.

Pour certaines d'entre elles ces expédients ont pu suffire. Mais leur efficacité est loin d'avoir été absolue partout, et lorsqu'ils furent insuffisants ou condamnés par la métropole, c'est en remplaçant la monnaie métallique par un signe conventionnel qu'on pensa pouvoir assurer à ces pays la possession d'un instrument d'échange.

Demandons-nous maintenant si ce nouveau procédé a rendu les services qu'on attendait de lui.

CHAPITRE III

Circulation Fiduciaire

ET

Papier=Monnaie

SECTION I

GÉNÉRALITÉS

Dans le but de retenir les espèces monnayées, les administrateurs de nos vieilles colonies employèrent, nous l'avons vu, quant aux monnaies elles-mêmes, toutes sortes d'expédients qui n'eurent pas toujours une efficacité suffisante.

A vrai dire, tant qu'on se servait d'une monnaie ayant une valeur intrinsèque quelconque, la solution du problème qu'il s'agissait de résoudre était à peu près impossible : les faits l'avaient amplement démontré.

En sorte que, par la force même des choses, l'idée devait naître de chercher cette solution dans la création d'une monnaie n'ayant en elle-même aucune valeur, c'est-à-dire dans l'émission d'un papier faisant office de monnaie.

C'était là, sans doute, modifier complètement la nature de la circulation, qui devenait ainsi fiduciaire ; mais, puisque

la circulation métallique, extrêmement instable, ne pouvait se maintenir qu'à l'aide d'expédients, la monnaie inexportable, cette pierre philosophale des colonies, ne pouvait être, pensait-on, qu'un instrument d'échange sans valeur intrinsèque.

Quel fut le caractère de cette circulation nouvelle ? Quels furent les résultats produits ? C'est ce qu'il nous faut maintenant examiner.

Il existe, en économie politique, une définition précise du papier-monnaie que l'on oppose à celle de la monnaie de papier.

La monnaie de papier est un signe d'échange qui, au lieu d'être en métal précieux, est en papier, mais sans perdre aucun des caractères de la monnaie véritable. Il peut notamment toujours être transformé en métal.

On désigne sous le nom de papier-monnaie, au contraire, un papier créé par un gouvernement pour remplir la fonction d'intermédiaire des échanges, c'est-à-dire la fonction communément remplie par la monnaie métallique, sans être lui-même convertible en espèces.

Dans quelle catégorie faut-il classer le papier émis aux colonies ? On ne peut répondre d'une manière générale à cette question, car, de même qu'en matière de circulation métallique, toutes les tentatives ont été faites successivement, de même en matière de circulation fiduciaire, on rencontre, suivant les époques, les divers caractères soit du papier-monnaie, soit de la monnaie de papier.

Souvent le papier fut émis sans qu'il existât en caisse

une monnaie réelle contre laquelle il pût s'échanger. Dans ce cas, ou bien il n'avait aucune garantie, ou bien, au contraire, les billets en circulation étaient gagés d'une façon plus ou moins sûre par des marchandises préalablement consignées.

Parfois il y a eu encaisse métallique, mais cette encaisse n'a souvent servi qu'à donner aux habitants une garantie morale facilitant la circulation d'un billet qui n'était pas remboursable en espèces à toute réquisition.

Tantôt encore le remboursement du papier n'avait lieu qu'en d'autres valeurs fiduciaires (lettres de change sur la métropole), dont le payement à l'échéance s'effectuait de façon plus ou moins exacte.

Enfin, quant au cours forcé, il apparaît ou non suivant les circonstances.

Nous exposerons pour chaque colonie, et d'après l'ordre chronologique, les différentes formes sous lesquelles la monnaie non métallique a été mise en circulation.

Mais avant d'insister avec quelques détails sur l'émission du papier monnaie, il est utile de signaler, en quelques mots, une autre circulation fiduciaire qui, dans les premiers temps du développement de nos possessions, précéda la création du papier officiel.

Mentionnons tout d'abord l'existence de titres qui servaient à l'origine dans les transactions particulières : c'étaient les « récépissés » délivrés par les compagnies de commerce en échange des marchandises apportées à leurs magasins.

« Au Canada, la Compagnie d'Occident se chargea de la traite du castor. Les castors portés aux bureaux de la Compagnie à Montréal et à Québec y étaient payés à un prix raisonnable en « récépissés » et les récépissés formaient une monnaie qui avait cours dans le commerce.

« Afin d'en effectuer le remboursement, les agents de la Compagnie délivraient pour leur valeur, sur le caissier de la Compagnie à Paris, des lettres de change payables dans les premiers mois de l'année suivante (1). »

Ces récépissés durent même, sur l'ordre du gouverneur, remplacer obligatoirement dans les transactions les peaux de castors qui servaient alors de monnaie.

Citons en ce sens l'ordonnance du 25 avril 1738, portant règlement en 5 articles en addition aux règlements déjà faits en faveur de la Compagnie des Indes :

« Art. III. — Faisons défenses aux négociants établis tant à Montréal que dans les autres villes de la colonie et à tous autres particuliers de faire aucuns paiements en nature de castor, soit à leurs engagés ou autres, ni d'acheter, troquer ou commercer entre eux aucune espèce de castor, cette sorte de commerce ne pouvant tendre à autre fin que favoriser le commerce étranger, étant d'ailleurs plus aisé de faire des négociations avec les récépissés que les receveurs de la Compagnie donnent et auxquels nous enjoignons d'en délivrer pour les plus petites quantités de castor qu'ils recevront, pour la facilité de la circulation. »

(1) Gonzalve Doutre et Edmond Lareau, *Histoire générale du Droit Canadien*, tome I, page 256.

Nous constatons également aux Iles de France et de Bourbon l'existence de semblables récépissés (1).

Quelquefois, et concurremment avec la monnaie fiduciaire officielle, les fonctionnaires locaux tiraient sur le trésorier de la colonie, au profit de créanciers de celle-ci, des effets divers qui, sous le nom « d'ordonnances », « billets » ou « acquits de dépense », servaient, au moins momentanément, de monnaie (2). Le document suivant en fait foi :

Charles, marquis de Beauharnais et Gilles Hocquart,

« Sur ce qui nous est revenu que dans le gouvernement de Montréal plusieurs personnes refusent dans les paie-

(1) Ordonnance de MM. les Commandant et Ordonnateur de Bourbon concernant la taxation du prix des grains à remettre par les cultivateurs dans les magasins du roi, 11 novembre 1767 :

Art. I. — Tous les froments qui seront recueillis par les cultivateurs de cette île seront reçus dans les greniers du roi à raison de... (prix divers selon les années)...

Art. VII. — Le garde-magasin particulier des grains pour le roi dans chaque quartier délivrera à chaque fournisseur qui lui remettra des grains un récépissé de la quantité qu'il aura reçue, lequel sera contrôlé par le sous-commissaire de la marine faisant fonctions de contrôleur, et visé par le commissaire ordonnateur avant que d'être porté au caissier du roi à Saint-Denis, pour être converti en lettres de change à trois mois de vue sur le trésorier général des colonies, ainsi qu'il se pratique à l'Île de France.

Art. VIII. — Les-récépissés de grains délivrés par chaque garde magasin du roi seront reçus pour comptant dans les magasins de la Compagnie.

Delaleu, *Code des Isles de France et de Bourbon*, tome II, page 52.

(2) Lorsque la monnaie de carte ne suffisait pas pour les besoins publics, on y suppléait par des ordonnances signées du seul intendant, première faute, et non limitées par le nombre, abus encore plus criant. Les moindres étaient de 20 sols et les plus considérables de 100 livres. (Raynal, *op. cit.*, tome IV, page 221.)

ments qui leur sont faits de prendre des ordonnances, billets ou acquits de dépense tirés sur le sieur Taschereau et sur le sieur de Bercy par M. Hocquart, intendant, ou par le sieur Michel, commis de la marine, ordonnateur au dit Montréal, et donnent la préférence à la monnaie de carte, qui au fond est la même chose puisqu'elle n'est que la valeur de pareils acquits ou ordonnances ;

« Cette distinction qui n'a aucun fondement ne pouvant être faite que par des personnes peu éclairées et étant nécessaire de procurer une plus grande circulation pour l'avantage du commerce intérieur de la colonie, l'intention de Sa Majesté étant que les dits acquits, billets ou ordonnances soient reçus comme la monnaie de carte pour être convertis en lettres de change par le trésorier de la marine sur le trésorier général, lors de la distribution ordinaire des lettres de change ;

« Nous ordonnons que les dits billets, acquits et ordonnances continueront d'être reçus comme ils l'ont été jusqu'à présent dans les caisses du trésorier de la marine, de la Compagnie des Indes et du domaine et dans les magasins du roi pour valeur des marchandises qui en seront délivrées et qu'ils seront pareillement reçus dans les négociations de particulier à particulier tous de même et ainsi que la monnaie de carte, sans distinction ;

« Défendons à tous particuliers de les refuser dans les paiements qui leur seront faits, à peine d'amende arbitraire, et sera la présente lue et publiée en la manière accoutumée dans les trois villes de cette colonie et partout où besoin

sera, à ce que personne n'en ignore. » Fait à Québec, le 18 mars 1733.

Les titres dont nous venons de parler n'étaient pas les seuls.

Privés de toute monnaie pour leurs besoins journaliers, les habitants eux-mêmes songèrent à créer de la monnaie fiduciaire.

C'est ainsi qu'au Canada les habitants utilisèrent pour leurs échanges les billets créés par les particuliers.

« Afin d'obvier à l'inconvénient du manque de numéraire, dit Lareau (4) pour les moindres emplettes l'on faisait des billets au porteur qui, après avoir circulé pendant quelque temps de main en main, finissaient par revenir à leur auteur. »

Ces billets, dont l'échéance n'était pas indiquée, étaient de valeurs diverses, non adaptées aux besoins de chaque porteur successif; leur circulation devait donc manquer de souplesse et être, en somme, assez incommode. Du reste, ces billets ne pouvaient circuler qu'entre personnes ayant confiance en la solvabilité du débiteur : le cercle de ces personnes étant forcément restreint, la circulation l'était par cela même.

Il est intéressant de constater que, même à des époques toutes récentes et malgré l'existence d'une autre circulation fiduciaire, des bons au porteur et des petites coupures furent,

(4) G. Doutre et E. Lareau, *Histoire générale du Droit canadien*, page 254.

sous l'empire de nécessités pratiques, émis par des particuliers.

En 1855, à la Réunion, une crise amenée par le déficit de numéraire se faisait vivement sentir : quelques personnes imaginèrent une émission libre de papier-monnaie. Il circula des coupures de 5 francs, de 2 fr. 50 et de 1 franc.

Si la nécessité fit fermer les yeux momentanément à l'autorité, les inconvénients de cette circulation les lui rouvrirent promptement. Ce papier-monnaie fut bientôt interdit (1).

De même, à la Guadeloupe, un procédé assez analogue fut employé, grâce au concours de la banque, pour remédier à l'insuffisance de la monnaie métallique.

Il consista dans l'émission de petits chèques divisionnaires.

Ceux-ci furent autorisés originairement par une délibération du Conseil de la Banque, du 8 mai 1866, lors d'une

(1) A. Aubry, *La Réforme monétaire à l'île de la Réunion*, page 46.

Arrêté qui interdit l'émission et la circulation des bons au porteur et petites coupures, — du 24 novembre 1855 :

Nous, gouverneur de l'île de la Réunion, Considérant que l'émission par divers particuliers de bons au porteur et petites coupures destinés à substituer à la monnaie, attentatoire au privilège de la banque coloniale, ne l'est pas moins à la juste rémunération des salaires,

Avons arrêté et arrêtons ce qui suit :

Art. I. — L'émission et la circulation de bons au porteur et petites coupures sont interdites.

Art. II. — Les bons au porteur et petites coupures actuellement en circulation seront remboursables isolément, sans nécessité d'être réunis par lots de sommes quelconques.

Art. III. — Les salaires des gens de travail devront être acquittés en monnaie légale.

Bulletin officiel de la Réunion, 1855.

crise monétaire, et rendirent de réels services à toute la population.

En 1870 la banque y recourut encore. Enfin, en 1897, le même établissement, en face d'une situation économique et financière de nature à entraver les transactions commerciales, en fit tirer à nouveau 500.000 coupures de 0 fr. 50, 1 fr. et 2 fr.

Ces coupures étaient de véritables chèques en compte-courant.

Le planteur, l'industriel, le commerçant, pour le paiement des salaires, se faisaient ouvrir un crédit en compte courant, soit en présentant des effets à l'escompte, soit en opérant des versements en billets de banque. Le montant de ce crédit leur était délivré en formules de chèques sur lesquelles leur signature était apposée au moment de la remise.

Le montant de ces chèques figurait au passif de la banque, au 30 juin 1898, pour 397.950 fr. 50.

Ces petites coupures étaient tellement nécessaires que certains porteurs en arrivaient encore à diviser ces bons en quatre pour les donner en paiement à leurs fournisseurs.

Un arrêté local du 16 avril 1903 obligea la Banque à les retirer de la circulation.

Arrivons maintenant à l'étude du papier monnaie officiel.

SECTION II

ANCIEN RÉGIME

Sous l'ancien régime, c'est au Canada, à la Louisiane, à Saint-Domingue, à la Guyane et aux Iles de France et Bourbon que nous allons trouver des émissions de papier-monnaie.

A la Guadeloupe et à la Martinique la pratique du surhaussement suffit à l'approvisionnement métallique, et pendant cette période, ces colonies n'en ont pas fait usage.

§ 1. — CANADA

La première monnaie de papier officielle créée au Canada fut faite au moyen de cartes à jouer. Les cartes étaient entières ou coupées suivant la valeur et portaient la signature des administrateurs de la colonie (1).

On doit, semble-t-il, faire remonter l'idée de sa création à l'intendant Jacques de Meulles, en 1685. Voici ce qu'il écrivait en effet au mois de septembre de cette année au

(1) On trouve une description de ces cartes dans une délibération prise le 1^{er} octobre 1711 au sujet de la fabrication de 3,000 cartes de 100 livres et de 3,000 cartes de 50 livres :

L'écriture des cartes de 100 livres est en travers sur des cartes noires entières, et l'écriture des cartes de 50 livres, de haut en bas sur des cartes rouges entières.

Des spécimens de cartes des émissions postérieures se trouvent aux archives de la Marine, à la Bibliothèque Nationale et aux Archives nationales.

comte de Toulouse, ministre secrétaire d'État au département de la marine :

« Je me suis trouvé cette année dans une très grande nécessité touchant la subsistance des soldats : vous n'aviez ordonné des fonds, Monseigneur, que jusques en janvier dernier, je n'ai pas laissé de les faire vivre jusques en septembre, qui font huit mois entiers. J'ai tiré de mon coffre et de mes amis tout ce que j'ay pû, mais enfin les voyant hors d'estat de me pouvoir rendre service davantage et ne sçachant plus à quel saint me vouër, l'argent estant dans une extrême rareté, ayant distribué des sommes considérables de tous costez pour la solde des soldats, je me suis imaginé de donner cours, au lieu d'argent, à des billets de cartes que j'avois fait couper en quatre ; je vous envoie, Monseigneur, des trois espèces : l'une estant de 4 francs, l'autre de quarante sols et la troisième de quinze sols, parce qu'avec ces trois espèces je pouvais faire leur solde juste d'un mois, j'ay rendu une ordonnance par laquelle j'ay obligé tous les habitans de recevoir cette monnoye en payement et luy donner cours, en m'obligeant en mon nom de rembourser lesdits billets, personne ne les a refusés, et cela a fait un si bon effet que par ce moyen les troupes ont vescu à l'ordinaire (1). »

C'est donc le manque de fonds venant de la métropole qui motiva cette émission, car à cette époque la colonie ne prélevait pas d'impôts qui pussent alimenter la caisse du trésor local.

(1) Zay, *op. cit.*, page 127.

En 1688 le nombre des coupures fut augmenté ; on trouve une mise en circulation de cartes de 32 livres, 16 livres, 4 livres, 40 sous et 20 sous. Chacune d'elles portait les noms et paraphes de l'intendant et du trésorier, outre la valeur représentée et l'année d'émission.

Dans la suite, le gouverneur apposa sa signature, et pour rendre la contrefaçon plus difficile on ajouta l'impression de quelques poinçons.

Des mains des soldats et des fonctionnaires, la monnaie de carte se répandit naturellement dans toute la colonie : elle servit alors de numéraire.

Tout d'abord les marchands firent des difficultés pour la recevoir, mais lorsqu'ils reconnurent que le trésorier ne donnait de lettres de change sur la France qu'à ceux qui lui apportaient des cartes, tous les reçurent en paiement.

Chaque année il en était créé précisément pour la somme qui devait arriver de France par le vaisseau du Roy, et à l'arrivée du vaisseau l'intendant faisait retirer exactement toute la monnaie qui avait été ainsi faite, en la remboursant au moyen des fonds qu'il recevait et des lettres de change qu'il faisait tirer sur les trésoriers généraux de la marine à Paris.

Les cartes reçues en échange des fonds ou des lettres de change étaient immédiatement brûlées ; elles n'avaient donc servi qu'à attendre pendant quelques mois l'argent fourni par la caisse du Royaume.

Les successeurs de M. de Meulles, MM. de Champigny et Raudot père et fils, continuèrent les mêmes errements.

La situation financière de la colonie ne s'était pas améliorée, et l'exemple donné était trop tentant pour ne pas être suivi. La guerre augmentait les dépenses, et les crédits affectés à l'entretien des colonies étaient dépassés.

Le premier écrivait en 1699 :

« Les provisions que j'ay été obligé de faire tous les ans, l'envoy de France d'une bonne partie de la solde en farines ou lards qui n'ont été convertis en leur paye que longtems après, les dépenses faites au delà du fonds chaque année, principalement celle de 39.033 livres en 1693 avec le manque de fonds causé par les pertes à la mer en 1690, 1691 et 1692, ont été la cause de la fabrique de monnoye de cartes, n'ayant pas d'autres fonds pour toutes ces dépenses et pour le remplacement de ces pertes, je ne croy pas qu'il y ait lieu, Monseigneur, à me blâmer de m'être servy de ce moyen, étant absolument impossible d'en user autrement jusqu'à ce qu'il eût plu au Roi d'ordonner des fonds au moins pour toutes les dépenses excédentes et les pertes. »

Et les seconds en 1708 :

« On ne peut se dispenser, Monseigneur, de faire de tems en tems de petites cartes, lesquelles passantes en beaucoup de mains se gâtent et s'usent plus que les grosses ; c'est la seule monnaie qui soit en ce pays, n'y en ayant aucune autre des petites espèces de France qui y étoient venues autrefois, comme des pièces de 4 sols et sols marqués, ayant toutes repassées avec tout l'argent monoyé qui y étoit. Les sieurs Raudot voudroient bien n'être point obligés d'en faire, cette fabrication ne leur cause que de la peine et de

l'embarras, parce qu'il faut qu'ils signent et fassent frapper toutes ces cartes, mais le besoin que le public en a, par la cessation du commerce entre les habitants qui arrive quand la monnoye manque, les oblige à prendre tous ces soins(1).»

Cette émission de papier n'a causé aucun inconvénient jusqu'en 1709; mais, à cette date, les fonds ont cessé d'être remis totalement et les lettres de change d'être acquittées, ce qui a fait passer en France le peu d'argent monnayé qui pouvait rester dans la colonie.

Cette cessation d'envoi de fonds donna lieu à la multiplication de la monnaie de carte; comme il n'était fait aucune remise de fonds pour la retirer, on était obligé d'en fabriquer chaque année pour la somme qui aurait dû être envoyée en France.

Le montant en devint si considérable qu'on commença à douter dans le pays qu'elle fût jamais remboursée, ce qui la fit tomber en discrédit et augmenta le prix des marchandises.

D'où la résolution prise en 1714 de l'éteindre entièrement; M. Bégon, intendant, ayant affirmé que les habitants se trouveraient heureux d'en être remboursés en y perdant moitié, on en profita pour décider le retrait de toute cette monnaie de carte sur le pied de la moitié et en cinq ans.

Toutefois, il y eut encore quelques émissions en 1714, 1715, 1717. Enfin, en 1717, le Roi, par une déclaration du 5 juillet, défendit expressément de faire fabriquer à l'avenir aucune autre monnaie de carte pour quelque cause et sous quelque

(1) Zay, *op. cit.*, pages 129-130.

prétexte que ce fût, ni de lui donner cours. Quant à celle qui restait, le Roi lui donna cours légal pour la moitié seulement de sa valeur jusqu'à son extinction définitive.

En effet, bien qu'il eût spécifié le remboursement à moitié de perte, la valeur nominale n'avait pas changé. Il y avait là une anomalie que le mémoire présenté au Conseil de Marine pour provoquer cette décision fait ressortir :

« On a expliqué, mentionne-t-il, que cette monnoye a cours dans le pays pour son entière valeur, pendant que le Roy ne la retire que sur le pied de la moitié de perte. Cette différence de la valeur des cartes ne peut produire aucune utilité parce que les négocians ne peuvent plus s'en servir pour faire leurs retours en France qu'à moitié de perte, augmentant le prix de leurs marchandises au moins de la moitié et, par une suite nécessaire, les habitants leurs denrées et les ouvriers leur travail à proportion.

« Mais loin que cette différence de la valeur des cartes soit d'aucune utilité, elle cause un grand désordre dans la colonie, parce que, comme les cartes y ont cours pour leur entière valeur en vertu des ordonnances rendues par le gouverneur général et l'intendant lors de leur fabrication, le créancier ne peut refuser de son débiteur le paiement de ce qui lui est deü en ceste sorte de monnoye sur le pied de sa valeur entière, et comme souvent le débiteur l'a eue par son commerce pour la moitié de sa valeur, il trouve moyen de payer avec la moitié de ce qu'il doit à son créancier, qui ne devant rien à personne ne peut s'en défaire qu'à moitié de perte.

« Ceux qui ont des rentes dont le fonds leur est remboursé en cette sorte de monnoye, ceux qui ont fait des prests et les autres créanciers de cette espèce perdent aussy moitié sur les remboursemens qu'on leur fait, ce qui donne lieu à beaucoup d'injustices et cause en général un grand dérangement dans le commerce (1). »

La liquidation complète fut faite en 1720, mais avec perte des $\frac{5}{8}$. Cet événement fit reprendre au Canada l'usage de l'argent.

Mais à cette époque le roi avait aboli le surhaussement des espèces, qui, n'étant plus attirées, disparaissaient constamment. L'usage de l'argent monnayé ne put se maintenir longtemps; il fallut de nouveau recourir au papier.

Les négociants et les colons en sollicitèrent eux-mêmes le rétablissement.

Les émissions furent alors renouvelées et dans des proportions assez fortes (2).

La quantité des lettres de change délivrées en échange s'accrut même tellement qu'en 1754 le trésor du roi ne pouvait plus suffire au remboursement de ces dernières, et qu'il fallut en différer le paiement.

La guerre de Sept ans qui éclata deux ans après en gros-

(1) Conseil de marine. *Mémoire sur la monnaie de carte et historique de ce qui s'est passé à ce sujet*. 12 avril 1717 (Zay, *op. cit.*, page 141).

(2) Ordonnances royales du 2 mars 1729 et du 12 mai 1733. — En 1741 M. de Beauharnais s'excuse auprès du ministre d'avoir fait émettre sans ordre 60.000 livres de cartes. — Ordonnances royales du 28 février 1742 et du 17 avril 1749. — (Zay, pages 171, 177, 179, 180.)

sit encore le nombre, au point qu'elles furent décriées (1).

Bientôt les marchandises furent hors de prix (2), et comme à raison des dépenses énormes de la guerre le grand consommateur était le roi, et que, de plus, les cartes présentées au trésorier étaient échangées pour leur valeur contre des lettres de change payables en France, ce fut le roi seul qui supporta le discrédit du papier et le préjudice de la cherté.

« Les dépenses annuelles du gouvernement pour le Canada, qui ne dépassaient pas 400.000 francs en 1729 et qui, avant 1749, ne s'étaient jamais élevées au-dessus de 1.700.000 livres, n'eurent plus de bornes après cette époque.

L'an 1750	coûta	2.100.000	livres
— 1751	—	2.700.000	—
— 1752	—	4.090.000	—
— 1753	—	5.300.000	—
— 1754	—	4.450.000	—
— 1755	—	6.100.000	—
— 1756	—	11.300.000	—
— 1757	—	19.250.000	—
— 1758	—	27.900.000	—
— 1759	—	26.000.000	—
Les 8 premiers mois de l'an 1760	—	13.500.000	—

(1) La monnaie employée au Canada, disait M. de Bouvart, intendant en 1758, est le signe du signe; aucune valeur représentative en argent. » — Mémoire remis par M. de Bouvart, octobre 1758, Archives de la marine (cité par L. Schöne, *La Politique coloniale sous Louis XV et Louis XVI*, page 23).

(2) « Les paiements des lettres de change ayant été reculés, la confiance diminua et les marchandises eurent alors plusieurs prix suivant que le paiement s'effectuait en monnaie ou en papier. » (Collection des archives de Québec. — Mémoire sur le commerce — 1760 — Cité par L. Schöne, *op. cit.*, p. 23.)

De ces sommes prodigieuses il était dû à la paix 80 millions (1). »

Après la conclusion de la paix, le Conseil, par un arrêt en date du 29 juin 1764, décida l'extinction et la liquidation définitive de la monnaie de carte.

De 80 millions, la dette provenant des lettres de change tirées sur la métropole fut réduite à 38 millions.

§ 2. — LOUISIANE

A la Louisiane la circulation de la monnaie de carte ne dura qu'une dizaine d'années.

Une ordonnance royale du 14 septembre 1735 (2) en fit établir pour 200.000 livres en coupures de 20, 15, 10, 5 livres, 1 livre 10 sols, 1 livre 5 sols, 12 sols 6 deniers, et 6 sols 3 deniers.

Les motifs de cette création sont, ici comme partout, la sortie constante du numéraire, ainsi que le déclare le préambule de l'ordonnance royale :

« Sa Majesté étant informée que les Espèces d'or et d'argent qu'Elle a fait passer à la Louisiane pour les dépenses de ceste Colonie ont repassé successivement en France.... a reconnu qu'il n'y avait pas de moyen plus convenable de

(1) Encyclopédie méthodique — Economie politique et diplomatique, art. Canada. — Après la citation de cette statistique, l'article ajoute : « Le cabinet de Versailles ne crut pas faire un grand sacrifice en cédant le Canada à l'Angleterre par le traité de 1763. »

(2) Zay, *op. cit.*, page 181.

remédier à cet inconvénient que l'établissement d'une monnoye de carte particulière qui aurait cours dans la Colonie, qui sera reçue dans les magasins de Sa Majesté en paiement de la poudre et autres munitions et marchandises qui y seront vendues, et pour laquelle il pourra être délivré des lettres de change sur le trésorier général de la marine. »

La somme de 200.000 livres n'ayant pas été suffisante pour les paiements des dépenses de la colonie, des ordonnances et billets émis par les commis des trésoriers locaux furent, de plus, répandus dans le public, mais en quantité tellement considérable qu'ils tombèrent dans un complet discrédit en provoquant par le même coup la dépréciation des cartes.

La perte variait chaque jour, s'élevant parfois jusqu'à 25 % pour atteindre même 75 % (1).

Une nouvelle déclaration du roi du 27 avril 1744 (2) considérant que, par suite de ce discrédit, les marchandises et denrées de France, celles du cru du pays, les mains d'œuvre et généralement toutes choses étaient devenues d'une cherté excessive dans la colonie, et que cette cherté se faisait principalement sentir sur les achats, les travaux et les fournitures qui s'y faisaient pour le roi, alors que cependant on continuait toujours de délivrer des lettres de change sur les trésoriers généraux de la marine aux porteurs des cartes et des billets, sans aucune diminution ni

(1) Lucien Schöne, *La Politique coloniale sous Louis XV et Louis XVI*, page 35.

(2) Zay, *op. cit.*, page 184.

déduction, décide pour faire cesser ces inconvénients, également préjudiciables aux finances royales, au bien de la colonie et au progrès de son commerce, de faire retirer la totalité des cartes et des billets répandus dans le public.

« Toutefois, ajoute cette déclaration, comme il ne serait pas juste que nous fissions le remboursement de ces cartes et billets au pays, puisque les dépenses, pour le payement desquelles ils ont été délivrés, ont été portées à des prix proportionnés à ce discrédit, nous avons résolu d'ordonner une diminution que Nous voulons cependant bien ne pas porter aussi loin que le discrédit. »

Le remboursement en était fait à la réduction de 150 % en lettres de change sur le trésorier de la marine à Paris.

Les cartes et billets non présentés dans le délai de deux mois étaient déclarés de nulle valeur.

§ 3. — SAINT-DOMINGUE

Nous avons déjà parlé des « Ordonnances » émises par les fonctionnaires locaux des colonies pour suppléer aux espèces métalliques dont les caisses du trésor étaient démunies. Nous les avons citées comme constituant un papier de circulation différent du papier-monnaie officiel, parce que, généralement, ces ordonnances étaient délivrées directement au public sans qu'un texte eût réglementé leur émission.

A Saint-Domingue, l'Intendant, au contraire, ayant ordonné par un règlement spécial la mise en circulation de ces valeurs, nous pouvons les considérer comme une sorte

de papier monnaie auquel il ne manquait que la sanction de l'approbation royale.

Cette approbation, du reste, devait être refusée, et quatre mois après leur création une lettre du ministre enjoignait à l'Intendant de faire rentrer au trésor celles qui avaient été délivrées.

Voici dans leur entier les deux textes relatifs à cet essai :

Ordonnance de M. l'Intendant, touchant la circulation d'une espèce de papier monnaie.

Du 20 juillet 1744.

Simon Pierre Maillart, etc.

« La rareté des espèces dans cette colonie, causée par la grande quantité qui en a été transportée en France dans les années dernières, ayant empêché les habitants de payer exactement les droits du Roi, en sorte qu'il en est actuellement dû dans les différents quartiers au delà de 300 000 livres indépendamment de ce qui est aussi dû aux autres caisses de Sa Majesté et au trésor par d'autres particuliers ou comptables pour différentes causes, le tout montant à plus de 1 500 000 livres suivant les soumissions qu'ils en ont faites au trésor dûment constatées et vérifiées, ce qui, empêchant en même temps de pouvoir acquitter par le trésor les sommes dues aux différents négociants, ouvriers et autres particuliers pour fournitures, et ouvrages qu'ils ont faits pour le service, et de pourvoir par la suite aux autres dépenses courantes dans cette colonie, nous aurait fait juger que, pour faciliter aux dits habitants le paiement de ce qu'ils doivent aux dites caisses des octrois, amendes, épaves,

aubaines et confiscations, et procurer aussi au trésor le moyen d'acquitter ce qui est actuellement dû pour le service, il convenait d'expédier des ordonnances sur les différents receveurs des dits droits, lesquelles étant acceptées volontairement par ceux à qui il est dû au trésor seraient de même données par eux de gré à gré à ceux à qui ils devront, lesquels devant eux-mêmes aux susdites caisses, les dites ordonnances y seraient reçues pour comptant, en sorte que n'y ayant aucun habitant qui ne doive plus ou moins aux dites caisses, cette circulation volontaire des dites ordonnances procurera aux uns et aux autres l'acquittement de ce qu'ils doivent, en suppléant à celle des espèces dans ce temps de guerre, et afin que cette disposition soit connue du public et qu'il ne subsiste aucun doute sur l'acquittement et le débouché des dites ordonnances au profit de ceux qui les accepteront réciproquement et volontairement, elle sera notoire par la présente, ainsi qu'il suit :

Art. I. — Il sera par nous expédié 1300 ordonnances, montant ensemble à 150.000 livres seulement et chacune sera des sommes ci-après :

100 de 300 livres	30.000
200 — 200 —	40.000
600 — 100 —	60.000
400 — 50 —	20.000
1.300	150.000

Art. II. — Lesdites ordonnances seront sur un papier uniforme, écrites de la même main, signées de Nous....

Art. III. — Elle seront tirées sur tous les receveurs des différentes caisses du Roi, dans tous les quartiers, à qui nous ordonnons de les recevoir pour comptant de celui qui devra à leur caisse et de lui donner quittance du montant du paiement ; elles seront pareillement reçues pour comptant au bureau de l'octroi pour les droits de sortie....

Art. IV. — Quoiqu'il soit dit par l'article précédent que les ordonnances seront reçues de celui qui en sera simplement porteur, il sera néanmoins loisible, pour la sûreté particulière de ceux qui les donnent ou qui les reçoivent en paiement, de les endosser, s'ils le jugent à propos, et dans ce cas les receveurs auront attention de ne les recevoir que de celui à l'ordre duquel le dernier endossement aura été fait ou sur sa signature.

Art. V. — Chaque receveur remettra pareillement à la fin de tous les mois pour comptant au Trésor les mêmes ordonnances qu'il aura ainsi retirées des débiteurs à sa caisse, dont le trésorier principal lui fournira ses récépissés à sa décharge, qui lui seront passés en dépense dans ses comptes.

Art. VI. — A l'égard du remboursement final des dites ordonnances, lorsque la circulation des espèces permettra aux habitants de payer en argent leurs droits, après qu'ils auront acquitté avec ces mêmes ordonnances les 300,000 livres qu'ils doivent actuellement aux dites caisses, le remboursement en sera fait à ceux qui en resteront porteurs par les receveurs de ces mêmes caisses sur les fonds qui y seront alors perçus en espèces, ce qui est d'autant plus as-

suré que le montant de toutes ces ordonnances n'est fixé qu'à 150,000 livres et que l'imposition annuelle de ces mêmes droits est de pareille somme, outre les autres fonds qui sont encore dus au Trésor pour les anciennes créances dont il est ci-devant fait mention, qui seront aussi assignés pour le remboursement des dites ordonnances si le fonds des autres caisses n'était pas suffisant....

Fait au Petit Goave, le 20 juillet 1744.

Signé : MAILLART.

Lettre du Ministre à M. Maillart sur l'espèce de papier-monnaie par lui introduit,

Du 30 novembre 1744.

« J'ai examiné avec une attention particulière votre ordonnance du 20 juillet dernier et les observations que vous m'avez faites pour m'expliquer les motifs qui vous y ont porté.

« Je dois vous dire d'abord que vous avez excédé votre pouvoir en établissant un crédit public tel que celui que vous avez donné aux ordonnances que vous avez expédiées sur les différents receveurs des droits du Roi à Saint-Domingue ; vous auriez dû faire attention que c'est là un pouvoir réservé à Sa Majesté seule, et qu'elle ne communique à personne ; et quoique par le règlement que vous avez rendu vous ne fassiez mention que de la sortie et de la rentrée de ces ordonnances dans les caisses de Sa Majesté, il n'en est pas moins vrai que vous n'avez pas une autorité suffisante

pour une semblable opération ; car enfin c'est toujours verser dans le public un papier qui doit avoir le même crédit que l'argent et y circuler de même.

« Mais, au fond, cette opération est-elle bonne et convient-il de l'autoriser ? Les expériences qui ont été faites en différents temps et en divers endroits sur cette matière ne permettent pas de se flatter qu'elle puisse avoir un bon succès ; mais, sans entrer dans le détail de toutes ces expériences, je me contenterai de vous observer que le désordre qui règne depuis quelque temps dans les finances et dans le commerce de la Louisiane ne vient principalement que du versement qu'on a fait dans cette colonie d'ordonnances expédiées par l'ordonnateur et d'autres papiers du commis des trésoriers. Tous ces papiers sont en effet bien tombés dans le discrédit, et ils ont donné lieu à un agiotage qui a été d'autant plus funeste à cette colonie et à son commerce que les prix de toutes choses et même de la main-d'œuvre y ont augmenté à mesure que le crédit des ordonnances et papiers des trésoriers y est tombé.

« Il est vrai qu'on les a trop multipliés, au lieu que vous avez fixé à 150.000 livres le total des ordonnances que vous avez expédiées et que vous en aurez sans doute suivi la sortie et la rentrée dans les caisses avec l'ordre nécessaire. Mais, quelque attention que vous puissiez y donner, il serait impossible d'empêcher ces ordonnances d'être négociées et qu'on en fit un agiotage qui en ferait bientôt tomber le crédit : peut-être même cela est-il déjà arrivé. En effet, un papier ne peut soutenir solidement son crédit qu'autant que

le fonds en est assuré de manière que le remboursement puisse être fait à sa présentation, et vos ordonnances ne sauraient être dans ce cas-là.

« C'est par ces considérations que le Roi, à qui j'ai rendu compte de tout ce que vous m'avez marqué sur cet arrangement, n'a pas jugé à propos de l'approuver. Sa Majesté a bien voulu cependant ne pas révoquer Elle-même votre règlement du 10 juillet, mais elle veut qu'à la réception de cette dépêche vous cessiez de faire distribuer aucune des ordonnances en question, que vous dressiez un procès-verbal qui constate la quantité de celles qui se trouvent dans le public et les sommes auxquelles elles monteront, et que vous preniez les mesures les plus justes pour les faire rentrer toutes, le plus promptement qu'il sera possible, dans la caisse (1). »

Le papier fut retiré et supprimé.

§ 4. — GUYANE

La Guyane ne connut le papier-monnaie qu'au moment de la guerre anglo-américaine.

Les hostilités ayant rendu difficiles les approvisionnements et fait disparaître le numéraire par l'augmentation du prix des marchandises importées, le Roi, par ordonnance du 10 décembre 1779, autorisa dans la colonie le cours

(1) Moreau de Saint-Méry, *op. cit.*, tome III, pages 794, 822.

d'une monnaie de carte jusqu'à la concurrence de 442.250 livres.

Le mode de remboursement était toujours le même :
« Veut Sa Majesté que, aux quatre époques des 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre de chaque année, il soit fait, par les ordres de l'ordonnateur, des tirages de lettres de change sur le trésorier général de la marine à Paris, pour la valeur desquelles les dites cartes seront reçues au pair et remises ensuite en circulation jusqu'à ce que Sa Majesté juge à propos de les en faire retirer. »

Ce retrait fut ordonné par le Roi le 10 novembre 1781 :

« L'usage des cartes imprimées n'étant plus nécessaire pour le service de la colonie, veut Sa Majesté qu'à compter du jour de l'enregistrement de la présente ordonnance, l'ordonnateur de Cayenne cesse d'en faire donner en paiement ; permet Sa Majesté aux habitants et à tous autres qui se trouveront possesseurs des dites cartes de les rapporter pendant le cours de trois mois à la caisse de la colonie, soit en paiement des sommes qu'ils pourraient devoir à Sa Majesté, soit pour y être échangées et remboursées en lettres de change sur France, en piastres sur le pied de 5 livres 8 sols et en sols marqués de 2 sols.

« Sera tenu le trésorier de cancelier sur le champ, en présence des parties, les dites cartes qui lui seront rapportées (1). »

(1) Zay, *op. cit.*, pages 84, 86.

§ 5. — ILES DE FRANCE ET DE BOURBON.

Le développement matériel des Iles de France et de Bourbon ne commença véritablement, on le sait, qu'avec La Bourdonnais.

Jusqu'alors les transactions se faisaient soit en nature, soit au moyen des récépissés que la Compagnie des Indes délivrait en échange des denrées du pays apportées dans ses magasins.

Les piastres espagnoles s'étaient introduites dans ces possessions comme dans tout notre empire colonial, et la Compagnie des Indes, désireuse d'en fixer la valeur, avait obtenu du Conseil, en 1729, un arrêt qui en réglait le cours à 3 livres 12 sols.

Il y avait dans cette évaluation une erreur manifeste (1). Le prix de 3 livres 12 sols correspondait bien à la piastre espagnole, mais à la piastre monnaie de compte, alors que la pièce circulant aux colonies était la piastre gourde représentant réellement 5 livres 6 sols.

Cette taxation n'était donc pas de nature à faire entrer ces pièces dans la colonie. Aussi La Bourdonnais recourut-il, pour payer les ouvriers nécessaires aux grands travaux qu'il exécutait, à l'expédient du papier-monnaie. Il agissait, il faut le dire, en tant que directeur de la Compagnie des Indes et pour son compte.

(1) L'on n'a pu se procurer aucun renseignement sur la cause de la fixation de la piastre à cette valeur. — D'Unienville, *Statistique de l'Île Maurice*, tome I, page 357.

C'est donc à lui qu'il faut faire remonter pour ces îles l'origine de son emploi.

« On donne le nom de papier monnaie à des billets mis dans la circulation aux Isles de France et de Bourbon. Il y a eu de ces billets depuis 5 sols jusqu'à 1 000 livres, et ils furent créés originairement par Ordonnance de M. de la Bourdonnaye du 26 mai 1736 sous le nom de « Billets de Boutique ». Cet administrateur, qui avait conçu de grands projets d'amélioration pour ces îles, fit, en conséquence, faire beaucoup de travaux. Ils furent payés pendant quelque temps en piastres que la Compagnie des Indes, alors souveraine de ces îles, y faisait passer. Ces envois ayant manqué, il fallut y suppléer par une monnaie fictive, et M. de la Bourdonnaye imagina les Billets de Boutique.

Leur valeur n'excéda pourtant pas 5 000 livres. Ils furent tous retirés l'année suivante et brûlés publiquement (1). »

Mais comme le procédé avait paru commode, on en créa bientôt de nouveau pour 70 000 livres, sous le nom de « Billets de Caisse ».

« La Compagnie des Indes arrêta que ces billets, qui ne devaient être regardés que comme papiers de confiance et de crédit entre elle et la colonie, ne pourraient jamais être convertis en lettres de change que par ses ordres ni devenir en aucun cas des titres obligatoires contre elle ailleurs qu'à l'Île de France (2). »

(1) Encyclopédie méthodique, Finances, Art. Papier monnaie, tome III, page 282.

(2) Encyclopédie méthodique, *loc. cit.*

Ces billets étaient-ils gagés ? La question est douteuse. M. Pajot écrit dans son ouvrage sur l'Île Bourbon (1) « que le représentatif n'était pas en argent mais en café et en vivres. S'agissait-il de denrées faites ou de denrées à faire, ajoute-t-il, c'est ce que nous ne voyons pas clairement ; le dernier cas semble le plus probable. C'était sous une forme générale une anticipation sur les versements auxquels les habitants étaient tenus. »

Quoi qu'il en soit, que ces papiers aient circulé sous la simple signature de la Compagnie ou que celle-ci leur ait affecté un gage spécial pour leur donner du crédit, toujours est-il qu'ils furent pour les transactions d'une utilité incontestable, puisque la Compagnie, ayant décidé de les supprimer en 1740, fut obligée de les rétablir l'année suivante.

La masse s'en accrût alors d'année en année, et comme les lettres de change délivrées en échange de ces papiers n'étaient plus payées avec exactitude, ils tombèrent rapidement en discrédit. Ce discrédit s'augmenta vite quand la Compagnie prit le parti en 1761 de ne plus délivrer, pour les rembourser quand on les lui présentait, que des lettres de change à 9 mois, 12 mois et même 3 ans de vue.

La piastre, dont le prix avait été, nous l'avons dit, fixé à 3 livres 12 sols, arriva alors à être payée 4 livres 10 sols en billets.

Pendant la guerre, le crédit de la Compagnie fut encore plus atteint, d'autant que celle-ci, malgré l'interdiction

(1) Pajot, *Simple renseignements sur l'Île Bourbon*, page 108.

qu'elle s'était faite en 1761 de toute nouvelle émission, mit de nouveaux papiers en circulation, si bien que la piastre s'éleva à 15 et 20 livres payées en billets (1).

Le roi, par son édit de 1764, étant entré en possession des Isles de France et de Bourbon qui, jusque-là, étaient la propriété de la Compagnie des Indes, le papier monnaie émis par elle fut supprimé en 1766 et remplacé par un papier royal (2).

(1) Récit fait par un officier de la marine britannique intitulé « Observations sur l'île Bourbon, 1763 » : « La piastre d'Espagne est la monnaie du pays. Celle qui en France vaut 5 livres 6 sous ne vaut ici que 3 livres 12 sous. Durant la guerre, la Compagnie avait son crédit tellement déchu que la piastre était prise pour 15 livres en papier monnaie. » Cité par le Dr Lacaze, *op. cit.*, page 189.

Lors de la suppression du papier de la Compagnie, le roi voulut ménager les débiteurs qui avaient contracté des dettes pendant sa dépréciation, et qui ne pouvaient plus alors se libérer qu'en piastres effectives ou en nouveau papier au pair de la piastre, c'est-à-dire non déprécié, émis par lui.

Par lettres patentes du 21 septembre 1768, il autorisa les Conseils supérieurs des Iles de France et de Bourbon à réduire, d'après l'équité et leur conscience, les dettes des dits habitants à la juste valeur des choses qui leur avaient été vendues et de leur accorder des délais suivant les circonstances. Un tableau des prix courants des denrées et autres marchandises de toutes espèces pour les différentes époques fut, en vue de cette opération, dressé par les fonctionnaires. On y voit que la piastre, fixée à 3 livres 12 sous, valait en 1760 7 livres 10 sous ; en 1761, 12 livres 10 sous ; en 1762, 15 livres ; en 1763, 20 livres ; en 1764, 22 livres 19 sous ; en 1765, 15 livres ; en 1766, 15 livres ; en 1767, 10 livres.

Un bœuf, qui coûtait 100 livres en 1760, fut payé 150 livres en 1761 ; 150 livres en 1762 ; 250 livres en 1763 ; 300 livres en 1764 ; 200 livres en 1765 ; 150 livres en 1766 ; 150 livres en 1767.

Les débiteurs purent demander le bénéfice de la réduction de leurs dettes jusqu'en 1776. A cette date seulement une déclaration du roi annula les lettres patentes de 1768.

(2) Edit du roi qui supprime le papier monnaie de la Compagnie

Pour la liquidation des billets de la Compagnie, le Roi prit les mesures suivantes :

Les habitants eurent la faculté de présenter à la caisse du Roi ces billets-monnaie pour en effectuer l'échange

et en crée un autre pour 540.000 livres tournois, du mois de décembre 1766.

« Louis...., étant informé que la Compagnie des Indes a établi aux Isles de France et de Bourbon un papier monnaie, et cette monnaie ne devant plus avoir cours depuis que Nous avons repris le gouvernement civil et militaire des dites îles, Nous avons estimé nécessaire, en supprimant le dit papier monnaie, d'en créer un nouveau, qui, étant fixe pour toujours aux dites Isles, puisse suppléer au défaut de petite monnaie dont les habitants ont absolument besoin pour la circulation intérieure des dites îles.

A ces causes et autres à ce nous mouvans, de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, Nous avons par le présent Edit statué et ordonné ce qui suit :

Art. I. — Le papier monnaie, de quelque nature et valeur qu'il puisse être fabriqué au nom de la Compagnie des Indes aux Isles de France et de Bourbon, n'aura plus cours parmi les habitants des dites Isles à compter du jour de la publication du présent édit. Il sera seulement reçu dans les magasins de la dite Compagnie en paiement des denrées, des effets, des munitions et marchandises que les dits habitants y prendront conformément à notre ordre du 27 septembre dernier.

Art. II. — Tous les billets de caisse de la dite compagnie, de la valeur depuis 20 sols jusqu'à 25 livres inclusivement, valeur numéraire des dites Isles, existant aux dites Isles de France et de Bourbon, seront éteints et supprimés, et les habitants des dites Isles qui s'en trouveront nantis seront tenus de les rapporter aux commis du trésorier général des colonies dans chacune des dites îles deux mois après la publication du présent édit pour tout délai, après lesquels ils seront nuls et ne seront plus reçus.

Art. III. — Le commis du trésorier général des colonies dans chacune des dites îles fournira les reconnaissances de la même valeur des dits billets de caisse qui lui auront été remis, et lorsque la totalité des dits billets énoncés à l'article II seront rentrés entre les mains des dits commis du trésorier général des colonies, il en sera

contre du papier monnaie royal. Le délai accordé pour cette

dressé procès-verbal, pour ensuite les dits billets être brûlés dans chaque île...

Art. V. — Pour suppléer aux dits Billets de caisse, nous créons et établissons par le présent édit une monnaie de carte particulière pour la somme de 510.000 livres tournois, suivant les modèles annexés au présent édit, laquelle aura cours dans chacune des dites îles suivant le timbre dont chaque billet sera empreint.

Savoir :

25.000 billets de 3 livres timbrés « Isle de France » faisant	75.000 l.	} 260.000 livres.
40.000 billets de 40 sols timbrés « Isle de France » faisant	80.000 l.	
60.000 billets de 20 sols timbrés « Isle de France » faisant	60.000 l.	
90.000 billets de 10 sols timbrés « Isle de France » faisant	45.000 l.	
25.000 billets de 3 livres timbrés « Isle de Bourbon » faisant	75.000 l.	} 250.000 livres.
40.000 billets de 40 sols timbrés « Isle de Bourbon » faisant	80.000 l.	
45.000 billets de 20 sols timbrés « Isle de Bourbon » faisant	45.000 l.	
100.000 billets de 10 sols timbrés « Isle de Bourbon » faisant	50.000 l.	
Total de la monnaie de carte.		510.000 livres.

Art. VI. — Il sera remis de la monnaie de carte au prorata et pour la même valeur des dites reconnaissances...

Art. VII. — La dite monnaie de carte sera reçue en tout temps et sans difficulté tant dans le commerce et dans tous les paiements qui seront faits entre les habitants dans chacune des dites Isles, que dans nos caisses des dites Isles, toutes fois et quand les dits habitants en demanderont le remboursement en argent.

Art. VIII. — Toutes personnes, de quelque qualité et condition qu'elles soient, qui seront convaincues d'avoir fabriqué ou contrefait la dite monnaie seront poursuivies et jugées comme faux monnayeurs. »

Delaleu, *Code des Isles de France et de Bourbon*, tome I, page 143.

présentation fut primitivement de deux mois, mais il fut prolongé jusqu'au 1^{er} juillet 1768 (1).

Ils purent encore s'ils le préféraient remettre ces billets à la Compagnie des Indes, qui, bien qu'ayant perdu sa domination sur les Iles, avait conservé sa situation de compagnie de commerce.

Le délai accordé pour cette opération fut encore plus long. Par lettres patentes du 25 janvier 1767 le Roi permit l'usage du papier monnaie de la Compagnie pendant toute l'année 1767, pour le règlement des dettes et conventions contractées avant la publication de l'édit.

Il ordonna en outre que tous les billets restant en circulation seraient présentés dans l'espace de deux mois à la caisse de la Compagnie pour y recevoir un visa.

Enfin il accorda un délai de trois ans, c'est-à-dire jusqu'en 1770 inclusivement, pour faire rentrer ces « billets monnaie », munis du visa, à la caisse de la Compagnie, soit par l'achat de marchandises, soit directement en en demandant le remboursement.

Ce remboursement était assez compliqué. Il devait être

(1) Ordonnance de MM. les commandant et ordonnateur à Bourbon, 27 mars 1768.

Le public est averti pour la dernière fois que passé le 1^{er} juillet prochain tous les billets depuis 25 sols jusques y compris 25 livres ne seront plus reçus à la caisse du Roi ; ainsi les propriétaires des dits billets sont prévenus de se hâter de remettre à la dite caisse non seulement les billets qui leur appartiennent mais encore tous ceux qu'ils peuvent avoir en dépôt.

Delaleu, *op. cit* , tome II, page 14.

fait, pour la valeur des billets, en lettres de change sur le caissier de la Compagnie, à Paris.

« Les dites lettres de change, ajoutent les lettres-patentes, seront acceptées par le caissier de la Compagnie à Paris à mesure qu'elles lui seront présentées ; à l'échéance des trois mois de la date de ladite acceptation, il sera délivré, aux porteurs, des contracts ou promesses de passer contract de constitution de rentes au denier 25, et les arrérages courront du jour de l'échéance des trois mois de l'acceptation. »

Pendant toute cette période il y eut alors aux Isles de France et de Bourbon deux sortes de papier-monnaie en circulation, dont les valeurs légales étaient d'ailleurs différentes, relativement à la piastre.

Le Roi avait en effet porté à 5 livres 6 sols la valeur de la piastre, prix qu'elle avait en France : 3 livres 12 sols du papier de la Compagnie équivalaient donc à 5 livres 6 sols du papier royal, ce qui ne laissait pas que d'embarrasser certains habitants (1).

(1) Ordonnance de MM. les commandant et ordonnateur à Bourbon, 27 mars 1768.

« Sur ce qui nous a été observé que le menu peuple dans les quartiers les plus éloignés de cette colonie était encore en doute si la piastre de 3 livres 12 sols, monnaie de Compagnie, valait bien réellement 5 livres 6 sols, étant informés que plusieurs, en conséquence, faisaient quelque difficulté de donner 5 livres 6 sols soit en monnaie de carte, soit en espèces effectives pour 3 livres 12 sols, monnaie de Compagnie, nous les prévenons que par l'article II de l'édit du Roi portant création de la monnaie de carte, il a été décidé que la valeur numéraire de 3 livres 12 sols, monnaie de Compagnie, serait de 5 livres 6 sols, argent de France, et que cette décision a été confirmée par un arrêt du Conseil supérieur de cette île, et qu'en

Mais les billets-monnaie créés en 1766 furent vite placés dans le public, soit pour l'échange du papier de la Compagnie, soit pour les dépenses coloniales. Les administrateurs représentèrent au Roi que ce papier étant insuffisant, il convenait de l'éteindre et d'en créer un nouveau qui fût commun aux deux isles et pût suffire à leurs besoins.

Un nouvel édit du mois de juillet 1768 leur donna satisfaction (1). Il établissait une monnaie de papier pour la somme de 2 millions de livres en billets extrêmement variés de 10 sols à 420 livres.

Tous porteurs des billets anciens étaient tenus de les rapporter pour les échanger contre des nouveaux.

« Cette somme de 2 millions n'ayant pas paru suffisante aux besoins du service, dit d'Unienville, MM. Desroches et Poivre, alors gouverneur et intendant, autorisèrent le trésorier général à émettre pour 2 autres millions de bons de caisse qui de son nom furent appelés « Billets Hulot » (2).

Le trésorier, pouvant ainsi à sa guise créer de la mon-

conséquence tous les billets depuis 25 sols jusques et y compris 25 livres, monnaie de Compagnie, rapportés par les propriétaires à la caisse du Roi, sont payés sur ce taux, c'est-à-dire que pour 3 livres 12 sols, monnaie de Compagnie, il leur est délivré 5 livres 6 sols monnaie de carte. »

Delaleu, *op. cit.*, tome III, page 14.

(1) On y lisait : « Nous nous serions porté d'autant plus volontiers à satisfaire à leur demande que la nature du commerce de ces îles avec l'Inde exigeant en effet pour la circulation intérieure une sorte de monnaie qui ne puisse être exportée, nous y trouverons encore la sûreté de notre service en évitant les risques attachés à l'envoi des fonds en nature. » Delaleu, *op. cit.*, tome I, page 150.

(2) D'Unienville, *Statistique de l'île Maurice*, page 361.

naie, ne se fit pas faute d'émettre des bons de caisse, nom donné à ces nouveaux titres, et, par suite, le prix des denrées s'accrut en proportion, de sorte que, le 13 octobre 1769, le Roi se vit obligé de rappeler son ordonnance du 20 septembre 1766, par laquelle il fixait le prix maximum auquel chaque marchandise importée pouvait être vendue.

Mais l'année suivante, le 12 avril 1770, une ordonnance de MM. les général et intendant proclame la liberté du commerce.

En conséquence, les anciens tarifs sont supprimés et le prix des denrées recommence à hausser en raison directe de la dépréciation du papier.

Le mal s'aggravait d'ailleurs par suite de cette circonstance que, malgré la peine de mort portée contre les coupables, des faux billets étaient en grand nombre mis en circulation.

Le Roi, remarquons-le, supportait toujours cette dépréciation du papier colonial, puisqu'il le remboursait en France à sa valeur nominale. Son intervention s'imposait.

Un édit de septembre 1771 supprima les 2 millions de billets émis en 1768 et créa une nouvelle monnaie de papier pour un million de livres.

D'après l'édit cette nouvelle espèce de papier n'était plus convertible en lettres de change sur le Trésor Royal. Le Roi évitait ainsi de supporter les conséquences de la dépréciation.

Aussi le Conseil supérieur de l'Ile de France et celui de Bourbon refusèrent-ils énergiquement d'enregistrer cet édit.

Ils présentèrent des remontrances auxquelles le Gouvernement crut devoir faire droit. Seuls les bons de caisse de M. Hulot furent retirés de la circulation.

Le Roi n'ayant pu, devant l'opposition de la colonie, réussir dans son projet de création de papier non remboursable, se vit obligé, afin de payer les lettres de change tirées sur le Trésor royal pour des sommes énormes, d'échelonner leur paiement sur plusieurs années (1).

(1) Arrêt du Conseil du Roi, qui ordonne que les lettres de change tirées des Iles de France et de Bourbon sur les trésoriers de la marine et des colonies dont le paiement a été suspendu seront représentées au sieur de Mory, caissier de la Compagnie des Indes, pour en dresser un état qui contiendra l'ordre dans lequel elles seront acquittées. Du 15 janvier 1775.

« Sur le compte rendu au Roi étant en son Conseil, que la situation dans laquelle les administrateurs des Iles de France et de Bourbon se sont trouvés dans les années 1770, 1771, 1773, 1774, ne leur ont pas permis de se renfermer dans les limites fixées pour les dépenses de ces colonies ; qu'obligés de pourvoir à des objets indispensables et imprévus, les différents moyens auxquels ils ont eu recours les ont mis dans la nécessité de tirer successivement des lettres de change pour des sommes considérables sur les trésoriers généraux des colonies ; que les sommes auxquelles ces lettres se trouvaient portées ayant fait soupçonner des abus, l'enregistrement en a été suspendu jusqu'à ce qu'un examen approfondi eût mis à portée de connaître leur véritable origine, et que, le résultat de cet examen ayant été mis sous les yeux de Sa Majesté, Elle a reconnu que si une partie de ces lettres de change provenait de causes infiniment légitimes, une grande partie avait été produite par un papier-monnaie agioté sans mesure, ou avait été livrée à des négociations abusives que les circonstances n'avaient que trop favorisées, Sa Majesté a cru devoir ordonner le paiement de celles de ces lettres qui ayant été délivrées à des étrangers se trouvaient exemptes du soupçon d'agiotage et méritaient à ce titre une préférence particulière ; et à l'égard du surplus des dites lettres, malgré le peu de faveur que semble mériter la plus grande partie, les recherches nécessaires

Le total des lettres de change ainsi tirées sur le trésor royal se montait à 10 millions ; pour faire face à leur paye-

pour parvenir à en faire la distinction étant de nature à entraîner des lenteurs dont les créanciers les plus légitimes auraient considérablement à souffrir par l'incertitude où ils seraient de leur sort, Sa Majesté pour cette considération a bien voulu prendre la résolution de les acquitter successivement en espèces effectives et sur le pied de leur capital. Mais comme les fonds destinés à l'administration des Iles de France et de Bourbon pour les exercices auxquels ces lettres ont rapport se trouvent absorbés et bien au delà par les dépenses faites pour ces colonies pendant ces mêmes exercices, Sa Majesté a jugé à propos de nommer un tiers auquel les originaux des dites lettres seront représentés afin de parvenir ensuite à établir l'ordre dans lequel elles seront payées. A quoi voulant pourvoir :

Où le rapport du sieur Turgot, conseiller ordinaire au Conseil Royal, contrôleur général des finances, le Roi étant à son Conseil a ordonné et ordonne ce qui suit :

Art. I. — Toutes les lettres de change tirées par l'administrateur des Iles de France et de Bourbon sur les trésoriers généraux de la marine et des colonies, sur les exercices 1770, 1771, 1772, 1773 et 1774, et dont le total forme un objet d'environ 10 millions, seront représentées par les porteurs d'icelles au sieur de Mory, caissier général de la Compagnie des Indes, qui les visera, et auquel les dits porteurs en remettront copies figurées dans le délai de six mois à compter de ce jour.

Art. II. — D'après ces copies, il sera par ledit sieur de Mory dressé un état de toutes les dites lettres qui sera arrêté au Conseil et qui contiendra l'ordre des dates auxquelles elles ont été tirées et suivant lesquelles elles seront payées par les dits trésoriers de la marine et des colonies, ainsi qu'il sera dit ci-après.

Art. III. — Il sera fait dans les six premiers mois de la présente année, entre les mains des dits trésoriers de la Marine et des Colonies, les fonds nécessaires pour payer les 996,197 livres à quoi montent les traites délivrées aux négociants hollandais du Cap de Bonne-Espérance, en payement des vivres qu'ils ont fournis pour la subsistance des habitants des dites Isles de France et de Bourbon ; celles qui ont été délivrées à la Compagnie des Indes du Danemark pour même cause montant à 70,352 livres, et celles données en échange des fonds qui se trouvaient dans la caisse du régiment de

ment on inscrivit, jusqu'en 1784 inclusivement, une somme de 1 million au budget métropolitain.

Ces retards dans le paiement des lettres de change devaient évidemment diminuer encore la valeur des billets en circulation dans les îles.

Comme, d'autre part, les bons de caisse créés par MM. Desroches et Poivre avaient été retirés, une nouvelle émission de 2.000.000 de livres en billets fut, en 1775, faite par l'intendant Maillart.

De plus, en août 1779, le Roi, tout en envoyant pour les petits paiements de la monnaie de billon spéciale pour les deux îles, autorisa les administrateurs à porter à 6 millions

Royal Comtois à son départ de l'Île de France, montant à 135,553 livres.

Art. IV. — Le surplus de toutes les dites lettres de change sera ensuite payé dans l'ordre qui sera établi en exécution de l'article II ci-dessus, à raison, savoir : de 300,000 livres dans les six derniers mois de la présente année, qui seront employées à l'acquit de celles des dites lettres qui se trouveront de la même somme de 500 livres et au-dessous ; et d'un million dans chacune des années 1776 et suivantes jusqu'à parfait paiement des dites lettres ; se proposant au surplus Sa Majesté de destiner par la suite, à mesure que la situation de la finance le permettra, de plus fortes sommes pour accélérer le plus qu'il sera possible ledit paiement.

Art. V. — Les propriétaires et porteurs des dites lettres de change qui ne voudront pas attendre le temps dans lequel elles se trouveront payables, d'après l'état qui sera dressé en exécution de l'article III ci-dessus, auront la faculté de demander en paiement des dites lettres des contrats à 4 0/0 sur les revenus du Roi, faisant partie de ceux créés par l'édit de février 1770, dont ils auront la jouissance à compter du premier jour du quartier dans lequel ils remettront leurs soumissions et leurs effets entre les mains dudit sieur de Mory. »

Delaleu, *op. cit.*, tome III, page 63.

la quantité de papier à mettre en circulation dans les deux îles.

Les bons de caisse ainsi créés par les pouvoirs locaux des deux colonies étaient destinés, en principe, à remplacer le papier-monnaie hors d'usage qui rentrait dans les caisses.

Mais, en réalité, ils furent un supplément ajouté à la circulation déjà existante, parce que, au lieu de détruire le papier usagé, les administrateurs le remettaient en circulation.

Si bien que le Roi, constatant cet abus croissant, fit, au mois de mars 1781, paraître un édit portant suppression de tout papier monnaie et de tous bons de caisse aux îles de France et de Bourbon :

« Nous avons, par nos édits du mois de décembre 1766 et de juillet 1768, établi un papier monnaie affecté à la circulation intérieure de nos Isles de France et de Bourbon. Informé que cette monnaie était bientôt altérée et défigurée par un fréquent usage, nous avons autorisé successivement les administrateurs des dites colonies à y substituer des Bons de Caisse ; mais nous avons reconnu, par les comptes qui nous ont été rendus en différents temps du commerce intérieur et extérieur des dites Isles, que le papier monnaie (dont le cours y est circonscrit) n'avait jamais été regardé comme un supplément équivalent aux espèces, parce qu'elles procurent le double avantage de servir à la circulation et d'être employées comme marchandises d'échange dans le commerce extérieur ; que le défaut d'argent avait souvent obligé les administrateurs à payer en papier monnaie les marchandises nécessaires pour notre service beaucoup au-

dessus de leur valeur réelle en argent ; que cependant le papier monnaie converti en lettres de change sur notre Trésor en France n'y était sujet à aucune réduction, d'où il résulte que nombre de capitalistes s'enrichissent au détriment de l'Etat et des habitants des dites îles qui n'ont que du papier-monnaie pour payer les marchandises dont ils ont besoin ; par ces considérations et eu égard à la situation actuelle de nos finances, nous nous sommes déterminé à supprimer successivement dans les dites colonies le cours du papier-monnaie (1). »

Les billets devaient être rapportés au trésorier de l'île de France pour être convertis en récépissés payables par le trésorier de la Marine à Paris. A partir du 1^{er} janvier 1786 aucun papier ne devait plus circuler aux îles.

La rentrée du papier ne s'effectuant pas assez vite, parce qu'au lieu de le brûler les Administrateurs le remettaient en circulation, le Roi provoqua un arrêt du Conseil pour activer l'opération.

Cet arrêt, du 8 août 1784, délégua deux commissaires, MM. de Curt et Melon, pour procéder « aux examens, vérifications et inventaires de tous papiers monnaie, récépissés et bons de caisse existant dans les îles ».

Il y en avait encore pour environ 8 millions. Ils furent à peu près tous présentés et retirés par les soins des commissaires royaux, qui prolongèrent jusqu'au 1^{er} janvier 1786 le délai de l'opération.

L'article de l'Encyclopédie méthodique, dont nous avons

(1) Delaleu, *op. cit.*, tome III, page 71.

déjà cité quelques extraits, commente ainsi cette résolution :

« Un homme très instruit, qui a examiné sur les lieux et par ordre du Gouvernement, en homme d'Etat, les ressources que peuvent fournir ces deux colonies, leur condition naturelle et leurs moyens respectifs relativement au commerce intérieur et extérieur, n'est pas d'avis qu'il faille supprimer tout papier-monnaie.

« Il pense au contraire que l'île de France, abstraction faite de son utilité politique, doit être considérée comme une vaste hostellerie placée sur la grand'route de l'Inde et destinée à procurer des rafraîchissements à ceux qui ont besoin de s'y arrêter ;

« Qu'elle n'a point de commerce et n'en peut faire aucun parce qu'elle n'a rien à exporter ;

« Que les piastres, qui sont d'une nécessité indispensable pour le commerce de l'Inde, ne pouvant jamais être retenues dans cette île, ne doivent jamais y être que marchandise. Que si on les établit comme monnaie courante c'est en exposer la valeur à une variabilité dangereuse pour le gouvernement, pour la colonie et pour les mœurs, parce que c'est tenter la fidélité et exciter la cupidité de tous les préposés du roi chargés de la garde et de la distribution des espèces, parce que les piastres que le roi donne pour 5 livres 8 sous en valent toujours le double et souvent le triple entre les mains des particuliers ;

« Qu'en conséquence il est nécessaire d'y établir un papier-monnaie dont la quantité soit proportionnée aux objets de change et qu'on puisse réaliser à son gré et en France

seulement par une forme de paiement qui soit unique, exacte, invariable et étrangère aux spéculations du commerce de l'Inde ;

« Qu'en créant ce papier pour cette colonie sans en faire au-dessous de 3 livres ou de 40 sous, on peut en même temps en assurer la valeur par des fonds annuellement destinés à son remboursement et jamais détournés ;

« Qu'enfin l'utilité de ce papier est démontrée par l'unanimité et l'empressement des colons à demander cette monnaie comme une chose de première nécessité. »

En fait, le retrait du papier monnaie fit un vide immense dans la circulation et il en résulta un tel embarras que les habitants en sollicitèrent le rétablissement (1).

Un édit du roi du 10 juin 1788 entra dans leurs vues en créant un nouveau papier-monnaie pour une somme de 6 millions de livres :

« Art. 1. — Nous avons créé et créons par le présent édit pour la circulation intérieure des Isles de France et de Bourbon, une somme de six millions en papier-monnaie dont les billets seront, savoir :

120.000 billets de	2 livres 10 sols
60 000 —	5 livres

(1) Lettre de MM. d'Entrecasteaux et Motaïs de Narbonne, du 18 janvier 1788, demandant un nouveau papier-monnaie.

« ... Toute île entourée de peuples riches ne peut être que commerçante et si le commerce avec ces peuples ne peut se faire qu'avec des piastres, il faut à cette colonie une monnaie de convention qu'elle ne puisse perdre en aucune circonstance... »

Arch. col. Correspondance générale. Ile de France, 1788. C. 80.

40.000 billets de	10 livres
6.000 —	50 —
4.000 —	100 —
1.000 —	300 —
2.000 —	500 —
3.000 —	1000 —

chacun et seront fabriqués conformément aux différents modèles ci-annexés.

« Art. 6. — Toutes les dépenses qui seront faites pour notre service dans les deux Isles seront acquittées avec ce papier-monnaie et les $\frac{2}{3}$ desdites dépenses seront remboursées chaque année en lettres de change à six mois de vue, sur notre trésor en France jusqu'à ce que les six millions aient été introduits entièrement dans la circulation, après lequel terme, l'intendant pourra en faire tirer chaque année jusqu'à concurrence du montant total desdites dépenses, notre intention étant que tout le papier-monnaie excédant les besoins de notre service reste dans la circulation et soit spécialement consacré aux besoins des habitants de nos dites Isles, soit pour leur faciliter des emprunts, soit pour l'acquit de leurs anciens engagements, soit enfin pour alimenter leur industrie et leur culture (1). »

Les billets ne devaient être émis que le 1^{er} janvier 1790.

Dès cette date les paiements aux fournisseurs ainsi qu'aux fonctionnaires et aux soldats furent effectués en papier-monnaie. Mais ces derniers, habitués jusque-là à recevoir leur solde en piastres sur le pied de 5 livres 8 sols,

(1) Archives coloniales, Ile de France, Corresp. gén. 1790, C. 86.

alors que la valeur commerciale de celles-ci était de dix livres coloniales, prétendirent perdre près de la moitié de leur traitement par ce nouveau mode de règlement.

Ils manifestèrent un extrême mécontentement qui alla jusqu'à des menaces de révolte si violentes que l'administration fut obligée de suspendre l'exécution de l'édit.

SECTION III

RÉVOLUTION ET EMPIRE

La période révolutionnaire fut aussi agitée pour les colonies que pour la mère patrie. Comme la métropole, elles connurent les troubles intérieurs et la guerre extérieure. Privées de tout secours elles furent obligées de trouver par elles-mêmes les ressources indispensables à leur entretien, et le papier-monnaie qu'elles émirent pour le paiement des dépenses publiques se ressentit de cette situation.

Il servit autant à combler les déficits des budgets locaux qu'à remplacer un signe d'échange métallique. Il ressembla tout à fait aux assignats métropolitains dont il partagea du reste le sort.

Les Antilles qui, jusque-là, s'étaient passé de papier-monnaie, n'en émirent pas encore ; mais on sait à quels expédients (notamment la coupe des monnaies) elles durent recourir pour pourvoir aux besoins de la circulation.

On trouve bien, il est vrai, à cette époque, une création

de bons de caisse. Une note officielle du préfet colonial de la Martinique, du 6 mars 1806, exposant la situation des finances à son arrivée dans l'île, fait ressortir à quels embarras avaient été livrés ses prédécesseurs : « Il y avait en circulation à la charge du trésor, dit-il, ce qu'on avait appelé des « bons de caisse » qui étaient des bons provisoires, remboursables à présentation, que le payeur donnait en acquittement de dépenses quand l'argent manquait : il fut à la fin vérifié avec assez de difficulté qu'il en existait pour 279.974 livres coloniales au premier messidor de l'an XII (1). »

Mais il ne s'agit là probablement que d'un expédient financier semblable à l'émission de nos bons du trésor, et il ne semble pas que ces bons de caisse aient circulé comme monnaie.

Il en fut tout autrement à l'île de France et à Bourbon.

Ces deux îles qui, depuis le commencement de leur occupation, alors même que la métropole les soutenait de ses subsides, avaient pour ainsi dire constamment fait usage du papier-monnaie, durent recourir encore davantage à son emploi lorsque les relations avec la France furent supprimées ; elles en émirent, en effet, une quantité considérable.

Rappelons-le, par édit du 10 juin 1788, le roi avait créé pour 6.000.000 de livres de papier, mais le cours en avait été interrompu par le refus qu'en avaient fait les troupes et les fournisseurs.

(1) Durand-Molard, *Code de la Martinique*, tome V, page 130.

Lorsque se constitua l'Assemblée coloniale de l'Ile de France en 1790 la pénurie de numéraire était de nouveau parmi les questions dont il fallait se préoccuper.

L'Assemblée se prononça pour le maintien du papier, se référant à l'édit de 1788, mais le modifiant sur certains points, elle élaborait un règlement que MM. de Conway et Dupuy, alors gouverneur et intendant, rendirent exécutoire par un arrêté en date du 28 juillet 1790 (1).

Sur les 6 millions autorisés par l'édit de 1788, 4 millions avaient été attribués à l'Ile de France et 2 millions à Bourbon ; mais ne voulant pas introduire subitement toute cette somme, l'Assemblée coloniale fixa à 1 million $\frac{1}{2}$ pour l'Ile de France le quantum du papier qui devait faire l'ob-

(1) Thomas Comte de Conway, etc.,
et André Julien Dupuy, etc.,

Considérant l'état fâcheux des finances du royaume, l'épuisement du trésor royal dans cette colonie, la gêne excessive de toutes les fortunes particulières, la difficulté de se procurer les fonds nécessaires au service, même par des emprunts onéreux, l'embarras de la place effrayant pour les meilleures maisons de commerce, les demandes réitérées faites par la colonie pour la mise en circulation d'un numéraire fictif..

« Art. 1. — La portion du papier-monnaie qui n'est point encore rentrée au trésor y sera versée d'ici au 20 du présent mois de juillet et convertie en traites sur les trésoriers généraux des colonies à six mois de vue.

« Art. 2. — A compter du même jour 20 juillet, le trésor de cette colonie paiera en papier-monnaie toutes les dépenses à la charge de la nation et le trésorier établira en piastres de 5 livres 8 sols le calcul des acquits qui se payaient en piastres, dont le résultat sera remis en papier monnaie à raison de 10 livres pour 1 piastre.

« Art. 3. — La somme de papier-monnaie donnée ainsi en paiement par le trésorier de la colonie sera fixée pour le moment à quinze cent mille livres et les deux millions cinq cent mille livres

jet de la première émission, avec faculté de le dépasser en cas de besoin.

Le 3 septembre 1790, l'Assemblée Générale arrêta dans le même sens un règlement pour l'Ile Bourbon, mais le 11, l'assemblée locale de cette Ile, croyant que le montant de 1 million 1/2 mentionné dans ce règlement s'appliquait aux deux îles, renvoya celui-ci aux administrateurs en chef en demandant qu'il y eût 1 million distinct affecté à Bourbon.

Ceux-ci répondirent le 5 octobre :

« Vous nous parlez du papier monnaie comme d'une res-

restant des quatre destinés à l'Ile de France, suivant l'édit de juin 1788, demeurera en caisse jusqu'à nouvel ordre.

« Art. 7. — Par une convention expresse, la colonie renonce entièrement, pour le moment, à l'art. VI de l'édit de création du papier-monnaie qui autorise la conversion de 3 mois en 3 mois, en lettres de change sur France, des 2/3 du papier-monnaie sorti du trésor.

« Art. 9. — Les administrateurs auront la liberté d'augmenter ou de diminuer la première mise en circulation des quinze cent mille livres de papier, même de retirer cette somme en entier, sur avis de l'assemblée générale.

« Art. 12. — Le papier destiné à circuler en vertu du présent règlement étant le même que celui déjà employé conformément à l'édit de 1788, il a été ordonné qu'à l'avenir, aucun porteur dudit papier ne pourrait prétendre à l'exécution de l'édit à laquelle il vient d'être spécialement renoncé par les représentants de la colonie.

Voulant cependant donner un nouvel avertissement à ceux qui quoique bien prévenus auraient négligé de rapporter au trésor le papier déjà reçu pour être converti en lettres de change, les invitons à se présenter dans la quinzaine à compter de ce jour, passé lequel temps ils seront déchus de cette faculté et assimilés à tous les porteurs du papier mis en circulation d'après le nouveau mode.

Arch. colon., Ile de France, Corr. gén., 1790, C 86.

source désirée par votre île autant qu'elle l'a pu être ici. L'expérience qui vient d'en être faite a trop bien réussi pour que nous ne vous donnions pas le consentement que vous demandez. Les deux premiers articles de notre règlement du 28 juillet demandaient un changement pour l'époque du rappel de l'ancien papier et de la mise en circulation du nouveau : sur cela, point de difficulté. Le troisième établit qu'on s'arrêtera à 1 million au lieu de 1 million 1/2 comme à l'île de France : nulle difficulté encore.

« Aussitôt le premier million dépensé, vous vous concerterez avec l'Assemblée Générale pour savoir s'il est convenable de faire sortir encore du papier. Ce qu'il y a de certain, c'est que nous avons déjà plus de 2 millions dehors et que cela a redonné la vie à notre pauvre île (1). »

Le règlement pour Bourbon, semblable à celui de l'île de France, sauf les différences dans la quantité de papier à émettre et les dates extrêmes du délai de présentation de l'ancien papier, fut enregistré le 11 octobre 1790, et les billets mis en circulation dès le lendemain.

Dans chaque île ce papier circula sans inconvénient jusqu'en 1792, époque où commencèrent à se produire des abus dans les émissions.

A partir de 1792, la circulation du papier-monnaie aux deux îles fut organisée par le général Malartic. En plus des 6 millions de papier créés par l'édit de 1788, celui-ci mit en circulation d'autres billets et bons de Caisse. Et ce papier

(1) Trouette, *L'île Bourbon pendant la période révolutionnaire*, page 124.

« Malartic », comme on l'appela, non conforme aux sages dispositions en vigueur de 1790 à 1792, prit bientôt des proportions énormes, puisqu'il y en eut à un certain moment pour plus de 1.500.000.000 de livres.

« C'étaient de petits papiers grands comme la main, sans date, mal imprimés, portant en tête « Îles de France et de Bourbon » et d'un contexte laconique : « Bon pour la somme de 1000 livres payables aux termes du règlement sur le papier-monnaie du 28 juillet 1790, valeur en ordonnances (1). »

La monnaie métallique ne venait plus de la métropole ; cependant il fallait assurer le paiement des fonctionnaires et les services publics.

La nécessité de ce paiement, telle fut la première cause de ces émissions de papier qui, dans peu d'années, s'élevèrent à la somme effrayante de 1.656.528.720 livres (2).

La dépréciation en commença presque aussitôt (3).

En décembre 1793, elle avait déjà atteint 63 0/0.

En 1794, elle resta presque stationnaire à 67 0/0.

En septembre 1795 la perte était de 88 0/0.

(1) Pajot, *op. cit.*, page 228.

(2) Comme les coupures des billets, trop fortes à l'origine, en rendaient l'usage impossible ou incommode, l'assemblée coloniale, le 11 avril 1793, créa un nouveau papier dit « billets de confiance » qui remplaça un certain nombre de gros billets retirés de la circulation. Ces billets de confiance descendirent de 25 livres à 40 sous et même à 20 sous.

(3) Île de France, 24 septembre 1793, an II de la République.

Citoyen Ministre,

La somme des billets-monnaie et bons de caisse en circulation

L'année suivante c'était 99 0/0 ; un mois après, en octobre, le papier n'avait plus aucune valeur.

Comme dans la métropole, pour parer à des manœuvres qui se donnaient libre cours pendant la dépréciation du papier, l'assemblée coloniale rendit un arrêté de suspension des paiements à la date du 14 messidor de l'an IV (juillet 1796) (1).

Un grand nombre de débiteurs frustraient en effet leurs créanciers en effectuant le remboursement de leurs dettes avec du papier-monnaie colonial au pair, et de cette façon se libéraient à bon compte des prêts qui leur avaient été consentis.

L'arrêté de l'assemblée coloniale avait pour but de mettre

dans la colonie s'élève aujourd'hui à 26 millions.

Billets-monnaie suivant l'édit du 10 juin 1788	6.000.000 liv.
Bons de caisse faits dans la colonie	<u>20.000.000 liv.</u>
Total	26.000.000 liv.

Le cours actuel de la piastre est de 25 livres 10 papier-monnaie pour 1 piastre effective et on ne peut fixer jusqu'à quel prix elle s'élèvera.

Le discrédit du papier-monnaie s'accroît sensiblement chaque jour. Les terres, les maisons, les esclaves sont depuis six mois presque triplés de prix. Les Noirs Mozambique de choix sortant des navires se vendent jusqu'à 5000 livres chaque. La barrique de vin à peine potable se vend de 46 à 4800 livres. Les autres objets comme bois, fers, cordages, toiles, etc., suivent la même progression, ce qui augmente considérablement les dépenses de l'administration.

Le Commissaire civil,

LE BOUCHER.

Arch. col. Corresp. gén., Ile de France, 1793, C. 93.

(1) Arrêté de l'Assemblée coloniale du 14 messidor an IV, déclarant qu'il est légal de refuser des paiements en billets du gouvernement alors dans la circulation (Code Rouillard, tome I, page 628).

un terme à cette pratique ; c'était, en somme, la reconnaissance officielle du discrédit.

Aussi, en 1798, à Bourbon, « le papier-monnaie ayant été déclaré sans valeur et le numéraire manquant complètement, les transactions les plus simples de la vie usuelle étaient devenues presque impossibles.

« La création d'un nouveau papier s'offrait comme moyen unique ; mais après les désastres de l'ancien, un titre sans garantie n'avait aucune chance d'être accepté.

« On créa donc pour 750,000 francs de mandats gagés sur les impositions : l'opération n'eut aucun succès ; le papier fut retiré (1). »

C'est alors qu'on pensa à un autre gage plus tangible : comme la guerre avait paralysé le commerce, de nombreuses marchandises étaient accumulées en attendant la possibilité de l'exportation.

Le gouvernement local utilisa cette situation. Il concentra ces denrées dans des magasins publics et il en délivra sous sa responsabilité des « récépissés » ou « bons de dépôt ». La livre de café devint ainsi une véritable unité monétaire (2).

Les bons de dépôt suffirent à la circulation intérieure et

(1) Pajot, *op. cit.*, page 261.

(2) L'objet le plus considérable du revenu des habitants de l'île de la Réunion est depuis très longtemps le café. La piastre-gourde, qui est, pour ainsi dire, la seule monnaie qui y soit répandue, étant devenue très rare depuis la Révolution et les habitants n'ayant aucune confiance dans le papier-monnaie, ils se sont accordés à regarder le café comme une valeur monétaire... Il est évident que par ce moyen, on évite tous les inconvénients qui résultent des

remplacèrent le numéraire. Lorsque le blocus devint moins rigoureux les transactions commerciales purent être reprises avec les navires neutres. Ceux-ci embarquèrent les approvisionnements de café dont le payement fut effectué en espèces métalliques, ce qui provoqua la rentrée des récépissés.

Cette situation favorable ne fut pas de longue durée.

« Le 5 novembre 1801, l'assemblée coloniale avait envoyé une adresse aux consuls. Cette adresse présentait un tableau fidèle de la situation extrêmement pénible où se trouvait la colonie alors sans commerce, sans numéraire, sans moyens d'y suppléer par une monnaie fictive, dont la seule proposition eût occasionné un soulèvement général (1). »

Mais la métropole était hors d'état de secourir matériellement ses colonies. Bonaparte, toutefois, sut envoyer pour administrer nos possessions de l'Océan Indien un gouverneur énergique, le capitaine général Decaen, qui devait s'employer à leur relèvement passager avant d'être contraint de les livrer aux Anglais.

Lorsque celui-ci prit le commandement des Iles le papier-monnaie, quoique déclaré sans valeur, était cependant resté en circulation, mais sa dépréciation, nous l'avons dit, était à peu près complète. « En 1800, la piastre valait 10 000 livres en papier (2). » Aussi, en 1803, Decaen n'osa-t-il pas émettre

stipulations en livres et de la dépréciation du papier-monnaie, quoique le café n'ait pas une valeur fixe. — Charpentier-Cossigny, *Moyens d'amélioration des colonies*, tome I, page 350.

(1) D'Unienville, *op. cit.*, tome II, page 253.

(2) H. Prentout, *L'île de France sous Decaen*, p. 210.

un nouveau papier monnaie. Il consacra au contraire tous ses soins à faire revenir le numéraire et à mettre un peu d'ordre dans les finances locales.

L'extension prise par la course maritime, les succès remportés par les corsaires lui furent à ce point de vue d'un grand secours en faisant entrer dans les ports des deux colonies un grand nombre de prises (1).

La loi de suspension des paiements était toujours en vigueur ; Decaen l'abrogea.

Un arrêté du 15 floréal an XII (2) ordonna que toutes les créances supendues seraient acquittées en piastres effectives à 40 livres l'une avec ou sans réduction suivant les époques et les cas.

Il permit aux débiteurs de payer le tiers de leurs dettes en denrées coloniales, coton, indigo et sucre.

Un tableau fut dressé pour l'évaluation des dettes de chaque débiteur et il indiquait la dépréciation du papier depuis 1792, date où elle était censée avoir commencé, jusqu'à la suspension des paiements. A ce point de vue il est utile de le faire connaître.

Voici pour l'Ile-de-France, le tableau de la valeur de la piastre, pendant la dépréciation du papier-monnaie :

(1) Avec les matières d'argent provenant de la prise d'un brick de guerre portugais, Decaen fit même frapper à l'effigie spéciale des deux colonies pour 1128 500 fr. de pièces qui circulèrent sous le nom de piastres Decaen.

(2) Code Decaen, volume I, 2^e sem., page 6.

	1792	1793	1794		An III	An IV
	liv. s. den.	liv. s. den.	liv. s. den.		liv. s. den.	liv. sols den.
Janvier .	11. 3. 6	18. 6.	32. 18.	Vendémiaire	32. 19. 4	408. 19. 5
Février .	11. 15	19.	33. 2. 8	Brumaire	32. 19. 4	437. 14. 9
Mars .	11. 15. 7	17. 15.	33. 7.	Frimaire	34. 6. 5	472. 3. 2
Avril .	11. 15. 8	17.	33. 15.	Nivose .	35. 6. 7	495. 11
Mai .	11. 18. 8	17. 13. 4	33. 15.	Pluviose .	35. 7. 12	227. 3. 4
Juin .	12. 10. 6	18.	33. 18.	Ventose .	36. 10. 6	343. 10. 4
Juillet .	14. 7	19. 6. 8	34. 12. 8	Germinal	38. 8. 2	459. 18. 8
Août .	15. 3. 4	21. 13. 4	34. 9. 4	Floréal .	39. 4. 7	511. 3. 6
Septembre .	15. 15. 7	24. 16. 8	33. 14. 4	Prairial .	42. 8. 4	572. 12. 2
Octobre .	16. 13. 6	27. 6. 8		Messidor	46. 12. 2	1 ^{er} Messidor 646. 8. 2
Novembre .	17. 11. 7	28.		Thermidor .	54. 12. 4	13 Messidor 673. 1. 2
Décembre .	18. 2. 4	30. 2.		Fructidor	77. 13.	FIN 14 Messidor Arrêté portant suspension des paiements

Restait à retirer le papier de la circulation.

« En le remboursant au taux où il était tombé, c'est-à-dire en donnant une piastre pour 40.000 liv. de papier, l'opération pouvait ne pas être très dispendieuse (1). »

Un arrêté du 4 octobre 1806 en ordonna, en ces termes, la présentation aux caisses publiques :

« Art. I. — Le cours du papier-monnaie maintenant en circulation dans cette colonie est provisoirement suspendu.

Art. II. — Dans les trois jours de la publication du pré-

(1) H. Prentout, *L'île de France sous Decaen*, page 211.

sent, tout porteur de papier-monnaie sera tenu de le présenter au bureau du trésor pour être échangé à son choix en bons de caisse ou en valeur métallique.

Art. III. — Les trois jours expirés, le papier ne sera plus admis à l'échange.

Art. IV. — Aussitôt la rentrée de ce papier, il sera procédé à sa vérification et l'état détaillé en sera donné afin d'en connaître la quantité réelle (1). »

Vers la fin du gouvernement de Decaen, le blocus étant devenu plus rigoureux, le numéraire étranger se fit plus rare ; les prises manquèrent ; Decaen songea alors à émettre du papier-monnaie.

Le 17 octobre 1810, lors de la première séance du Conseil colonial institué par le gouverneur, celui-ci donna lecture d'un projet d'émission de papier-monnaie échangeable contre des traites du caissier général du Trésor public ou contre des traites sur le payeur général de la marine et des colonies.

Le Conseil colonial se prononça nettement contre l'émission du papier-monnaie. Malgré la mise en circulation de 40.000 piastres de monnaies de cuivre étrangères trouvées à bord du « Ceylan », la colonie se trouvait donc dans une situation extrêmement critique lorsqu'elle fut prise par les Anglais.

(1) Code Decaen, volume III, page 74.

D'après d'Unienville, le papier aurait été remboursé dans la proportion d'une livre pour 10.000 liv. en papier : d'Unienville, *op cit.*, tome III, tableau n° 16.

SECTION IV

PÉRIODE MODERNE

A partir de 1815, une phase nouvelle d'activité économique commence pour celles de nos vieilles colonies qui nous sont restituées. La culture du sucre se développe intensive, procurant tout d'abord aux planteurs d'importants bénéfices.

La question monétaire ne se pose plus alors pour eux, du moins pendant quelque temps, avec la même acuité.

D'autre part, dès 1826, il paraît au gouvernement qu'un moyen efficace de remédier à la pénurie d'espèces monnayées sera de créer un signe représentatif du numéraire métallique, dont la circulation, fondée sur le crédit, puisse suppléer à l'insuffisance des ressources monétaires.

C'est surtout dans ce sens que sont faits les efforts pour améliorer la circulation, et la mise en activité de banques ayant privilège d'émission vient alors fournir aux colonies un nouvel instrument d'échange.

Mais ces établissements, en face des événements que nous avons examinés plus haut et qui tendent à raréfier le numéraire, subissent des fortunes diverses : tous ne rendent pas les services qu'on attend d'eux.

Le problème monétaire, en effet, ne peut être entièrement solutionné par leur création ; il n'est que déplacé, et désormais ce sont les banques qui vont avoir à supporter les difficultés qu'il fait naître.

Aussi le seul fonctionnement de ces banques, tant avant l'organisation générale de 1852 qu'après celle-ci, ne suffit pas pour assurer la circulation monétaire.

Nous verrons alors, que, parallèlement à l'emploi de billets de banque à certaines époques et aujourd'hui encore, la création d'un papier-monnaie spécial portant le nom générique de « Bons de Caisse » a été rendue nécessaire, soit que l'émission en ait été faite directement par le gouvernement, soit qu'on ait confié ce soin aux banques elles-mêmes.

Dans l'exposé qui va suivre, nous diviserons notre étude en deux périodes : la première s'étendant de 1815 à 1854 et pendant laquelle le papier-monnaie émis sera créé par décision des autorités locales, celles-ci ayant alors pouvoir de légiférer (1) ; la seconde datant de 1855 et dans laquelle l'émission des bons de caisse sera l'œuvre du gouverne-

(1) Pendant cette première période le législateur colonial n'a pas toujours été l'autorité locale dans nos colonies des Antilles et de la Réunion.

Se basant sur la charte de 1814 le gouvernement central légiféra par voie d'ordonnances sur toutes les questions coloniales jusqu'à la loi du 24 avril 1833.

La loi du 24 avril 1833 (appelée charte coloniale) laissa aux autorités locales le soin de légiférer par des décrets coloniaux rendus par le conseil colonial sur la proposition du gouverneur et soumis à la sanction du Roi.

A partir de 1848 des commissaires généraux de la République cumulèrent les attributions appartenant antérieurement aux gouverneurs et conseils coloniaux et leurs arrêtés devinrent la source principale de la législation coloniale.

Les émissions de papier monnaie n'eurent lieu que sous l'empire de ces deux dernières constitutions.

ment métropolitain, devenu le législateur colonial en vertu du sénatus-consulte du 3 mai 1854.

§ I. — PAPIER-MONNAIE ÉMIS PAR LES AUTORITÉS LOCALES

I. — *Ile de la Réunion*

Lors de la reprise de l'île Bourbon, le papier-monnaie avait disparu ; il ne devait pas être rétabli avant 1884. Les transactions furent assurées jusque-là par le numéraire métallique et par la circulation fiduciaire d'établissements de crédit.

Une société anonyme ayant pour objet l'établissement d'une caisse d'escompte se forma en 1823. Les statuts furent approuvés par ordonnance du 23 décembre 1823.

Cette société était formée pour cinq ans et son capital était de 750.000 francs en numéraire ; la société était en outre autorisée à mettre en circulation des « bons de caisse » pour une somme de 250.000 francs (1).

Une ordonnance royale du 14 mai 1826 autorisa également la formation à Saint-Denis d'une société anonyme sous le titre de « Caisse d'escompte et de prêts de l'île Bourbon. »

L'établissement fut autorisé à émettre des « bons de caisse » payables au porteur et à vue, sans cours forcé, jusqu'à concurrence des 15 dixièmes des valeurs métalliques existant dans ses coffres.

(1) Delabarre de Nanteuil, *op. cit.*, tome II, page 240.

En 1827, la Caisse d'escompte et de prêts se trouva constituée et commença ses opérations. Les « bons de caisse » qu'elle émit furent reçus avec confiance et eurent un cours facile. Mais cette situation favorable dura peu ; la caisse fut obligée de suspendre ses paiements en 1830. Elle fut mise en liquidation l'année suivante, par arrêté du 23 décembre 1831.

Néanmoins les bons de caisse continuèrent à circuler dans la colonie ; en 1837, il y en avait encore pour 743 961 francs non présentés au remboursement, tant était grand le besoin que la colonie éprouvait de ce papier pour les transactions journalières (1).

Un peu plus tard, un arrêté du 16 avril 1849 autorisa provisoirement la Société anonyme formée à Saint-Denis sous la dénomination de « Comptoir d'escompte et de prêts de l'île de la Réunion ».

Les billets de circulation de cet établissement se sont élevés à la somme de 2 849 000 francs.

La mise en activité de la Banque de la Réunion créée par la loi du 11 juillet 1851 devait entraîner la dissolution du Comptoir d'Escompte et de Prêts : aussi sa liquidation a-t-elle été prescrite par l'arrêté du 30 juin 1853 (2).

Il est essentiel de remarquer que les « bons de caisse » dont il est question dans les textes qui précèdent ne présentent pas les caractères juridiques du papier-monnaie que nous étudierons bientôt sous ce nom. Ce sont de véritables billets de banque.

(1) Notices statistiques sur les colonies françaises, 1837.

(2) Delabarre de Nanteuil, *op. cit.*, tome II, page 521.

Par suite, dans cette première période, on le voit, le papier-monnaie proprement dit, c'est-à-dire non remboursable, n'a pas été jugé nécessaire à Bourbon, bien que les banques locales n'aient pas toujours été très prospères.

Dans cette île, en effet, l'abolition de l'esclavage ne causa pas la perturbation qu'elle provoqua aux Antilles.

De plus, les monnaies étrangères plus ou moins surhaussées avaient toujours chez elle droit de cité.

Nous le verrons, c'est l'abolition de leur cours légal qui, en 1879, donnera naissance aux « bons de caisse » actuels.

II. — *Guadeloupe.*

A la Guadeloupe, au contraire, on observe en 1848, après l'échec de la Banque créée en 1826, la mise en circulation, avec l'autorisation et sous le contrôle direct des autorités locales, d'un papier ayant cours forcé.

Le 30 août 1826, nous l'avons vu, le gouvernement de Charles X introduisit aux Antilles la computation monétaire métropolitaine. Ces colonies, habituées jusque-là au surhaussement des espèces et à la circulation des monnaies étrangères, se trouvèrent, par suite de cette mesure, dans une situation fort difficile.

Aussi le commerce de la Pointe-à-Pitre demanda-t-il au gouverneur d'établir un papier monnaie ayant cours forcé. Ce projet fut examiné et rejeté par le Conseil privé dans sa séance du 9 janvier 1827.

Mais, en même temps, pour procurer aux habitants un instrument de circulation, une ordonnance royale du 10 décembre 1826 autorisa l'établissement d'une banque à la Guadeloupe.

Elle eut la faculté d'émettre des « bons de caisse » (1) pour une valeur double de celle des espèces métalliques existant dans ses coffres. Ils n'avaient pas cours forcé.

Au début la banque sembla réaliser les espérances que sa création avait fait concevoir ; l'émission de son papier pourvut aux besoins de la circulation, et les transactions reprirent leur cours.

Mais ce résultat ne fut pas de longue durée ; elle se trouva bientôt dans l'impossibilité de retenir le numéraire nécessaire à ses besoins et fut obligée de suspendre ses escomptes dans les premiers mois de 1828.

Elle se maintint encore quelque temps en adhérant à une convention conclue par la majorité des commerçants à l'effet de donner une plus value à certaines monnaies. Mais ce surhaussement volontaire, qui faisait rentrer quelques espèces dans ses coffres, ayant été interdit par l'autorité métropolitaine, son encaisse finit par disparaître. En 1831, elle fut définitivement mise en liquidation.

En 1848, en raison des perturbations causées par l'abolition de l'esclavage, le gouvernement local créa une banque de prêts sur marchandises. Cette banque fut autorisée à

(1) Faisons ici la même remarque qu'à propos de l'île Bourbon : les « bons de caisse » sont de véritables billets de banque.

émettre des « Bons de prêts », de 5 francs à 1000 francs chacun, ayant cours forcé, pour une somme totale de 2 millions de francs.

Cependant chaque année, dans une certaine proportion, le remboursement de ces bons devait être opéré jusqu'à leur extinction, à partir de la deuxième année du fonctionnement de la banque.

Des émissions successives eurent lieu jusqu'au 5 mars 1853, date à laquelle un arrêté vint prescrire la liquidation de la banque de prêts. Cette liquidation était provoquée par l'organisation des banques coloniales actuelles.

Toutefois, un arrêté du 10 août 1853 maintint dans la circulation, jusqu'à nouvel ordre, les bons de 5 francs et de 10 francs qui étaient indispensables aux transactions courantes. En fait, à cette époque, il en restait pour 105.395 francs. Ils circulèrent encore jusqu'en 1857.

III. — *Martinique.*

Comme la Guadeloupe, la Martinique eut, au point de vue monétaire, à souffrir de l'abolition de l'esclavage.

Le 21 août 1848, un arrêté local du commissaire général de la République porta création d'un papier-monnaie spécial :

« Considérant, dit-il, que le numéraire est insuffisant pour assurer le payement de toutes les dépenses publiques au delà du mois de décembre prochain, arrêtons :

Art. I. — L'Administration est autorisée à émettre un

papier-monnaie sous le titre *Bons de Caisse* pour une somme de 1.500.000 francs.

Art. II. — La valeur de ces bons sera représentée par une somme égale en traites du caissier central du trésor public à 20 jours de vue, et en traites du trésorier de la colonie à 30 jours pour avances au service marine, dont le dépôt sera fait dans la caisse à 3 clefs, sous scellés, en présence de l'ordonnateur, du contrôleur colonial et du trésorier. Il ne pourra être disposé de ces traites qu'au moyen du retrait de la circulation d'une somme égale en bons de caisse.

Art. III. — Les bons de caisse auront cours forcé dans toute l'étendue de la colonie à compter du premier septembre prochain ; ils seront reçus en paiement par le trésorier, par les receveurs des administrations financières, et généralement par tous les comptables de la colonie, quel que soit le service duquel ils relèvent. »

Ainsi le gage était constitué par les traites envoyées par le gouvernement métropolitain pour le paiement des dépenses à sa charge.

Ces traites, qui habituellement étaient négociées par le trésorier de la colonie, n'avaient pu trouver preneur, d'où la détresse des caisses publiques.

Mais la vie commerciale reparaissant et les négociants sollicitant ces traites pour effectuer leurs remises en France, le trésorier colonial les fit sortir de la caisse en les remplaçant scrupuleusement par le numéraire versé en échange (1).

(1) Arrêtés des 6 décembre 1848, 30 décembre 1848, 24 janvier 1849, 21 février 1849, 1^{er} mars 1849.

De la sorte, les bons de caisse se trouvèrent peu à peu gagés par du numéraire métallique, et quand le gouverneur décida le remboursement du papier-monnaie émis, il put en réaliser facilement le retrait pour la majeure partie, le reste étant échangeable contre des « bons » de la banque de prêts.

Cette opération s'effectua par deux arrêtés en date du 2 avril 1849. Le premier prescrivant le retrait des bons de caisse s'exprime en ces termes : « Considérant que les traites du trésor affectées à la garantie du papier-monnaie ont été successivement négociées, et qu'au fur et à mesure des négociations cette garantie a été constituée dans les caisses en valeurs métalliques :

Art. I. — Les porteurs des bons de caisse créés par l'arrêté du 21 août 1848 et dont les émissions ont été autorisées en vertu des décisions des 1^{er} et 17 septembre et 30 octobre suivants, sont invités à se présenter au Trésor, à Fort-de-France et à Saint-Pierre, pour les échanger soit contre du numéraire, soit contre des bons de la banque de prêts créés par arrêté de ce jour. »

Le second a pour objet la réorganisation de la banque de prêts créée le 21 octobre 1848. Il lui concède le droit d'émettre des bons.

« Considérant, dit ce second arrêté, que la banque de prêts a été principalement instituée pour venir en aide à l'agriculture dans un moment de crise :

Art. I. — Les emprunts sur connaissements de sucres chargés ne pourront avoir lieu lorsque le cours de cette

denrée sera supérieur à 18 fr. Ces emprunts, ainsi que ceux sur dépôt des marchandises de toute sorte, seront effectués en bons de la banque coloniale de prêts qui seront émis par le trésorier de la colonie, sous la signature de l'ordonnateur et sous celle du contrôleur colonial, et jusqu'à concurrence de un million.

La première émission sera de 300 000 francs. L'importance de celles à venir sera déterminée par le Gouverneur en raison des besoins de la banque.

Art. V. — Sera appliquée au service de la banque de prêts la quatrième émission des bons de caisse créés par l'arrêté du 21 août et s'élevant à 300 000 francs, dans l'ordre et la division tracés par l'arrêté du 25 novembre suivant. Elle formera la première émission des bons de la banque de prêts.

Art. VII. — Les bons de la banque de prêts auront cours forcé dans toute l'étendue de la colonie. Ils seront reçus et donnés en paiement par le Trésorier, par les Receveurs des administrations financières, et généralement par tous les comptables de la colonie, quel que soit le service duquel ils relèvent.

Art. IV. — Les bons de la banque de prêts sont garantis par la valeur des marchandises de toute nature déposées dans les magasins du gouvernement, et par les matières d'or et d'argent existant en dépôt au Trésor colonial. »

En 1853, et en raison de la création des banques coloniales, la banque de prêts fut liquidée ; le remboursement des bons fut ordonné le 7 octobre 1854.

Ceux-ci furent d'ailleurs remplacés immédiatement par d'autres titres :

Le 15 juillet le Gouverneur prescrivait l'émission de « billets de caisse » pour une valeur de 2400 doublons (1) :

« Considérant la souffrance de plus en plus vive qu'éprouve le petit commerce par suite de la rareté des fractions monétaires, circonstance qui arrête et paralyse toutes les transactions ;

« Considérant les difficultés presque insurmontables que rencontrent les propriétaires pour le paiement des salaires des cultivateurs ;

« Considérant que la surhausse dont jouit l'or étranger a pour conséquence de faire rechercher, absorber et exporter la monnaie française au fur et à mesure que le gouvernement la met en circulation, et qu'ainsi, tant que le pair n'existera pas entre les diverses monnaies ayant cours légal, la monnaie française, qui a relativement une valeur intrinsèque supérieure, ne pourra, quoi que l'on fasse, être maintenue dans la circulation ;

« Considérant la rareté des subdivisions du doublon et l'impossibilité d'y suppléer par la monnaie française :

Art. I. — Il sera émis par le trésorier des billets de caisse pour une valeur de 2.400 doublons, soit 207.360 francs au cours actuel.

La représentation métallique de cette valeur sera faite par le versement d'un dépôt de 2.400 doublons dans la caisse à trois clefs.

(1) Le doublon valait 86 fr. 40. .

Art. II. — Les billets de caisse seront divisés en coupures de un seizième et de un soixante-quatrième de doublon.

Ils seront reçus et donnés dans toutes les caisses publiques au même titre que les doublons qu'ils représentent. »

On le voit, ces billets étaient gagés d'une manière absolument complète au moyen du dépôt, dans une caisse spéciale, de valeurs métalliques équivalentes au montant du papier émis.

Par suite, pendant tout le temps que ce papier a circulé, nous ne rencontrons aucune diminution de valeur, aucune dépréciation.

La première émission fut de 2.400 doublons. Le 7 septembre 1854 il y en eut une seconde de 4.800 doublons, et le 12 octobre une troisième de 750 doublons.

Cette circulation prit fin en 1856. Le retrait de ce papier fut rendu nécessaire par la mise en vigueur du décret du 23 avril 1855, aux termes duquel le cours légal des monnaies étrangères devait cesser dans nos colonies des Antilles.

Les caisses publiques ne purent donc conserver des doublons démonétisés : les billets, qui en étaient la représentation fractionnée, durent disparaître.

IV. — *Guyane.*

A la Guyane nous trouvons également, pendant cette période, une circulation de Bons de caisse, mais le motif de leur émission est tout à fait spécial.

Dans cette colonie la computation monétaire de la métro-

pole fut mise en vigueur par arrêté local du 2 février 1820.

La monnaie de billon formait la circulation commune et journalière ; on y trouvait surtout des petites pièces nommées « sous marqués ».

En 1825, le gouvernement de Charles X ordonna la fabrication de 15.000 francs en pièces de 0 fr. 40 et de 15.000 francs en pièces de 0 fr. 05 pour être transportées à Cayenne. Il y eut ensuite, de 1827 à 1830, plusieurs autres envois.

Mais le public ne put s'habituer à l'usage de ces pièces de bronze. Il trouvait qu'elles étaient incommodes en raison de leur volume et de leur poids.

Aussi, par décrets coloniaux, dont le premier en date du 6 juillet 1834, cette monnaie a été retirée de la circulation et remplacée par des Bons de caisse.

Il ne s'agit donc là que d'une simple substitution d'une monnaie commode à une monnaie incommode (1), et c'est probablement ce qui explique pourquoi ces bons de caisse n'ont pas eu cours forcé (2).

Dans la suite d'autres émissions eurent lieu avec garantie soit de quadruples de 88 fr. (en 1839) (3), soit de pièces de 5 francs et de pièces de 0 fr. 40 (en 1844).

Depuis, ces bons de caisse qui n'ont jamais eu cours

(1) Toutefois, ce qui est assez curieux, alors que ces pièces de 0 fr. 05 et 0 fr. 40 étaient mises en réserve comme contre valeur des bons de caisse, les moindres coupures de ces bons étaient de 25 fr.

(2) Article 6 du décret colonial du 6 juillet 1834 : « Les bons du Trésor auront cours non forcé dans la colonie de la Guyane française.

(3) Les monnaies étrangères ont cessé d'avoir cours légal à la Guyane à partir de 1844.

forcé ont été remboursés, et les paiements en monnaie nationale ont été repris.

§ II. — PAPIER-MONNAIE ÉMIS PAR LE GOUVERNEMENT
MÉTROPOLITAIN

Le 3 mai 1854 était promulgué le sénatus-consulte qui modifiait le régime législatif des colonies en faisant passer des autorités locales au gouvernement métropolitain le droit de légiférer pour nos possessions.

Par application de ces dispositions, les mesures relatives au système monétaire vont désormais être l'œuvre du pouvoir exécutif central, soit par décrets rendus en la forme des règlements d'administration publique, c'est-à-dire le Conseil d'Etat entendu, pour les Antilles et la Réunion (art. 6 § 10), soit par décrets simples pour les autres colonies.

Sans doute pendant cette seconde période des banques plus puissantes que les précédentes sont en activité.

Ce sont les banques actuelles qui trouvèrent leur origine dans les mesures prises après l'abolition de l'esclavage.

En 1848, pour indemniser les planteurs, le Gouvernement leur alloua une certaine somme par tête d'esclave (1).

L'indemnité accordée aux colons fut fixée ainsi qu'il suit :

1° Une rente de 6 millions 5 % inscrite au Grand Livre de la dette publique.

(1) A la Martinique, 430 fr., à la Guadeloupe, 470 fr., à la Guyane, 618 fr., à La Réunion, 705 fr. — Jules Duval, *op. cit.*, page 172.

2° Une somme de 6 millions payable en numéraire.

Sur la rente de 6 millions le huitième de la portion afférente aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de La Réunion fut prélevé pour servir à l'établissement d'une banque de prêts et d'escompte dans chacune de ces colonies (1).

La loi de 1851 élaborait les statuts de ces banques dont les privilèges furent prorogés en 1874 et en 1901 (2).

La faculté exclusive d'émettre des billets au porteur en coupures de 500 fr., 100 fr., 25 fr. (loi de 1851) et de 5 fr. (loi de 1874) leur fut reconnue (3).

Grâce à ces billets, la circulation a été assurée dans nos vieilles colonies aux époques où, au point de vue économique, la production et le commerce n'ont rien présenté d'anormal. Mais il en a été différemment aux périodes de crises.

Bien qu'organisées plus fortement que les divers établissements créés de 1815 à 1852, les nouvelles banques coloniales n'auraient pas toujours pu, à ces moments, surmonter par leurs seules ressources toutes les difficultés de la circulation monétaire.

(1) Loi des 19 janvier, 23 et 30 avril 1849.

(2) La loi sur les banques coloniales (25 avril, 26 juin et 11 juillet 1851) créait le privilège pour 20 ans. Successivement intervinrent le décret du 11 septembre 1871 portant prorogation du privilège pour 2 ans, celui du 8 août 1873, portant également prorogation pour 2 ans. La loi du 24 juin 1874 prorogea pour 20 ans. A partir du 10 juillet 1894 des décrets renouvelèrent d'année en année le privilège et enfin la loi du 13 décembre 1901 prorogea le privilège pour 10 ans à partir du 1^{er} janvier 1902.

(3) Le montant des billets des banques coloniales ne peut en aucun cas dépasser le triple de l'encaisse métallique. Cette encaisse doit être exclusivement composée de monnaies françaises.

Le Gouvernement devenu le législateur colonial s'est donc trouvé plusieurs fois dans la nécessité de créer un autre instrument d'échange. Il le fit en reprenant les moyens adoptés précédemment et en autorisant l'émission de Bons de Caisse.

Décret du 23 avril 1855, aux Antilles.

Le décret du 23 avril 1855 fut le premier qui rétablit les bons de caisse ; il s'appliqua et à la Martinique et à la Guadeloupe. L'objet principal de ce décret n'était pas la création de papier-monnaie ; ainsi que nous l'avons dit, il ordonnait la démonétisation de toutes les espèces étrangères admises à circuler jusque-là aux Antilles, mais pour parer à la crise monétaire momentanée que l'adoption de cette mesure faisait prévoir, le Gouvernement décida par le même acte la mise en circulation provisoire de bons de caisse :

« Vu l'article 6, § 10, du Sénatus-consulte du 3 mai 1854 sur la constitution des colonies...

Art. I. — Dans un délai de 6 mois, à partir de la publication du présent décret à la Martinique et à la Guadeloupe, les monnaies étrangères mentionnées dans l'ordonnance royale du 30 août 1826 cesseront d'avoir cours légal dans les deux colonies, et ne seront reçues dans les paiements entre particuliers que comme valeurs conventionnelles.

Les dites monnaies cesseront à partir de la même époque

d'être données et reçues en paiement par les caisses publiques.

Art. II. — Les Gouverneurs de la Martinique et de la Guadeloupe sont autorisés à mettre en circulation dans les deux colonies des bons de caisse qui seront représentés par des monnaies nationales mises en réserve dans la caisse coloniale pour une somme égale aux émissions de papier.

Le remboursement de ces bons de caisse, quelle que soit l'époque de leur émission successive, aura lieu à l'expiration d'un délai de trois ans, à partir de la promulgation du présent décret dans les deux colonies. Ils ne pourront, dans l'intervalle, être présentés au remboursement.

Les bons de caisse auront cours forcé dans les paiements faits entre particuliers et dans ceux des caisses publiques.

Art. III. — Les bons de caisse seront établis sur papier fabriqué spécialement pour cet usage ; les coupures en seront fractionnées suivant les besoins de la circulation, et conformément aux divisions de la monnaie nationale, depuis 0 fr. 50 jusqu'à 10 francs.

Art. IV. — Les banques coloniales sont autorisées à comprendre les bons de caisse dans la composition de l'encaisse métallique, dont le minimum obligatoire est établi par l'article 5 de la loi du 11 juillet 1851. »

On voit apparaître ici les caractères très spéciaux du Bon de Caisse : bien que le cours en soit forcé, il existe une encaisse métallique destinée à en assurer le remboursement à l'expiration du délai fixé pour la circulation.

Pendant cette circulation, l'encaisse n'est donc, pour les

habitants, qu'une sorte de garantie morale destinée à éviter la dépréciation du titre.

La durée de la circulation des bons de caisse fut successivement prorogée. D'abord le décret du 3 mars 1858 fixa au 31 mai 1863 (au lieu du 31 mai 1858) la date du remboursement; puis celui du 2 juin 1863 accorda un autre délai de 5 ans. Ce nouveau décret décida que les bons de caisse émis dans chacune des deux colonies, Guadeloupe et Martinique, ne pourraient excéder, jusqu'au 31 mai 1864, la somme de 1.500.000 francs, et qu'à partir de cette date, et successivement d'année en année, le montant en serait réduit de un cinquième par voie de remboursement, de manière à compléter le retrait intégral des bons le 31 mai 1868.

Conformément à ces dispositions, le remboursement des bons émis s'accomplit lors de leur présentation aux caisses publiques et prit fin en 1868 (1).

Décret du 2 mai 1879 à la Réunion:

Avant 1879, les espèces étrangères étaient admises à circuler à la Réunion comme monnaie légale. Jusqu'à cette époque cette monnaie, jointe aux billets émis par la banque coloniale, suffit à assurer la circulation (2).

(1) Arrêté du 14 mai 1868, Martinique; Arrêté du 27 juillet 1868, Guadeloupe.

(2) Sauf réserve des expédients signalés plus haut: Emploi de billets particuliers et introduction des pièces autrichiennes dites « zwanziger ».

Mais, en 1879, le Gouvernement décida d'introduire dans cette colonie la computation monétaire française déjà en vigueur dans nos autres établissements. Dans ces conditions il estima que, pour éviter une crise possible, la faculté de créer des bons de caisse devait être reconnue à la colonie.

Mais alors que les bons de caisse émis en 1855 aux Antilles n'avaient été qu'un expédient temporaire, le décret du 2 mai 1879 en fit à la Réunion une mesure permanente.

Voici le texte de ce décret qui est toujours en vigueur :

« Le Président de la République française,

« Vu l'article 6, § 10, du Sénatus-consulte du 3 mai 1854, qui règle la constitution des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion ;

« Sur le rapport du Ministre de la Marine et des colonies et du Ministre des Finances,

« Le Conseil d'Etat entendu,

Décrète :

Art. I. — Est autorisée la mise en circulation, à la Réunion, de bons de caisse qui seront en tout temps représentés par des monnaies d'or, des pièces de 5 francs ou des monnaies divisionnaires d'argent nationales mises spécialement en réserve à cet effet dans la caisse du trésorier payeur de la colonie pour une somme égale aux émissions de papier.

Art. II. — Le montant des émissions, le chiffre des

coupures et les conditions de la fabrication des bons de caisse seront déterminés par arrêté du gouverneur.

Art. III. — Les bons de caisse auront cours forcé dans la colonie pour tous les paiements.

Art. IV. — La Banque privilégiée de la Réunion est autorisée à comprendre les bons de caisse dans son encaisse métallique obligatoire, tel qu'il est déterminé par l'art. IV de la loi du 24 juin 1874.

Art. V. — Par dérogation à l'article 5 de la loi du 14 juillet 1866, les pièces d'argent nationales de 2 fr., 1 fr. et 0 fr.50 auront cours légal entre particuliers et dans les paiements effectués par les caisses publiques sans limitation de quantité. »

Les bons de caisse ne furent pas créés immédiatement mais on était armé contre les événements qui pouvaient se produire à la suite du changement de régime monétaire.

On avait, en effet, à redouter qu'en modifiant la nature de l'encaisse métallique de la Banque de la Réunion, encaisse composée jusqu'alors de monnaies étrangères à cours surhaussés, par cela même inexportables, on n'exposât cette encaisse à être continuellement menacée.

Le Gouvernement, intervenant directement pour éviter ce danger, eut tout d'abord recours à un expédient tendant à faire baisser et à maintenir le change à un taux rendant inutile l'exportation du numéraire.

Cette intervention des pouvoirs publics, que nous signalons seulement en passant, donna lieu à de violentes récri-

minations de la part des négociants et à une protestation de la Chambre de Commerce.

Voici en quoi elle consistait :

Il était d'un grand intérêt pour le Gouvernement que dans l'opération du retrait des pièces anciennes la colonie ne souffrît pas d'une pénurie de numéraire qui aurait provoqué de violents mécontentements. Pour la réussite de l'opération il fallait empêcher que l'argent français importé en remplacement des vieilles monnaies retirées ne sortît du pays par l'exportation, au moins momentanément. Un moyen s'offrait pour arriver à ce résultat : c'était d'abaisser le prix des lettres de change. C'est ce que fit le Gouvernement par la combinaison suivante :

Une provision de 1 million de francs fut constituée à Paris, en doublons espagnols démonétisés, aux frais, risques et périls de l'Etat, en faveur de la Banque de la Réunion. Par contre, la banque s'engageait à fournir dans la colonie pour 1 million de ses traites à 90 jours de vue sur Paris. Ces traites devaient être distribuées au public par la Banque elle-même agissant pour le compte du Gouvernement, sous le contrôle d'un délégué du ministre, au taux de 10^o/_o, prime fixée et imposée par lui. (Le change était alors monté à 16^o/_o).

Ajoutons que l'administration compléta son opération en rendant immédiatement à la circulation, sous forme de prêts à certains établissements de crédit, les 1.100.000 francs de billets de banque qui avaient servi à acheter les traites délivrées.

Par l'effet de cette manœuvre de durée limitée et grâce aussi à la situation commerciale alors assez favorable, le numéraire ne fit pas trop défaut, mais l'éventualité contre laquelle on s'était mis en garde, en créant la faculté d'émettre des bons de caisse, se produisit peu après.

En 1883, en effet, la colonie eut à régler d'importantes dettes extérieures; le commerce local dut exporter des sommes considérables.

Du mois de juin 1884 à celui de septembre, le change s'était élevé de 3 1/2 0/0 à 17 0/0; la monnaie française, redevenue plus que jamais un objet de commerce, était activement recherchée pour servir de remise. Elle obtenait une prime de 10 à 12 0/0, et chaque courrier partant pour l'Europe en emportait des sommes importantes.

Un arrêté pris par le gouverneur le 4 juin 1884 et visant le décret du 2 mai 1879 décida une première émission de 500.000 francs de bons de caisse en coupures de 1, 3, 30 et 100 francs.

Des émissions nouvelles suivirent et le taux des coupures s'abaissa jusqu'à 1 fr. et 0 fr. 50 (1).

En 1897, une modification fut apportée dans la forme matérielle de ces bons.

Des jetons de nickel de 1 fr. et 0 fr. 50 furent fabriqués à la monnaie de Paris pour être substitués aux bons de caisse en papier.

L'arrêté local du 14 janvier 1897 régla l'émission

(1) Signalons la délivrance à la banque de 2 bons autographes de 50 000 francs chacun contre remise de pièces de 5 francs.

et la mise en circulation de ces jetons de nickel (il a été fabriqué 500.000 pièces de 1 fr. et 1.000.000 de pièces de 0 fr. 50) destinées à remplacer les bons en papier de 0 fr. 50, 1 fr. et 2 fr. Leur substitution complète à ces dernières coupures fut accomplie le 25 avril 1899 (1). A partir de cette date celles-ci n'eurent plus cours légal.

En décembre 1907 la banque possédait dans son encaisse 85.000 fr. en jetons de nickel, et le Trésor 428.000 fr., le reste étant en circulation.

Quant aux coupures plus fortes, elles sont toujours admises à circuler sous forme de bons en papier, et en cas de besoin le Gouvernement pourrait faire répandre celles qui se trouvent dans les caisses du trésorier ou en émettre d'autres, aucune limite n'étant assignée à cette circulation, pourvu que les prescriptions concernant leur remplacement par égale somme en numéraire soient observées.

Décret du 18 août 1884 aux Antilles.

La mesure permanente prise à la Réunion par le décret du 2 mai 1879 fut étendue à la Martinique et à la Guadeloupe, lors de la crise sucrière de 1884, par le décret du 18 août de cette dernière année.

« A la suite de la crise sucrière qui pèse depuis plusieurs années sur le marché de la métropole, dit M. Dislère, et

(1) Décret retirant de la circulation les bons de caisse en papier, du 27 mars 1898, promulgué par arrêté local du 25 avril 1898. Un délai d'un an était accordé pour effectuer la substitution.

qui se fait sentir d'une manière plus sensible encore dans ses colonies, il a fallu, dans l'intérêt surtout des banques, pourvoir aux moyens d'éviter une exportation trop grande de numéraire. En effet, quand la récolte est bonne et que les prix sont rémunérateurs, la balance commerciale est plutôt en faveur dans la colonie, et celle-ci arrive facilement à payer les dettes qu'elle a contractées en France et à l'étranger.

« Lorsque, au contraire, la récolte est mauvaise, ou que les prix sont avilis, le consommateur créole n'a plus le moyen de désintéresser ses créanciers par les denrées qu'il exporte. Il est obligé, pour faire face à ses obligations, d'expédier les monnaies qui se trouvent en circulation dans la colonie et de présenter à l'encaissement des banques locales les billets qu'il possède, en vue de recevoir en échange du numéraire exportable.

« Le numéraire et l'encaisse métallique des banques sont menacés d'exportation, et les banques pourraient se trouver obligées d'arrêter leurs opérations. Le Trésor en éprouverait tout le premier un sérieux préjudice, puisqu'il possède dans ses coffres des sommes importantes en billets qu'il ne pourrait plus présenter à l'encaissement.

« C'est pour parer aux inconvénients de cette situation que le Gouvernement a été amené à autoriser, par un décret du 18 août 1884, une nouvelle émission de Bons de caisse dans les colonies de la Martinique et de la Guadeloupe (1). »

(1) Dislère, *Traité de législation coloniale*, tome I, page 949.

Voici le texte de ce décret :

« Le Président de la République Française,

« Sur le rapport du Ministre de la Marine et des Colonies
et du Ministre des Finances,

« Vu l'article 6, paragraphe 10, du Sénatus-consulte du 3
mai 1854 qui règle la constitution des colonies de la Mar-
tinique, de la Guadeloupe et de la Réunion ;

« Vu le décret du 23 avril 1855 relatif au régime moné-
taire de la Martinique et de la Guadeloupe ;

« Vu le décret du 2 mai 1879, qui a autorisé la mise en
circulation des bons de caisse de la Réunion ;

« Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

Art. I. — Est autorisée la mise en circulation à la Mar-
tinique et à la Guadeloupe de bons de caisse qui seront, en
tout temps, représentés par des monnaies d'or, des pièces
de 5 francs ou des monnaies divisionnaires d'argent natio-
nales, mises spécialement en réserve à cet effet dans la
caisse du trésorier payeur de la colonie pour une somme
égale aux émissions de papier.

Art. II. — Le montant des émissions, le chiffre des cou-
pures et les conditions de la fabrication des bons de caisse
seront déterminés par arrêtés du Gouverneur.

Art. III. — Les bons de caisse auront cours forcé dans la
colonie pour tous les paiements.

Art. IV. — Les banques privilégiées de la Martinique
et de la Guadeloupe sont autorisées à comprendre les
bons de caisse dans leur encaisse métallique, tel qu'il est

déterminé par l'article 4 de la loi du 24 juin 1874. »

Conformément à ces dispositions, les Gouverneurs de chaque colonie ordonnèrent l'émission, à des dates diverses et suivant les circonstances, d'une certaine quantité de Bons de Caisse.

A la Martinique ces bons ont circulé dans les conditions prescrites sans qu'aucune particularité intéressante soit à signaler.

A partir de 1896 s'est effectuée la transformation des bons de caisse en jetons de nickel. Un arrêté local du 19 décembre 1896 (1) autorisa le remplacement des bons de caisse en papier par des jetons en nickel jusqu'à concurrence de 600 000 francs (300 000 francs en pièces de 1 fr. et 300 000 francs en pièces de 0 fr. 50).

Un décret du 31 décembre 1899 donna un délai d'un an pour présenter à l'échange les bons de caisse en papier de 1 fr. et 2 fr. ; après ce temps, ils n'avaient plus cours légal.

Les coupures plus fortes sont restées en papier. Sur les 600 000 francs de jetons de nickel, la Banque de la Martinique possédait à la fin de 1907 environ 120 000 francs et le trésorier de la colonie 3 000 francs. La Banque avait en outre dans ses caisses pour 525 000 francs en bons de 10 fr. et 57 000 francs en bons de 5 francs.

(1) « Cette émission comprendra 300 000 francs en bons de caisse de 1 fr. et 300 000 francs en bons de caisse de 0 fr. 50. Elle aura lieu en remplacement de bons de caisse en papier de 1 fr., 2 fr. et au besoin de 5 francs et de 10 francs. » (Arrêté du 19 décembre 1896).

La circulation des bons de caisse à la Guadeloupe a fait naître, contrairement à ce qui s'est passé à la Martinique, un certain nombre d'incidents intéressants dont l'examen permet de préciser avec netteté les caractères juridiques des Bons de Caisse et l'utilité de leur présence, notamment pour les Banques.

Tout d'abord une particularité est à signaler ici.

Alors que les autres banques coloniales s'approvisionnent de bons de caisse en les prenant à la circulation, la Banque de la Guadeloupe demanda, en 1895, qu'une certaine quantité de bons fussent émis à son profit.

Une dépêche ministérielle adressée au Gouverneur de la Guadeloupe, à la date du 21 mai 1895, fit droit à cette demande dans les termes suivants :

« Monsieur le Gouverneur. Par une lettre du 26 mars dernier, vous m'avez soumis, en l'appuyant d'un avis favorable, un vœu émis par le Conseil d'Administration de la Banque en vue d'obtenir l'émission à son profit d'un million de bons de caisse en coupures de 5 fr., 2 fr. et 1 fr. Dans votre pensée, comme dans celle de l'Administration de la Banque, ces bons, qui seraient remis à la Banque en échange de pareille somme en numéraire, seraient destinés à empêcher l'exportation des monnaies que l'établissement détient en ce moment.

« J'ai l'honneur de vous faire connaître que l'objet du décret du 18 août 1884 qui a autorisé la création de bons de cette nature aux Antilles est beaucoup moins de protéger l'encaisse métallique des banques que d'éviter que les habitants

de ces îles soient, à certains moments, complètement privés de la monnaie nécessaire aux menues dépenses de la vie de chaque jour.

« Je reconnais qu'en l'état actuel il peut être utile de recourir aux bons de caisse pour mettre la population à l'abri des inconvénients qui résulteraient de l'exportation en trop grande quantité des monnaies qui lui sont nécessaires. Mais il importe que les émissions soient maintenues dans de sages limites de manière à ne pas amener la dépréciation des bons de caisse et par contre coup des billets de la Banque elle-même.

« Je pense qu'un million de francs doit être largement suffisant pour assurer les besoins de la colonie ; encore faut-il que cette somme ne soit pas mise subitement en circulation.

« Il conviendrait donc de procéder de la manière suivante :

« Il faudrait faire procéder à l'impression de petites coupures (2 fr., 1 fr. et 0 fr. 50) ; la coupure de 5 fr. paraît inutile puisqu'il existe déjà des billets de banque de cette valeur.

« J'appelle toute votre attention sur le soin à apporter à cette fabrication. Il est indispensable que les formules soient imprimées sur du papier résistant, susceptible de circuler assez longtemps entre les mains du public sans se détériorer, et présentant toutes les garanties désirables pour prévenir les contrefaçons.

« Les bons ne devront d'ailleurs être signés et remis à la Banque que par lots de 200.000 francs au plus au fur et à

mesure que l'établissement aura été amené à les donner au public en échange de ses propres billets. »

En conséquence, le 20 juin 1895, un arrêté local autorisa l'émission de 1 million de francs de bons de caisse (1), ceux-ci devant être remis à la banque coloniale, par fractions, suivant les prescriptions de la dépêche ministérielle qui vient d'être citée.

En 1897, la Guadeloupe eut à subir une crise intense. La production et le prix du sucre diminuent en même temps, sans que le chiffre des importations diminuât proportionnellement. Tous ceux qui ont des paiements à faire au dehors recherchent à tous prix des valeurs exportables. Le change s'élève alors jusqu'à 30 et 35 %.

En présence d'un tel besoin de tout ce qui pouvait servir à effectuer des remises à l'extérieur, le numéraire en circulation dans la colonie ne pouvait résister à un drainage complet.

A ce point de vue, la revue commerciale, maritime et financière publiée par le journal « Le Courrier de la Guadeloupe » nous donne les renseignements suivants :

« La Banque a émis, le 26 courant, 400 000 francs de traites à 15 % (Ce chiffre représente environ 8 à 9 % des demandes).

(1) Il s'agit ici de bons de caisse *en papier*, car la transformation en jetons de nickel ne se fera à la Guadeloupe qu'en 1903.

Le million comprenait :

200.000 francs en bons de 2 francs			
400.000	—	—	1 —
400.000	—	—	0 fr. 50

« Les quelques rares traites du commerce ont de suite trouvé preneurs jusqu'à 30 %.

« Mandats-poste sur France : 35 %. Tirage limité.

« Traités avec connaissance à l'appui sur France, à 90 jours, négociées par la Banque : 13 %.

« Billets de la Banque de France : Manquent.

Or français.	} Manquent » (1).
— américain.	
— anglais.	
Doublons espagnols. .	
Monnaie française . .	

D'autre part, les détenteurs de billets de la Banque de la Guadeloupe vont assaillir ses guichets pour obtenir de l'or ou de l'argent ; si donc la Banque n'avait pas été armée pour se défendre, toute son encaisse aurait disparu.

Le directeur de la banque de la Guadeloupe, pour sauvegarder l'encaisse, demande alors au Gouverneur, d'accord avec le Conseil d'Administration, une augmentation de bons de caisse et le cours forcé des billets.

Le Gouverneur, qui accusait la Banque (2) d'avoir

(1) Revue du 16 au 29 mars 1897.

(2) « D'où vient donc la grande disproportion entre le taux du change à la Martinique (10 %) et son cours chez nous (34 %) ? Cela tient à ce que la Banque de la Martinique est sagement intervenue pour conserver un change modéré, tandis que la nôtre met son influence et ses capitaux en mouvement pour provoquer la hausse.... C'est la Banque qui, en acceptant les traites des usines et en se substituant aux producteurs pour leur négociation, a amené ce résultat.

Elle a décrété qu'à partir de tel jour et pendant un temps donné le change serait à 34 %, bien qu'il soit de l'essence du change

favorisé l'élévation du change, non seulement ne veut pas admettre ces mesures, mais le 8 avril 1897, il informe le Directeur de la Banque que le Ministre des Colonies, avisé télégraphiquement d'une nouvelle élévation de la prime des traites vendues par son établissement, lui prescrit de ne plus remettre de Bons de Caisse à la Banque (1), et prévient qu'il est résolu :

1° A provoquer un décret, si cela est nécessaire, destiné à limiter le pouvoir libératoire des Bons de caisse ;

2° A interdire toute distribution de dividende tant que la banque n'aura pas repris tous ses paiements en espèces.

M. Sévène, inspecteur de la Banque de France, fut chargé par le Gouvernement d'étudier l'origine de la crise et les remèdes à y apporter. Son rapport, du 20 septembre 1897, déchargeait la banque sur beaucoup de points.

Il montrait que tous les torts n'étaient pas de son côté, qu'il s'était produit un fait économique contre lequel elle avait été impuissante, et qu'il n'y avait peut-être lieu que de l'accuser d'imprévoyance.

Il expose ainsi d'une manière très claire l'évolution de la crise :

« Pendant les années 1892, 1893, 1894 les importations

d'être variable et de subir des fluctuations incessantes. Si elle l'avait fixé à 60 0/0, il serait à ce taux, parce que, profitant de sa situation de seul établissement de crédit et de banque privilégiée, elle règle le change au lieu de se borner à l'enregistrer. »

(Discours du Gouverneur à l'ouverture de la session extraordinaire du Conseil Général, le 14 mai 1897), Bull. off. Guadeloupe, p. 230.

(1) C'est-à-dire le reliquat du million dont il est parlé plus haut.

et les exportations, celles-ci légèrement supérieures, varient entre 20 et 28 millions. Le change est à son minimum, soit 2 1/2 0/0, prime qui correspond aux frais de transport des espèces. La banque tire sur Paris à guichets ouverts. Ces années peuvent être considérées pour la Guadeloupe comme des années normales.

« Survient la désastreuse campagne de 1894-1895, où la récolte diminue d'un quart, pendant que le prix du sucre s'abaisse à 26 francs. En 1895, les exportations tombent à 12 millions.

« Le change prend aussitôt une marche ascendante, dans les six premiers mois de 2 1/2 à 3, puis à 5, puis à 7 0/0, allure parfaite dont l'effet salulaire s'aperçoit en fin d'année, les importations se modèrent à 15 millions. Néanmoins le marché reste en déficit et les besoins de remises vont être grands en 1896. Le change devrait donc continuer son œuvre.

« La banque, après avoir limité, puis suspendu ses tirages, les reprend au début de l'année, et, sans considérer que dans l'intervalle les cours sont montés d'eux-mêmes à 10, 11 et 12 0/0, elle tire à guichets ouverts au taux de 7 0/0, imposant à la place un cours déprimé.

« Le commerce qui n'est plus tenu en éveil développe de nouveau ses affaires : à défaut de moyens de remise, il use largement du crédit qu'il trouve en France et en Amérique, et ramène ses importations à 21 millions, chiffre des années prospères.

« La récolte sur laquelle chacun fondait ses espérances

donne de médiocres résultats ; les exportations ne dépassant pas 18 millions, et l'année 1896 qui, malgré ce contre temps, aurait été réparatrice si les importations s'en fussent tenues à leur sagesse de l'année précédente, se clôt avec un nouveau déficit de 3 millions.

« En vain la banque a porté tardivement le change à 10 0/0 ; elle est obligée de limiter son émission ; en décembre, elle ferme ses guichets.

« La crise va entrer dans sa période aiguë.

« Au début de l'année 1897, la banque fixe la prime à 15 0/0, mais des tirages limités ne satisfont pas aux demandes, car les dettes arriérées sont énormes et les créanciers de l'extérieur se sont inquiétés ; quelques-uns refusent de livrer des marchandises. La nouvelle s'affirme que la récolte ne donne pas les rendements attendus et que les moyens de remise vont manquer. Le marché s'exaspère et la spéculation vient jeter sur la place un certain désarroi.

« C'est alors que la Banque porte subitement la prime de 15 à 30 0/0. Elle tire à guichets ouverts, mais les provisions s'épuisent en quelques mois. Dès le 1^{er} septembre, elle arrête définitivement ses tirages. Aujourd'hui il n'y a plus de moyens de remise sur place. Les traites de M. de Saint-Alary sont retenues pour le courrier du 1^{er} octobre au taux de 35 0/0, et la société d'assurances « L'Équitable » réclame à ceux qui versent, dans la colonie, des sommes payables en Amérique, une prime « provisionnelle » de 49 0/0. »

Profitant d'une hausse sur les sucres, la banque ramena peu à peu le change à des taux moins élevés et la remise

des bons de caisse lui fut continuée. C'est grâce à eux qu'elle put traverser les difficultés du moment.

Avec 250.000 francs de bons de caisse elle tint tête à une circulation de 7 millions de billets.

En 1900 une nouvelle crise se déclara où le même procédé lui rendit les mêmes services.

Mais si cette solution était à l'avantage de la banque locale qui, ayant obtenu à son profit l'émission de bons de caisse, s'en servait pour le remboursement de ses billets, remplaçant ainsi une monnaie fiduciaire par une autre, elle allait à l'encontre des exigences des porteurs.

En effet, ceux qui venaient ainsi demander à la banque le remboursement des billets émis par elle voulaient surtout obtenir une monnaie exportable, or ou argent. Le paiement en bons de caisse ne pouvait leur donner satisfaction.

De là naquirent des difficultés d'ordre juridique.

La question était double.

1° En principe, la banque pouvait-elle imposer aux porteurs de ses billets un paiement en bons de caisse ?

2° Pouvait-elle leur imposer un remboursement illimité ?

Chacune de ces deux questions a été soumise aux tribunaux. Examinons-les séparément.

1° Le 26 mai 1897 la Cour d'Appel de la Guadeloupe a tranché affirmativement la première question :

« Attendu que de Vipart s'est présenté à la Banque de la Guadeloupe et lui a réclamé le remboursement en espèces

pour une somme de 8.000 fr. de billets au porteur émis par cet établissement ; que le directeur de la Banque ayant offert à de Vipart la contre valeur en bons de caisse, de Vipart a fait constater par un protêt ce mode de libération, qu'il a considéré comme un refus de payement, et que le dit de Vipart a assigné la Banque en déclaration de faillite ;

Attendu que, pour justifier cette demande en déclaration de faillite contre la Banque, de Vipart s'appuie sur ce que la Banque cesse ses paiements puisqu'elle rembourse les billets au porteur émis par elle non pas en numéraire, mais en bons de caisse ;

En ce qui touche la question de savoir si la Banque, par le fait qu'elle n'a pas remboursé ses billets en numéraire mais en bons de caisse, s'est mise en état de cessation de paiements :

Attendu que la création de la Banque de la Guadeloupe, qui ne fut à l'origine qu'un établissement de prêts et d'es-compte, remonte à une époque de crise et a pour but de remédier aux troubles profonds que l'abolition de l'esclavage avait produits dans le commerce et l'industrie de la colonie ; que ce fut pour fournir aux habitants dépourvus d'argent les avances dont ils avaient besoin que cet établissement de crédit fut institué par le décret du 27 avril 1848 et la loi du 30 avril 1849 ; qu'au début, si des titres de rentes devaient garantir le capital, aucun numéraire n'était prévu comme encaisse, que c'est seulement la loi du 11 juillet 1851 qui décida l'existence d'une encaisse métallique et autorisa par son article 5 la banque à émettre des

billets dont le montant en circulation ne pouvait excéder le triple de cette encaisse métallique ;

Que plus tard le sénatus-consulte du 7 avril 1854, qui règle la constitution des colonies de la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion, après avoir déclaré que les ordonnances ou décrets, ayant force de loi, étaient maintenus dans leur ensemble, a décidé (art. 6, paragraphe 10) que des décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique statueraient sur les institutions de crédit ;

Que c'est dans ces conditions que la loi du 24 juin 1874 a déclaré (art. 1^{er}) que le privilège des banques fondées dans les colonies de la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion, la Guyane et le Sénégal serait prorogé de 20 années, à partir du 11 septembre 1874 ; que la même loi, dans son article 4, a décidé que les billets seraient remboursables à vue, au siège de la banque qui les aurait émis, et qu'ils seraient reçus comme monnaie légale tant par les caisses publiques que par les particuliers ;

Attendu que, postérieurement à cette loi, le décret du 18 août 1884 créa des bons de caisse, auxquels l'article 3 du dit décret donna cours forcé dans la colonie pour tous les paiements ; que l'art. 4 porte que les banques privilégiées de la Martinique et de la Guadeloupe sont autorisées à comprendre les bons de caisse dans leur encaisse métallique obligatoire ;

Attendu que c'est en s'appuyant sur ces dispositions de l'art. 4 du décret du 18 août 1884 que la banque a refusé de rembourser à de Vipart la contre valeur de ses billets

en numéraire et lui a offert de le payer en bons de caisse assimilés désormais au numéraire par le dit décret ;

Attendu que de Vipart conteste la légalité de ce décret ; que, d'après lui, l'art. 4, paragraphe 2 de la loi du 24 juin 1874, portant que les billets émis par les banques coloniales seront remboursés à vue, le décret du 18 août 1884 ne peut dispenser la Banque de la Guadeloupe du remboursement à vue et en espèces ;

Que décider autrement ce serait mettre en contradiction le décret et la loi, et faire abroger virtuellement la loi par le décret, ce qui est impossible ; qu'enfin la Banque a oublié la portée des circulaires ministérielles des 21 janvier 1884 et 21 mai 1895, qui lui rappellent les devoirs que lui impose son privilège d'émission, c'est-à-dire l'obligation de rembourser à vue et en espèces métalliques les billets émis par elle ;

Mais attendu que l'article 6 paragraphe 10 du sénatus-consulte du 7 avril 1854 précité porte que des décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique statueront sur les institutions de crédit ; que l'article 4 de la loi du 24 juin 1874 ordonne que les billets émis par la banque seront reçus par les caisses publiques et les particuliers comme monnaie légale ;

Que le décret du 18 août 1884, en créant des bons de caisse ayant cours forcé dans la colonie pour tous les paiements, a, par son art. 4, autorisé les banques de la Martinique et de la Guadeloupe à comprendre dans leur encaisse métallique les dits bons de caisse ;

Que l'on ne trouve dans ces diverses dispositions rien de contradictoire ; qu'il en résulte, au contraire, que le décret de 1884, sans modifier la législation antérieure, a pris des mesures indispensables pour éviter le danger de l'exportation du numéraire ; que son but a été de protéger l'encaisse métallique de la Banque et de permettre à celle-ci de la conserver, en assimilant les bons de caisse au numéraire ; qu'il est certain que, sans cette mesure, ce numéraire aurait promptement disparu et des caisses de la Banque et de la Colonie ;

Qu'il suit de là que le décret de 1884 a été pris conformément à l'art. 6 paragraphe 10 du sénatus-consulte du 7 avril 1854 ; que l'art. 4 de ce décret n'a pas modifié l'art. 4 de la loi du 24 juin 1874 ; qu'il l'a seulement complété sans le contredire ;

Attendu qu'un décret ne saurait être considéré comme illégalement rendu quand il éclaire ou complète le sens d'une loi sans la modifier ; que c'est donc à tort que de Vipart a contesté la légalité du décret du 15 avril 1884 ;

Attendu enfin, quant aux circulaires ministérielles citées par de Vipart :

Que la première, celle du 26 janvier 1884, est antérieure au décret du 18 août de la même année, qu'elle ne fait d'ailleurs que recommander aux banques coloniales de payer tous les jours, à bureau ouvert, leurs propres billets ;

Que la deuxième, celle du 21 mai 1895, complète et éclaire la pensée du législateur qui a voulu, en assimilant les bons de caisse au numéraire, protéger d'abord l'encaisse

métallique de la banque, et mettre ensuite à la disposition du public la monnaie nécessaire ;

Que le sieur de Vipart ne saurait donc tirer en sa faveur aucun argument de ces deux circulaires qui ne contiennent aucune interprétation du décret de 1884 ;

Attendu qu'il résulte de ce qui précède que de Vipart n'est pas fondé à soutenir que la banque, par suite de son refus de le payer en numéraire et en lui offrant des bons de caisse, s'est mise en état de cessation de paiements ; que c'est donc à tort que de ce chef il a demandé la mise en déclaration de faillite de la banque de la Guadeloupe..... (1). »

M. de Vipart s'étant pourvu en cassation contre cet arrêt, son pourvoi a été rejeté le 9 janvier 1899 par la cour suprême :

« La Cour : sur le moyen unique tiré de la violation ou fausse application de l'art. 4 de la loi du 24 juin 1874, fausse application de l'art. 6, paragraphe 10 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, violation de l'article 437 C. com. : Attendu qu'aux termes de l'article 6 paragraphe 10 du sénatus-consulte du 3 mai 1854, le chef de l'Etat statue dans la forme des règlements d'administration publique sur le régime monétaire à la Guadeloupe, à la Martinique, à La Réunion ; Attendu qu'en vertu de cette disposition un décret du 18 août 1884 a, pour conjurer une crise monétaire imminente, autorisé l'émission à la Guadeloupe de bons de caisse qui, assimilés à des espèces métalliques, auraient « cours

(1) *Recueil de législation et de jurisprudence coloniales*, tome I, année 1898, 2^e partie, page 163.

forcé » pour tous les paiements ; Attendu que les mesures ainsi prises régulièrement dans un intérêt d'ordre public participent du caractère des lois de police et de sûreté ; qu'elles sont générales et imposent à tous dans la colonie l'obligation de recevoir comme monnaie légale ce papier de crédit ; qu'elles ne permettent donc pas de distinguer entre les paiements faits à la banque de la Guadeloupe et ceux qui sont dus par elle ; Attendu dès lors que la cour d'appel de la Guadeloupe (arrêt du 25 mai 1897) a avec raison déclaré le demandeur en cassation mal fondé à exiger de la défenderesse éventuelle le remboursement en numéraire des billets dont il était porteur ;

Par ces motifs, rejette... (1).

2^o En second lieu, avons-nous dit, il s'agissait de savoir si la banque pouvait imposer un remboursement en bons de caisse pour une somme indéfinie.

Notons d'abord que si, pour La Réunion, le décret de 1879, dans son dernier paragraphe, édictait le cours illimité des monnaies divisionnaires de 0 fr. 50, 1 fr. et 2 fr., il n'en était pas de même du décret de 1884 qui, pour les Antilles, gardait le silence sur ce point.

Or l'article 5 de la loi du 14 juillet 1866 a limité, on le sait, à 50 francs la somme pour laquelle les monnaies divisionnaires peuvent être reçues en paiement par les particu-

(1) *Recueil de législation et de jurisprudence coloniales*, tome II, année 1899, 2^e partie, page 71

liers, par ce motif que la valeur intrinsèque de ces monnaies, à raison de leur titre, n'est plus égale à leur valeur nominale.

En 1900, la Banque de la Guadeloupe fut saisie d'une demande de remboursement d'un billet de 500 francs ; elle offrit au porteur le montant de la somme en bons de caisse. Ce dernier refusa d'accepter cette monnaie pour la valeur entière du billet présenté et assigna la Banque.

Le 24 avril 1900 le tribunal civil de la Pointe-à-Pitre, siégeant commercialement, lui donna gain de cause par le jugement suivant :

« Attendu que le demandeur, invoquant les dispositions de l'art. 5 de la loi du 14 juillet 1866, allègue qu'il s'agit d'une monnaie divisionnaire et n'ayant cours légal entre particuliers que comme monnaie d'appoint et jusqu'à concurrence de 50 francs pour chaque paiement, et exige le versement du surplus, soit en bons de 5 ou 10 francs, soit en numéraire ;

Que la Banque, ne tenant aucun compte de cette prétention, a été assignée pour se voir contraindre à exécuter les dispositions sus-visées sous peine d'une contrainte de 1 000 francs de dommages-intérêts à chaque infraction ;

Or, attendu que la mise en circulation des bons de caisse du trésor dans la colonie a été réglementée par le décret du 18 août 1884 ;

Que la Banque a été autorisée à comprendre ces bons dans son encaisse métallique obligatoire tel qu'il est déterminé par l'article 4 de la loi du 24 juin 1874 ;

Que, dans l'espèce, ils sont assimilés au numéraire et qu'il n'est point contesté que les créanciers sont contraints de les recevoir pour la même valeur que les pièces métalliques ;

Que chaque bon représentant une somme déterminée doit donc être accepté au même titre et dans les mêmes conditions que la pièce d'or ou d'argent qu'il représente ;

Que cette obligation imposée aux porteurs dans l'intérêt de la banque et pour protéger son encaisse métallique comporte pour celle-ci une obligation corrélative, et il est évident que la défenderesse ne peut, sans violer le texte et l'esprit de la loi, donner au papier monnaie un pouvoir libératoire plus étendu que celui dont bénéficie la monnaie métallique ;

Qu'étant acquis que les pièces de 0 fr. 50, 1 fr. et 2 fr. ne peuvent être données en paiement au-dessus de 50 francs, il est certain qu'il en est ainsi en ce qui concerne les bons de même valeur qui partant doivent être reçus au même titre que la monnaie qu'ils représentent ;

Que décider autrement serait déclarer que le décret de 1884 a abrogé la loi sus-visée, prétention inadmissible en fait comme en droit ;

Par ces motifs :

Déboute la Banque de la Guadeloupe de ses fins, moyens et conclusions ;

Dit que c'est à bon droit qu'Octave Honoré a refusé le remboursement dans les conditions que la dite banque a voulu lui imposer ;

Dit que celle-ci sera tenue à l'avenir de lui rembourser

ses billets au-dessus de tout versement de 50 francs, soit en bons de 5 ou 10 francs, soit en numéraire, sous peine d'une contrainte de 100 francs à titre de dommages intérêts (1). »

Sur l'appel interjeté par les deux parties, la Cour de la Guadeloupe, le 23 juillet 1900, confirma ce jugement par adoption de motifs, tout en élevant l'astreinte de 100 à 500 francs.

En présence de ces deux jugements, la Banque de la Guadeloupe se trouvait absolument incapable de défendre son encaisse au cas où une demande de remboursement importante se fût produite, d'autant que l'arrêt du 20 juin 1895 lui avait donné l'autorisation d'émettre seulement des bons de caisse de 0 fr. 50, 1 fr. et 2 fr.

Elle se pourvut immédiatement en cassation contre cet arrêt dont la doctrine était inexacte en deux points :

1° Il n'est pas exact que les bons de caisse représentent des monnaies divisionnaires de même valeur : les petites coupures peuvent être représentées dans les caisses de la Banque par des monnaies d'or ou des pièces de 5 francs ;

2° La loi du 14 juillet 1866 n'a jamais été promulguée aux Antilles ; et ce qui prouve qu'elle aurait dû l'être pour y être appliquée c'est qu'elle l'a été à la Réunion par décret du 2 avril 1879.

Le 21 décembre 1903, la Chambre civile de la Cour de cassation a donc cassé l'arrêt de la Cour de la Guadeloupe du 23 juillet 1900 :

(1) *Recueil de législation et de jurisprudence coloniales*, tome, III, 1900, 2^e partie, page 113.

« Vu l'article 3 du décret du 18 août 1884 ;

Attendu que le décret du 18 août 1884 rendu en conformité de l'article 6 paragraphe 10 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 a autorisé l'émission à la Guadeloupe de bons de caisse assimilés à des espèces métalliques ; que l'article 3 de ce décret confère à ces bons de caisse « cours forcé pour tous paiements » ;

Attendu que cette disposition est générale, absolue et d'ordre public ; qu'elle ne distingue pas entre les bons de caisse suivant qu'ils sont représentés par des coupures de 2, 1 fr. et 0 fr. 50 ou par des coupures de 5 et 10 fr. ; qu'elle ne distingue pas non plus entre les paiements supérieurs ou inférieurs à 50 francs ; qu'elle impose à tous l'obligation de recevoir comme monnaie légale les bons de caisse de 2 francs et au-dessous, sans limitation de quantité, quel que soit le montant des billets dont le remboursement est réclamé ;

Attendu que le décret du 18 août 1884, dicté par des considérations économiques spéciales à la Guadeloupe, a organisé pour cette colonie un régime monétaire qui n'est pas soumis aux restrictions qui frappent dans la métropole les nouvelles pièces d'argent de 2 fr., 1 fr. et 0 fr. 50, lesquelles n'ont cours légal entre particuliers que comme monnaies d'appoint et seulement jusqu'à concurrence de 50 fr. ;

Attendu dans l'espèce qu'en remboursement d'un de ses billets de banque de 500 francs la banque de la Guadeloupe a offert à Honoré des bons de caisse de 0 fr. 50 ; que sur le refus de ce dernier de les recevoir pour l'intégralité du

paiement, mais seulement à concurrence de 50 francs, l'arrêt attaqué a déclaré cette prétention justifiée et a condamné la dite banque à opérer le remboursement du surplus soit en bons de caisse de 5 ou 10 francs, soit en numéraire, par le motif qu'il ne saurait être donné « au papier-monnaie un pouvoir libératoire plus étendu que celui dont bénéficie la monnaie métallique », et que les bons de caisse de 2 fr., 4 fr. et 0 fr. 50, comme les pièces d'argent qu'ils représentent, n'ont, en vertu de l'article 5 de la loi du 14 juillet 1866, cours légal entre particuliers que comme monnaie d'appoint et seulement jusqu'à concurrence de 50 francs ; qu'en statuant ainsi l'arrêt attaqué a violé le texte de la loi susvisée et faussement appliqué l'article 5 de la loi du 14 juillet 1866 ;

Par ces motifs, et sans qu'il soit besoin de statuer sur la deuxième branche du moyen :

Casse, etc.... (1). »

Ainsi, d'après la doctrine de la cour suprême, les bons de caisse n'ont pas seulement cours forcé ; ils ont encore un pouvoir libératoire illimité. Au surplus, et pour faire cesser à ce sujet toute incertitude et toute controverse, le décret du 9 avril 1903 a disposé formellement en ce sens (art. 1, *in fine*).

Ce décret de 1903 a d'ailleurs une importance non moins grande sur un autre point. Il introduit pour la colonie de la

(1) *Recueil de législation et de jurisprudence coloniales*, tome VII, année 1904, 2^e partie, page 50, — D. P. 06. 1. 64.

Guadeloupe des modifications considérables, temporaires il est vrai, en ce qui concerne la nature de l'encaisse représentant la valeur des bons de caisse.

La banque de la Guadeloupe avait demandé que cet encaisse, jusque-là consigné par elle en numéraire dans les caisses du Trésor en échange des bons délivrés, fût dorénavant représenté par des titres de rente dont elle aurait l'avantage de toucher les coupons.

Le décret de 1903 a accueilli cette demande.

Nous lisons dans le rapport qui précède le décret (1) :

« Lors de l'élaboration du décret du 18 août 1884 qui a autorisé la mise en circulation de bons de caisse dans nos colonies des Antilles, le Gouvernement a prévu que la contre-valeur de ces coupures serait représentée par des monnaies d'or, des pièces de 5 francs et des monnaies divisionnaires d'argent nationales mises spécialement en réserve à cet effet dans les coffres du trésorier payeur de la colonie pour une somme égale aux émissions de bons de caisse.

« En raison de la crise que traverse la Guadeloupe, l'immobilisation du numéraire nécessaire pour représenter une circulation de bons de caisse correspondant aux besoins de la population aurait constitué une lourde perte d'intérêts, et l'on a dû limiter jusqu'ici à 365 466 francs le montant de l'émission de ces valeurs. Il est résulté de l'insuffisance de la quantité de monnaie divisionnaire en circulation une grande gêne dans les transactions de chaque jour. En vue

(1) *Journal officiel* du 17 avril 1903.

de porter remède à cette situation la Banque de la Guadeloupe a proposé de prendre à sa charge la fabrication d'un million de francs en bons de caisse : cet établissement de crédit a demandé au Gouvernement de l'aider à réaliser ce projet en lui donnant notamment la faculté de constituer, non pas en espèces, mais bien en rentes françaises, dont la Banque continuerait à toucher les arrérages, le dépôt de garantie prévu par le décret du 18 août 1884.

« Le programme qui nous a été soumis nous a paru de nature à donner satisfaction aux divers intérêts en jeu : il aurait en effet l'avantage d'assurer dans de meilleures conditions la circulation monétaire de la colonie.

« Appelé aux termes du sénatus-consulte du 3 mai 1854 à examiner ce projet, le Conseil d'Etat en a arrêté la rédaction définitive en signalant qu'il convenait de limiter les effets de cette décision à une période de 5 ans, sauf à proroger ultérieurement, s'il y a lieu, la faculté donnée à la colonie de la Guadeloupe de constituer en rentes le dépôt de garantie des bons de caisse.

« D'autre part, en créant les bons de caisse, le Gouvernement s'est préoccupé de faciliter dans celles de nos colonies où ce système a été mis en vigueur le règlement des achats nécessités par les besoins de la vie quotidienne jusqu'alors rendue difficile en raison de la pénurie des moyens d'échange : or ce résultat ne pouvait en grande partie être atteint qu'en reconnaissant aux bons de caisse un pouvoir libératoire illimité. Telle a d'ailleurs toujours été l'interprétation donnée par l'Administration coloniale aux textes des

décrets des 2 mai 1879, 9 mars 1880 et 18 août 1884, autorisant la mise en circulation de bons de caisse à la Réunion, à Tahiti et aux Antilles. Des doutes s'étant cependant élevés à ce sujet à la Guadeloupe, il nous a paru utile de profiter de l'occasion qui nous était offerte de préciser sur ce point la portée de l'article 3 du décret du 18 août 1884. »

En conséquence, le décret du 9 avril 1903 a disposé en ces termes :

« Le Président de la République Française,

Sur le rapport des Ministres des Colonies et des Finances;

Vu l'article 6 paragraphe 10 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 18 août 1884 autorisant la mise en circulation des bons de caisse à la Martinique et à la Guadeloupe;

Vu le décret du 19 avril 1902 fixant à 90 francs le taux de capitalisation des rentes 3 0/0 formant le capital social des Banques coloniales;

Le Conseil d'Etat entendu,

Décète :

Art. I. — Les bons de caisse émis par application du décret du 18 août 1884 peuvent être représentés en tout ou en partie dans la colonie de la Guadeloupe par des rentes françaises 3 0/0 perpétuel ou 3 0/0 amortissable, évaluées au taux de capitalisation de 90 fr. par 3 fr. de rente.

Ces rentes seront immatriculées avec mention spéciale de leur affectation exclusive à la garantie du remboursement des dits bons : les extraits d'inscription en sont dépo-

sés dans la caisse du trésorier payeur de la colonie.

Cette faculté cessera dans un délai de 5 ans, à partir de la promulgation du présent décret dans la colonie, si elle n'a été avant son expiration prorogée dans la même forme.

Le montant total des bons de caisse ne devra pas excéder un million. Ils auront cours forcé pour tous les paiements sans limitation de somme.

Art. II. — Le décret du 18 août 1884 est abrogé dans ce qu'il a de contraire au présent décret (1). »

Cette même année 1903, la Guadeloupe accomplit la réforme effectuée précédemment à la Martinique et à la Réunion, c'est-à-dire la transformation des bons de papier en jetons de nickel (2).

(1) L'arrêté du gouverneur de la Guadeloupe portant promulgation du décret du 9 avril 1903 est du 16 avril 1903.

Le décret du 18 mars 1908 (*Journal Officiel*, 24 mars), vient de proroger de quatre années la faculté de représentation des bons de caisse par des rentes françaises.

(2) Arrêté local du 16 avril 1903.

Art. I. — Est autorisée la frappe de 700.000 francs en jetons de 1 fr. et de 300.000 fr. en jetons de 0 fr. 50.

Art. II. — Ces bons métalliques seront employés jusqu'à due concurrence à remplacer les bons de caisse en papier actuellement en cours dont le montant est de 365.466 fr. Le surplus, soit 634.534 fr., sera remis à la Banque de la Guadeloupe contre versement en numéraire ou dépôt de titres de rentes, conformément aux décrets des 15 août 1884 et 9 avril 1903 : il devra être employé par elle à remplacer les récépissés ou chèques de 0 fr. 50, 1 fr. et 2 fr. actuellement en usage et à assurer les besoins de la circulation en monnaie divisionnaire.

Art. III. — Les frais de la frappe de ces jetons sont à la charge de la Banque.

A l'heure actuelle, la circulation en bons de caisse est assurée par ces seules pièces métalliques, les bons de papier de toute valeur n'ayant plus cours légal (1).

En février 1908, la Banque possédait 595.854 fr. de jetons de nickel et le trésor local 20.000 fr.

§ 3. — TAHITI, MAYOTTE ET NOSSI-BÉ.

Nous avons signalé l'existence de bons de caisse à Tahiti et à Mayotte et Nossi-Bé.

Pour ces établissements de moindre importance, nous nous contentons de reproduire les textes qui en ont réglementé les émissions.

TAHITI ET DÉPENDANCES

La création des bons de caisse date de 1880. Voici le texte du rapport au Président de la République :

« Les établissements français de l'Océanie ne possèdent pas de banque d'émission comme la plupart de nos autres établissements ; aucune institution de crédit dans la véri-

(1) Décret du 13 septembre 1903.

Le Président de la République française.

Art. I. — Le remplacement des bons de caisse en papier actuellement en circulation à la Guadeloupe par des jetons métalliques sera effectué dans le délai d'un an à partir de la promulgation du présent décret dans la colonie.

A l'expiration de ce délai, les bons de caisse en papier cesseront d'avoir cours entre les particuliers et ne seront plus reçus dans les caisses publiques.

(Promulgué dans la colonie par arrêté local du 16 novembre 1903).

table acception du mot n'y a été créée ou n'y a établi de succursale. D'autre part, les produits d'exportation ne peuvent fournir de balance suffisante aux importations. De là des difficultés renaissantes et des crises monétaires qui gênent toutes les transactions.

Les espèces métalliques françaises introduites par le Trésor pour le paiement des services à la charge de l'Etat sont réexportées dès leur arrivée comme moyens de remise dans les pays importateurs. Les monnaies étrangères à cours variables s'introduisent dans la colonie et le Trésor est souvent obligé de les prendre à ses risques et périls en paiement de l'impôt.

Pour remédier à cet état de choses, une caisse agricole, fondée dans la colonie avec une subvention du budget local pour aider au développement des cultures dans le pays, avait été détournée de sa destination spéciale et autorisée à émettre des bons de caisse. La nécessité a assuré à ces bons une circulation facile, mais on a bien vite reconnu le danger d'émissions insuffisamment garanties, et mon département en a prescrit le retrait.

Dans ces conditions, le département des finances et le mien se sont préoccupés de rechercher le moyen de prévenir l'exportation du numéraire et d'assurer des facilités aux transactions locales, et nous sommes tombés d'accord pour recourir au procédé économique déjà utilisé aux Antilles pendant les longues crises métalliques que ces colonies ont traversées. Par décret du 23 avril 1855 des bons de caisse, garantis par une contre valeur égale en espèces dé-

posées au Trésor, ont été émis à la Martinique et à la Guadeloupe et sont restés en circulation jusqu'à ce que l'équilibre entre les mouvements d'exportation et d'importation se fût rétabli.

Sans se dissimuler les inconvénients de ce procédé d'immobilisation des espèces et de leur remplacement par une monnaie fiduciaire, nos départements ont reconnu qu'il offrait cet avantage d'être une ressource dans les temps difficiles et de ne faire courir aucun risque aux particuliers et au Trésor, puisque leur remboursement est assuré par un dépôt d'espèces nationales égal à l'émission des bons mis en circulation.

Nous avons l'honneur de vous proposer, en conséquence, de signer le décret ci-joint qui régularise le fonctionnement des bons de caisse, sous cette réserve que des instructions seront adressées au commandant des établissements français d'Océanie pour lui prescrire de n'user de la faculté remise entre ses mains que dans le cas de nécessité et à titre purement temporaire. »

Le décret du 9 mars 1880 rendu à la suite de ce rapport a disposé :

« Art. I. — Est autorisée la mise en circulation, dans les établissements français de l'Océanie, de bons de caisse qui seront en tout temps représentés par des monnaies d'or, des pièces de cinq francs ou des monnaies divisionnaires d'argent nationales, mises spécialement en réserve à cet effet dans la caisse du trésorier payeur de la colonie, pour une somme égale aux émissions de papier.

Art. II. — Le montant des émissions, le chiffre des coupures et les conditions de la fabrication des bons de caisse seront déterminés par arrêté du commandant.

Art. III. — Les bons de caisse auront cours forcé dans la colonie pour tous les paiements.

Art. IV. — Par dérogation à l'article 5 de la loi du 14 juillet 1866, les pièces d'argent nationales de 2 fr., 1 fr. et 0 fr. 50 auront cours légal entre particuliers et dans les paiements effectués par les caisses publiques, sans limitation de quantité (1). »

MAYOTTE ET NOSSI-BÉ

En 1883 le Gouvernement a estimé qu'il y avait lieu de rendre applicables à ces îles les lois, décrets et ordonnances du régime monétaire de la métropole, mais en donnant un pouvoir libératoire illimité aux monnaies divisionnaires d'argent et en autorisant l'émission de bons de caisse.

Les roupies de l'Inde, qui pendant de longues années avaient été reçues dans les caisses publiques concurremment avec les monnaies de l'Union latine, ont alors cessé d'avoir cours légal ; elles ont à peu près disparu de l'île.

Voici les dispositions du décret du 27 août 1883 promulgué par arrêté local du 6 novembre 1883.

« Art. I. — A partir du 1^{er} janvier 1884, les lois, décrets et ordonnances relatifs au régime monétaire seront applicables dans les colonies de Mayotte et Nossi-Bé.

(1) Décret promulgué par arrêté local du 4 juin 1882.

Toutefois, par dérogation à l'article 5 de la loi du 14 juillet 1866, les pièces d'argent nationales de 2 fr., 1 fr. et 0 fr. 50 auront cours légal entre particuliers et dans les paiements effectués par les caisses publiques, sans limitation de quantité.

Art. II. — Les commandants de Mayotte et de Nossi-Bé pourront, en cas de besoin, autoriser la mise en circulation de bons de caisse, dont ils détermineront par arrêtés le chiffre maximum d'émission, les coupures et les conditions de fabrication.

Le montant des émissions devra être représenté en tout temps par des monnaies d'or, des pièces de cinq francs ou des monnaies divisionnaires d'argent nationales mises spécialement en réserve à cet effet dans la caisse du trésorier-payeur de la colonie.

Les bons de caisse auront cours forcé pour tous les paiements. »

CHAPITRE IV

Examen Critique

Nous avons exposé quelle fut, aux diverses périodes de leur histoire, la situation monétaire de nos vieilles colonies. Nous avons vu que la solution du problème, étant données la pénurie des espèces métalliques et leur tendance constante à émigrer, consistait actuellement dans la mise en circulation d'un papier-monnaie spécial nommé *Bon de caisse*

Il nous reste maintenant pour conclure à examiner la valeur économique de ce dernier expédient (1).

Une question préliminaire se pose : un Etat doit-il s'occuper de la question monétaire ? Doit-il se charger du soin

(1) On a vu dans l'émission des bons de caisse un procédé bullioniste. Mais l'exposé que nous avons fait de la situation toujours précaire de nos colonies au point de vue de leur approvisionnement en espèces monnayées nous montre que le but poursuivi n'est pas d'accumuler chez elles les métaux précieux pour y créer la richesse. Les colons n'en demandent pas tant. Ils désirent seulement avoir entre les mains une quantité minima de numéraire ou de monnaie fiduciaire leur permettant d'opérer leurs transactions quotidiennes. La réserve métallique (absente d'ailleurs aujourd'hui à la Guadeloupe) n'est pas un accaparement de métal, mais un gage.

d'approvisionner les habitants de son territoire du numéraire nécessaire à leurs opérations commerciales ?

Suivant les économistes de l'école libérale, l'intervention de l'Etat en cette matière est inutile ; pour eux le problème peut se résoudre par le seul jeu de la liberté économique.

Critiquant la théorie mercantile, Adam Smith déclare que les raisonnements tendant à démontrer la nécessité pour un Etat de s'approvisionner d'or et d'argent « n'étaient que de purs sophismes quand ils supposaient que le soin de conserver et d'augmenter la quantité de ces métaux appelait plus particulièrement l'attention du gouvernement que ne le fait le soin de conserver et d'augmenter la quantité de toute autre marchandise utile, que la liberté du commerce ne manque jamais de procurer en quantité convenablesans qu'il soit besoin de la moindre attention de la part du Gouvernement. »

Et il ajoute :

« Sans contredit, un pays qui n'a pas de mines doit tirer son or et son argent des pays étrangers, tout comme celui qui n'a pas de vignes est obligé de tirer ses vins de l'étranger. Cependant il ne paraît pas nécessaire que le gouvernement s'occupe plus d'un de ces objets qu'il ne s'occupe de l'autre (1). »

Pour lui, en effet, l'or et l'argent étant des marchandises essentiellement vagabondes, pouvant se transporter très aisément et avec rapidité d'un point du globe à l'autre,

(1) *Richesse des Nations*, livre IV, chapitre 1^{er}.

« lorsque la quantité de ces métaux importée dans un pays excède la demande effective, toute la vigilance des pouvoirs publics ne saurait en empêcher l'exportation. » Inversement, « si leur quantité se trouve au-dessous de la demande effective, de manière à faire monter leur prix au-dessus de ce qu'il est dans les pays voisins, le Gouvernement n'a pas besoin de se mettre en peine pour en faire importer ».

Ainsi, d'après les économistes de cette école, l'argent est toujours attiré là où il est nécessaire. Car d'une part, disent-ils, si les importations surpassent les exportations, le solde devra être payé en numéraire, ce qui entraînera évidemment une sortie de métal.

Mais cette pénurie de monnaie provoquera une demande plus active de numéraire, qui déterminera elle-même une hausse de sa valeur. L'argent devenant rare et cher, les capitaux seront attirés par l'élévation du taux de l'intérêt.

D'autre part, l'excès d'importations dans le pays se corrigera de lui-même par la hausse du change, qui en est la conséquence.

En ce qui concerne l'élévation du change, elle porte en elle-même la cause de sa destruction. Par le bénéfice qu'elle procure aux producteurs locaux, elle offre une prime à l'exportation. En sens contraire, elle ralentit les importations par la pénurie et la cherté des moyens de remise.

Il se produit ainsi un jeu de bascule qui rétablit les choses au cours normal.

Cette théorie a été vivement attaquée, et l'on a dit « que

l'augmentation ou la diminution continue de la quote part métallique d'un pays pouvait se produire » (1).

Il y a forcément en effet des objets de première nécessité que l'on achètera toujours sans consulter le baromètre des changes, et, dans les colonies dont nous nous occupons, l'expérience a amplement démontré que l'approvisionnement en métaux précieux ne se réglait pas souvent de lui-même.

D'autre part, faut-il accepter cette argumentation logique comme une solution pratique ? Le jeu normal des relations libres pourrait-il assurer l'approvisionnement d'un pays en métaux précieux aussi bien qu'en marchandises, ce résultat serait alors acquis par à coups et en provoquant des périodes plus ou moins longues de crise et de difficultés. Les crises, en effet, ne sont autre chose que les manifestations de cette adaptation brutale.

Spécialement ici, étant donné l'exiguité des territoires dont il s'agit et l'impossibilité où ils se trouvent d'augmenter leurs productions au delà d'une certaine mesure, on ne saurait soutenir qu'il suffirait de laisser évoluer la crise, les choses devant fatalement, au bout d'un temps plus ou moins long, reprendre leur état normal.

En d'autres termes, en supposant même l'exactitude de la théorie d'après laquelle les crises monétaires doivent se dénouer d'elles-mêmes, sans intervention de l'Etat, cette théorie ne saurait s'appliquer à des colonies comme la Martinique, la Guadeloupe ou la Réunion.

(1) Jacques Pallain, *Les Changes étrangers et les prix*, page 28.

Dans une île dont toute l'activité commerciale est tournée vers le dehors et qui, par la nature même de son climat, est presque nécessairement vouée à la monoculture, la moindre crise produit des résultats trop considérables pour que le Gouvernement ne doive pas mettre tous ses soins à en conjurer ou à en pallier les effets.

Un des dangers les plus graves de cette non intervention serait la fermeture des banques obligées de suspendre leurs paiements en cas de demandes de remboursement trop pressantes.

Le Gouvernement est donc tout à fait dans son rôle lorsqu'il s'efforce de préserver les colons des conséquences fâcheuses de l'exode du numéraire et cherche à leur procurer un instrument d'échange qui peut leur faire défaut.

La légitimité de l'intervention de l'Etat étant admise, comment doit-elle s'exercer? N'y aurait-il pas un autre moyen préférable à l'emploi des bons de caisse pour parvenir à assurer la circulation intérieure?

On l'a vu, l'autorité locale, finalement approuvée par le Gouvernement métropolitain, avait trouvé un remède dans la pratique du surhaussement des espèces et l'adoption avec cours légal des monnaies étrangères.

De nos jours ces procédés ne pourraient-ils encore être conservés?

Tout d'abord, en ce qui concerne le surhaussement, son efficacité est loin d'être démontrée. C'est ainsi qu'à Bourbon,

sous l'ancien régime, malgré cette pratique, le papier monnaie est resté d'un besoin continu.

Et à l'époque moderne, dans des crises aiguës, comme celle de 1897 à la Guadeloupe, où le change est monté à 35 0/0, la plus value légale donnée aux espèces n'aurait certainement pas suffi à les retenir, si elle avait existé.

Le seul résultat certain produit par le surhaussement des monnaies serait de surélever le prix des marchandises ; et si en droit un débiteur pourrait forcer son créancier à recevoir pour 20 sous une pièce qui en vaut 15, en fait le consommateur local serait impuissant à empêcher un marchand de vendre ses marchandises d'après la valeur intrinsèque de la monnaie en cours.

« Il ne faut pas se faire illusion, disait M. de Sartines en 1775, lors d'une demande par une colonie d'une monnaie surhaussée des $\frac{2}{3}$ de sa valeur, si vous appelez un écu ce qui ne vaut que 20 sols, cet écu ne représentera jamais que 20 sols dans le commerce et dans tous les marchés il sera toujours réduit à ce taux (1). »

En résumé, au point de vue légal, une monnaie ne doit pas changer de valeur. Au point de vue commercial, il en est différemment, le jeu de l'offre et de la demande lui faisant subir des fluctuations dans son prix, comme à toute autre marchandise ; mais ce n'est pas l'affaire du gouvernement de coter ce prix commercial, encore moins de faire passer cette taxation dans des tarifs officiels et qui obligent tout le monde.

(1) D'Unienville, *op. cit.*, tome I, page 362.

Que penser maintenant de la circulation des monnaies étrangères?

Certains colons se sont formellement élevés contre la suppression de leur emploi. Notamment aux Antilles, lors des décrets de démonétisation de 1855, les adversaires de la réforme affirmaient que les mesures prises devaient fatalement provoquer une crise monétaire :

« Le commerce colonial, disaient-ils, s'alimentant à deux sources distinctes, la métropole et l'étranger, a besoin d'avoir à sa disposition deux instruments monétaires (1). »

« Ouvrons à deux battants les portes de la circulation de nos colonies d'Amérique aux monnaies de tous les centres commerciaux avec lesquels elles sont appelées à trafiquer ; donnons à ces monnaies une force libératoire, un cours légal pour le trésor comme pour les particuliers, et faisons que ce cours légal soit suffisamment surhaussé, c'est-à-dire rémunérateur pour qu'elles se sentent attirées (2). »

Puisque la colonie, disait-on, ne peut conserver les espèces françaises, les acheteurs métropolitains ne lui en fournissant pas (au lieu d'envoyer du numéraire pour régler leurs dettes, ils demandent à leurs créanciers de faire traite sur eux), et que la circulation monétaire s'alimente beaucoup plus facilement en espèces étrangères, il est imprudent, en prohibant le cours légal de ces dernières, de soumettre les transactions locales à un malaise continu.

(1) C'est encore le régime actuel de Saint-Pierre et Miquelon, mais on cherche le plus possible à restreindre cette circulation. En 1906, l'accès du dollar argent a été interdit.

(2) Le Pelletier de Saint-Rémy, *op. cit.*, page 158.

Ces arguments ne nous semblent pas convaincants. Il est préférable, suivant nous, de mettre à la disposition des habitants une monnaie unique et déterminée dans sa valeur : on évite ainsi l'embarras de nombreux signes monétaires d'origine et de valeurs différentes.

D'autant que, en fait, cette circulation de monnaies étrangères n'assurait pas toujours l'approvisionnement en monnaies divisionnaires.

Nous arrivons donc à cette conséquence que le procédé du surhaussement des espèces et celui donnant cours légal aux diverses monnaies étrangères doivent aujourd'hui être rejetés comme contraires aux principes modernes sur la circulation monétaire, et comme incapables aussi de procurer en tout temps à la colonie les ressources métalliques suffisantes.

Nous donnerons une solution analogue en ce qui concerne les mesures d'autorité consistant dans la prohibition pure et simple d'exporter la monnaie en circulation : cet expédient est évidemment bien peu efficace.

Mais en même temps que disparaissaient ces errements, d'autres modifications se produisaient dans les transactions internationales et dans le mode de règlement des dettes.

En réalité dans nos vieilles colonies, comme en tout pays du reste, la question monétaire se ramène à la question du change.

Quand dans un pays le change sur les places étrangères

s'élève, le numéraire en circulation dans ce pays est exposé à en sortir.

Dans ce cas, en effet, l'élévation du change prouve que les traites, qui dans les relations commerciales forment le mode normal de paiement, deviennent de plus en plus rares.

Les commerçants ou les particuliers qui doivent régler des dettes extérieures, ne pouvant alors se procurer ces effets de commerce qu'à un prix élevé, se trouvent dans l'obligation d'effectuer leurs remises en espèces métalliques, et par suite de drainer les monnaies en circulation sur la place.

L'élévation du change a encore d'autres inconvénients qui ont été signalés par le gouverneur de la Guadeloupe lors de la crise de 1897 :

« La prime du change venant s'ajouter au prix de revient des marchandises importées, on élève le prix de vente au grand préjudice des consommateurs. Le marchand, en effet, met sur sa facture la prime du change comme tous les autres frais accessoires, et c'est le consommateur qui paye ce surhaussement.

« Le renchérissement des marchandises importées a sa répercussion même sur les denrées produites et consommées dans le pays : la vie devient plus chère et la grande majorité de la population, la classe ouvrière surtout, est obligée de s'imposer de dures privations (1). »

(1) Discours du gouverneur de la Guadeloupe à l'occasion de l'ouverture de la session extraordinaire du conseil général. (B. O. Guadeloupe, 1897, p. 230).

D'ailleurs, d'une façon générale, « l'instabilité du change c'est l'incertitude du lendemain, c'est le désordre permanent, la monnaie ne remplit plus son rôle essentiel, elle ne garantit plus la transformation des biens présents en biens futurs équivalents (1). »

Plus spécialement dans nos colonies on a constaté que l'élévation du change faisait tort à notre commerce en chassant la marchandise française.

Les produits nationaux subissent une concurrence sérieuse sur les marchés des colonies par suite de l'introduction de produits similaires étrangers coûtant moins cher.

Malgré les droits protecteurs qu'il faut acquitter à l'entrée, il peut y avoir avantage, en effet, en cas de change élevé, à faire venir des marchandises étrangères.

Supposons un article d'importation coûtant 100 francs en France, tandis que le même article est livré par l'étranger à moitié prix mais est frappé d'un droit de douane de 50 francs.

Si le change est à 25 0/0, l'acheteur local paiera l'article français 125 francs, tandis que l'article étranger ne lui reviendrait qu'à $62 \text{ fr. } 50 + 50 \text{ fr.} = 112 \text{ fr. } 50$.

Des statistiques ont été données à l'appui de cette assertion pour démontrer que l'élévation du change faisait ainsi brèche à la loi douanière (2).

(1) J. Pallain, *Les Changes étrangers et les prix*, p. 7.

(2) Importations de 1896 à 1899 pour la Guadeloupe :

Change			
10 0/0	1896	Marchand. françaises. . . .	11 458 903 fr.
		— étrangères	10 258 159 »
		En faveur des march. franç.	<u>1 200 744 fr.</u>

Ces conséquences fâcheuses résultant de l'élévation du change nous amènent à nous demander si l'Etat ne pourrait se charger lui-même d'en régulariser la valeur.

Cette idée pourrait séduire à première vue. L'intervention de l'Etat en cette matière n'aurait-elle pas en effet pour conséquence de remédier tant aux inconvénients généraux du change qu'au danger spécial de l'exportation des espèces.

En empêchant le prix des traites de s'élever au-dessus d'une certaine limite, l'Etat empêcherait par répercussion la monnaie en circulation de sortir de la colonie.

Cette intervention s'est du reste produite à certaines époques. Nous l'avons vue notamment en 1879 à la Réunion, lors du décret démonétisant les espèces étrangères.

Une crise était alors à craindre ; il y avait principalement à redouter que la monnaie française, qui, importée dans la colonie, ne bénéficiait plus du surhaussement dont profitait l'ancienne, ne fût, à défaut de lettres de change, immédiatement exportée pour les paiements extérieurs.

En vue de conjurer ce péril, le Gouvernement constitua

30 0/0 1897	Marchand. françaises . . .	9 053 868 fr.
	— étrangères . . .	9 390 906 »
	En faveur des march. étrang.	<u>337 038 fr.</u>
28 0/0 1898	Marchand. françaises . . .	8 874 445 fr.
	— étrangères . . .	9 725 772 »
	En faveur des march. étrang.	<u>851 327 fr.</u>
19 0/0 1899	Marchand. françaises . . .	8 980 853 fr.
	— étrangères . . .	9 469 698 »
	En faveur des march. étrang.	<u>488 845 fr. °</u>

en France une réserve métallique de 1 million (1) au profit de la Banque de la Réunion.

En retour, celle-ci s'engageait à lui délivrer dans la colonie, pour une somme de 1 million, des traites sur France. Ces traites furent vendues aux commerçants à un taux fixé par le Ministre et très sensiblement inférieur au taux que le change avait à ce moment sur la place.

La mesure provoqua momentanément une baisse générale du taux du change ; en tout cas elle évita le drainage des espèces métalliques en circulation.

Cette action passagère de l'Etat ne pourrait-elle être rendue permanente ? on pourrait, en effet, imaginer diverses solutions.

L'Etat, par exemple, pour suppléer à l'insuffisance du papier commercial, émettrait dans les colonies des lettres de change que les Gouverneurs ou les Trésoriers locaux tireraient sur le Trésor métropolitain et vendraient aux particuliers, comme le faisaient les Gouverneurs de l'ancien régime.

Il pourrait encore délivrer des mandats-poste sur France soit au pair soit en se contentant d'un bénéfice peu considérable (2).

(1) En monnaie étrangère (celle retirée de la circulation), par suite à ses risques et périls, puisqu'il ne savait pas exactement pour quelle somme il allait la réaliser ultérieurement.

(2) Depuis 1901 la délivrance de mandats-poste sans perception de la taxe additionnelle du change, existe à la Guadeloupe, mais seulement contre remise de numéraire métallique. Cette mesure a été étendue depuis à la Réunion.

Pour séduisant qu'il puisse sembler ce procédé, il paraît devoir être rejeté. Sans doute l'intervention de l'Etat pourrait rendre en fait aux commerçants locaux qui ont à payer les marchandises importées des services appréciables; en achetant ainsi leurs moyens de remise au trésorier local, ils les paieraient par hypothèse moins cher qu'au commerce, et le profit que leur procurerait cette différence pourrait même dans certains cas leur permettre de triompher d'une crise passagère.

Mais il n'en est plus ainsi lorsque la crise est très longue, comme cela n'est que trop fréquent.

Tout en n'ayant pas besoin de dépenser autant pour solder leurs dettes, les négociants locaux finiraient cependant par épuiser leurs ressources en monnaie métallique.

L'argent resterait bien dans la colonie, mais il s'accumulerait dans les coffres du trésorier, et il ne serait évidemment pas rendu à la circulation locale pour une somme supérieure à celle que nécessitent les dépenses publiques.

En outre l'Etat ne peut offrir aux habitants que des mandats sur France, et l'on conçoit dès lors que si les commerçants locaux ont à effectuer des paiements à l'étranger, le procédé dont nous nous occupons devient insuffisant.

Si maintenant nous nous plaçons au point de vue économique, nous constatons que par une intervention de ce genre l'Etat sort évidemment de son rôle.

Tout d'abord il fait concurrence à la banque locale qu'il a créée, en la privant ainsi d'une source importante de ses profits.

Il lui fait en outre courir d'autres dangers. En s'établissant vendeur à bas prix de traites ou de bons de poste, l'Etat accumulerait dans la caisse du Trésorier local la plus grande partie des billets de la Banque.

S'il les gardait en caisse, il rendrait fort difficile le fonctionnement de cette banque, et s'il les présentait au remboursement, la Banque pourrait se trouver fort gênée par la nécessité de faire sortir immédiatement une quantité considérable de numéraire.

Nous concluons donc en disant qu'il n'appartient pas à l'Etat de peser sur le cours du change (1).

C'est du reste l'opinion de ceux mêmes qui désirent le voir au plus bas prix.

« J'estime, disait M. Moracchini, gouverneur de la Guadeloupe, qu'il suffit au Gouvernement de faire disparaître les entraves mises au fonctionnement de la loi de l'offre et de la demande.

. ... La prime sur les traites doit être comme le prix courant de toutes les marchandises, le résultat de la spéculation loyale, de la liberté des transactions entre les producteurs et les importateurs.

Mais je ne crois pas que le Gouvernement doive aller plus loin et fournir au commerce des moyens de remise à bon marché (2). »

(1) Sauf, bien entendu, son droit d'empêcher l'accaparement des traites du commerce par des spéculateurs cherchant à faire monter les cours d'une manière factice.

(2) Discours du Gouverneur de la Guadeloupe (B. O. Guadeloupe 1897).

Dé plus, d'une façon générale, abaisser le change c'est se priver de son pouvoir régulateur, c'est soutenir les facultés d'importation que son cours élevé tend à restreindre, c'est tromper le pays sur sa véritable situation économique.

Enfin, et il est indispensable d'insister sur ce point, dans nos colonies sucrières tous les négociants sont loin d'être ennemis de l'élévation du change. Certains soutiennent qu'il y a dans son maintien une question vitale.

Leur raisonnement présenté dans un rapport récent remis au ministre des colonies est le suivant :

« La culture de la canne à sucre s'impose aux Antilles et à la Réunion, parce que les autres plantations sont exposées à être entièrement perdues lors des cyclones malheureusement trop fréquents.

« Si l'on veut éviter que ces colonies soient entièrement ruinées, il importe d'assurer par tous les moyens possibles l'existence de l'industrie du sucre.

« Etant donné que la canne à sucre doit constituer la culture essentielle des Antilles et de la Réunion, la prospérité de ces colonies dépendra absolument du cours du sucre pratiqué sur les marchés d'Europe et du prix de revient de l'article aux lieux de production.

« Or, le cours du sucre sur les marchés d'Europe, étant réglé par la production mondiale, échappe à toute action. Il en est autrement du prix de revient. Ce prix de revient dépend de trois éléments : rendement aux champs, rendement à l'usine et taux du change sur la France.

« Le change, s'il était libre, pourrait permettre en toute

circonstance d'établir l'équilibre entre le prix de revient du sucre et son prix de vente. »

D'après cette argumentation, l'élévation du change aurait pour effet de compenser soit les dépréciations qui à certains moments atteignent les récoltes, soit l'avalissement des prix de vente du sucre.

Aussi le rapport concluait-il en formulant le vœu :

« Que le cours du change reste absolument libre dans les anciennes colonies ;

« Qu'à cet effet le gouvernement annule toutes ses précédentes instructions tendant à maintenir la baisse du change, et renonce à l'avenir à toute immixtion directe ou indirecte dans la fixation de la prime des traites (1). »

En résumé, quelque puisse être l'efficacité de l'intervention de l'Etat sur la régularisation du cours du change, le principe de cette intervention est à rejeter : ce n'est pas de ce côté qu'il faut chercher le remède à l'exode du numéraire.

Cette tâche, consistant à assurer la circulation monétaire dans les colonies, les banques locales pourraient-elles la remplir ?

Dans la métropole, la Banque de France est chargée du soin d'approvisionner les diverses parties du territoire en monnaies divisionnaires, et l'on sait qu'elle s'acquitte par-

(1) Rapport de la commission chargée par la section des anciennes colonies de l'Union coloniale de l'étude du régime des banques privilégiées et du change (*Quinzaine Coloniale*, n° du 10 septembre 1907).

faitement de sa mission en transportant ces espèces d'une nécessité journalière des places où elles surabondent dans celles qui en sont démunies.

Pourquoi les banques coloniales n'assureraient-elles pas également ce service et n'arriveraient-elles pas au même résultat?

La colonie pourrait peut-être éviter le risque d'être privée d'espèces métalliques grâce à une banque capable d'alimenter son encaisse d'une manière constante et d'avoir toujours du numéraire à sa disposition.

Il serait téméraire, à notre avis, de comparer la situation d'une banque coloniale, si fortement constituée soit-elle, avec la situation de la Banque de France. Les milieux dans lesquels ces établissements sont appelés à fonctionner sont trop dissemblables pour qu'on puisse les assimiler.

N'oublions pas, en effet, qu'une banque d'émission, ainsi que le fait remarquer M. Lacour, ne peut fonctionner normalement « que si la plus grande partie de ses billets reste en circulation..... Cela revient à dire qu'un pareil établissement n'est pas possible là où une cause quelconque pousse les porteurs de billets à se les faire rembourser sans retard. Cette cause existera dans toute contrée où le numéraire est très recherché (1). »

Or c'est précisément ce qui se produit dans les colonies qui nous occupent.

« Si la Banque, dit M. Sévène dans un rapport déjà cité,

(1) Lacour, *op. cit.*, tome IV, page 380.

est tenue de s'acquitter en numéraire, voici quelles seront les conséquences de cette obligation.

« Son portefeuille n'alimente pas utilement ses caisses. Elle fera donc venir de France du métal qui, donné au public, sera immédiatement réexpédié, ou bien, pour éviter des frais de transport, elle délivrera des mandats sur Paris aux environs du pair. De toutes façons elle s'endettera vis-à-vis de la métropole d'une somme annuelle à peu près égale à l'excès des importations sur les exportations, et cette différence ira croissant, le frein du change étant supprimé. La banque verra grandir sa dette sans pouvoir l'atténuer jamais. Car, si elle tentait d'acheter sur place quelques moyens de remise, le commerce, qui s'en trouverait privé, lui réclamerait des mandats pour une somme équivalente. C'est donc avec un crédit non renouvelable qu'il lui faudrait subvenir à des besoins de remise qui renaissent d'année en année. Quelque solide que soit cette banque, son crédit sur France ne peut être indéfini, le jour où il sera comblé elle arrêtera ses tirages, livrera son encaisse et fermera ses portes. »

En définitive, la création d'une banque ne peut à elle seule résoudre le problème monétaire : elle ne fait que déplacer la question.

Loin de pouvoir maintenir leur encaisse dans la limite des exigences du pays en monnaie métallique, ces établissements ont au contraire besoin eux-mêmes d'une protection pour garantir leur stock monétaire.

La création d'une succursale de la Banque de France, création qui a été proposée, pourrait peut-être pallier le

danger du manque de monnaie intérieure, mais comme le numéraire, les billets émis dans la colonie feraient, eux aussi, retour en France. Bien entendu, nous nous plaçons dans l'hypothèse d'une balance commerciale fortement et longtemps désavantageuse. Il est évident que la création d'une succursale de la Banque de France aurait, au point de vue monétaire, des effets avantageux certains, tout comme l'établissement des banques coloniales actuelles en a eu par rapport à la situation antérieure.

Ainsi des diverses solutions que nous venons d'examiner et qui ont pour but de maintenir dans la colonie des espèces exportables, la plupart doivent être rejetées comme insuffisantes ou inefficaces.

« Tout projet, dit d'Unienville, tendant à fixer les espèces dans une colonie, qui n'aura que son argent à donner en échange des productions qu'elle tire du dehors, est impraticable (1). »

Lorsque les paiements à faire au dehors sont, comme il arrive fréquemment, supérieurs aux encaissements à effectuer, l'exode du numéraire est fatal, et comme dans ces colonies le commerce extérieur est de beaucoup le plus important, alors que le commerce intérieur ne présente en comparaison qu'une masse relativement faible, la disparition des espèces métalliques est presque totale et atteint même la monnaie divisionnaire.

Pour résister à ce drainage, pour retenir, pour localiser

(1) D'Unienville, *op. cit.*, tome I, page 339.

dans la circulation la somme de petite monnaie nécessaire aux transactions journalières, la possession d'un instrument d'échange particulier s'impose donc aujourd'hui comme autrefois, et cet instrument d'échange particulier doit être inexportable.

Les intéressés ne s'y sont pas trompés.

Quel qu'ait été, en effet, le mode de la circulation monétaire dans ces colonies, à toutes les époques nous enregistrons des demandes d'une monnaie locale, se distinguant soit par sa forme, soit par des marques spéciales, soit même — et ceci était la véritable solution — par son absence de valeur intrinsèque.

Le 2 novembre 1671, Talon, intendant du Canada, proposait d'introduire dans la France d'Amérique une monnaie qui ne puisse en sortir, qui soit « non valable ailleurs » (1).

En 1679, le conseil souverain de la Martinique exposait au roi que l'argent ne pouvant rester dans le pays, « il conviendrait que S. M. donnât des ordres dans une de ses Monnaies pour en faire le nombre qu'elle ordonnerait qui fût carrée et dont l'exportation hors de la colonie fût interdite (2). »

Sous tous les régimes, mais principalement sous la Restauration et pendant la monarchie de Juillet, pour attester leur droit de propriété sur les espèces introduites dans le pays, les colonies les marquaient d'une empreinte spéciale (3).

(1) Arch. col. Canada, corr. gén., 3, 1668-1672, fol. 159.

(2) Moreau de Saint-Méry, *op. cit.*, tome I, page 327.

(3) Zay, *op. cit.*, pages 70, 200, 201, 206, 207, 214, 215, 216, 235, etc.

En 1827, à la Guadeloupe, M. des Rotours rendant compte au ministre des embarras où il se trouvait, demandait « une monnaie locale qui n'eût pas de valeur intrinsèque et qui conséquemment restât dans le pays » (1).

A la Réunion nous pouvons signaler des demandes analogues. Au congrès national colonial de 1889-1890, le vœu suivant est rapporté par M. le baron de Cambourg.

« Les Chambres de commerce et d'agriculture demandent qu'on rende à la colonie la liberté de ses transactions et que, pour remplacer le numéraire dont on l'a privée, on frappe une monnaie coloniale représentant comme valeur fiduciaire notre monnaie divisionnaire, mais d'un titre sensiblement inférieur au titre légal pour qu'elle ne puisse avoir cours hors de la colonie (2). »

Cette monnaie spéciale à la colonie et inexportable, quelle doit-elle être actuellement ?

On pourrait songer tout d'abord, pour en tenir lieu, à donner cours forcé aux billets émis par les banques locales. On aurait ainsi un seul type de circulation fiduciaire, ce qui serait une simplification et éviterait entre la banque et les particuliers des procès analogues à ceux que nous avons eu à examiner.

Cette solution doit être rejetée. Le cours forcé du billet des banques coloniales entraînerait fatalement sa dépréciation. « La faculté de pouvoir convertir à présentation le

(1) Lacour, *op. cit.*, tome IV, page 379.

(2) Rapport par M. le baron de Cambourg. Congrès national colonial 1889-1890, tome II, page 194.

billet délivré pour or ou pour argent, c'est le fondement même de la monnaie de banque : c'est là ce qui l'accrédite et qui fait qu'elle ira de pair avec l'espèce (1). »

Le billet peut être gagé en numéraire par une encaisse égale seulement au tiers de la circulation, pour le surplus il n'aura comme crédit que celui que l'on accordera aux autres éléments de l'actif, portefeuille, avances, etc. Ces éléments seront susceptibles d'appréciations diverses, d'autant plus que si son billet a cours forcé la banque peut être tentée d'être moins sévère sur la sûreté qu'elle exigera de ses débiteurs (2).

Il faut donc rechercher un autre instrument d'échange qui soit inexportable, tout en étant exempt des inconvénients du papier-monnaie.

Le bon de caisse, tel qu'il existe actuellement, remplit ces conditions.

Tout d'abord, il empêche la sortie des espèces, en opposant à cette sortie un obstacle absolu, la mise sous clef d'une portion de numéraire prise dans la circulation ; car le prélèvement effectué pour la substitution de l'instrument fiduciaire à l'instrument métallique ne doit pas, en principe, d'après le texte des décrets, être remis dans le commerce.

(1) Coq, *La Monnaie de Banque*, page 230.

(2) Un autre inconvénient du cours forcé se manifesterait pour la Banque elle-même dans la diminution de son chiffre d'affaires. Un négociant qui ne recevrait contre ses effets de commerce que du papier à cours forcé réduirait ses escomptes au strict minimum.

Le bon de caisse lui-même ne sortira pas de la colonie, puisqu'il n'a pas de valeur intrinsèque.

Il bénéficie en outre du cours forcé, ce qui empêche sa transformation en espèces exportables.

Par contre, quoique présentant de ce fait le caractère du papier-monnaie, les bons de caisse n'en ont pas les inconvénients.

Si en face de la pénurie de monnaie métallique, l'équivalent de celle-ci est assez strictement mesuré sur les besoins locaux, on peut raisonnablement admettre qu'il ne perdra pas de sa valeur conventionnelle. Ce fait qu'il est nécessaire dans la circulation lui conservera son prix nominal.

Or, en émettant les bons de caisse, le Gouvernement fait rentrer en même temps dans les caisses du trésorier une égale quantité de numéraire, de sorte que la circulation totale ne s'augmente pas en définitive.

Puis cette émission est modérée et ne constitue qu'une mesure provisoire.

Enfin l'existence d'une encaisse métallique égale à la valeur fiduciaire émise et destinée à réapparaître dans la circulation sitôt le danger conjuré constitue un gage sérieux. Certes, ainsi que le remarque M. Arnauné, « un gage intangible n'est pas un gage » (1). Ceci est vrai en droit, mais en fait il y a dans l'existence de ce gage une incontestable garantie morale. Ce qui donne de la valeur à la monnaie fiduciaire, ce qui empêche sa moins value, c'est précisément

(1) Arnauné, *La Monnaie, le Crédit, le Change*, page 493.

la croyance qu'ont ceux qui l'emploient que derrière le papier ou le jeton de nickel existe une contre partie sérieuse qui un jour ou l'autre pourra être rendue disponible.

Tant qu'il conservera ces caractères, le Bon de Caisse ne subira pas de dépréciation.

A cet égard, l'exception introduite à la Guadeloupe nous paraît constituer une atteinte assez grave aux principes primitifs.

Le décret de 1903, nous l'avons vu, a décidé que dorénavant les Bons de caisse pourraient être représentés au Trésor colonial par des titres de rente sur l'Etat français.

Une telle mesure, à la vérité, présente l'avantage de rendre productif d'intérêts le capital immobilisé ; elle n'est pas toutefois sans inconvénients : la nature du gage se trouve ainsi sensiblement modifiée, et malgré tout le crédit que l'on est en droit d'accorder à l'Etat français, une inscription au Grand-Livre n'équivaut pas à un stock monétaire.

De plus et surtout, il est impossible avec ce système de réapprovisionner immédiatement la colonie en monnaies métalliques.

Ajoutons finalement que la substitution de jetons de nickel aux bons de caisse en papier est une nouvelle amélioration apportée à cette circulation fiduciaire. Mais il ne faudrait pas croire que par cette transformation le bon de caisse ait perdu son caractère propre de papier-monnaie pour devenir une monnaie de billon, « le billon étant carac-

térisé par cette propriété que la valeur des espèces est essentiellement supérieure à la valeur des lingots de même poids » (1).

Le cours forcé donné aux bons de caisse pour des paiements illimités, ainsi que l'existence de la contre-valeur métallique qui les gage, leur conserve le rôle de monnaie principale et les différencie absolument du billon, simple monnaie d'appoint. « Le billon n'est qu'une monnaie secondaire, il en faut une principale : sa valeur monétaire n'est qu'une valeur d'emprunt, il faut qu'il trouve à qui l'emprunter (2). » Le bon de caisse au contraire est destiné à remplacer la vraie monnaie et à en tenir lieu.

(1) A. Aupetit, *op. cit.*, p. 179.

(2) A. Aupetit, *op. cit.*, p. 182.

Conclusion

Nous concluons donc en disant que l'émission des bons de caisse, avec la mise en réserve d'une contre-valeur métallique égale à leur montant, avec les modifications apportées dans leur forme matérielle, réalise sur les expédients jusqu'à tentés un incontestable progrès.

Cet emploi d'une monnaie spéciale adaptée aux nécessités des transactions courantes, qui ne se déprécie pas, qu'on fait apparaître ou disparaître suivant les éventualités du moment, à laquelle on est toujours prêt à recourir, mais pour l'abandonner aussitôt qu'on n'a plus besoin de ses services (1), est une solution très heureuse d'un problème

(1) A un moment donné, les bons de caisse avaient à peu près disparu de la circulation à la Martinique. Cette constatation résulte de deux discours d'ouverture du Conseil général. Le 3 novembre 1899, le Gouverneur de la Martinique disait : « La situation matérielle de la Martinique s'est d'ailleurs sensiblement améliorée depuis un an ; le relèvement des cours de vos deux principales denrées d'exportation vous a placés dans une position satisfaisante vis-à-vis des marchés extérieurs. Grâce à ces circonstances, grâce encore à la direction ferme en même temps que prudente donnée à votre banque,

permanent, sujet à se poser à l'improviste, à disparaître de même.

Toutefois n'en exagérons pas l'importance. Les bons de caisse ne remplissent pas toutes les conditions de la monnaie : ils ne répondent qu'à un seul besoin, celui de servir aux transactions intérieures.

Si l'Etat peut par ce moyen donner à ses colonies une monnaie locale, il ne lui est malheureusement pas possible de leur fournir continuellement et sans limite un instrument d'échange international et exportable.

C'est aux colonies elles-mêmes, par le développement de leurs ressources et la mise en œuvre de toutes leurs facultés productrices à se le procurer.

N'oublions pas que les bons de caisse constituent une monnaie essentiellement provisoire, en ce sens que le jour où nos colonies sucrières auront pris un développement suffisant pour pourvoir à tous leurs besoins, où la balance commerciale ne leur sera pas constamment défavorable, cet

le taux sur l'Europe qui il y a un an à peine atteignait le taux exorbitant de 15 0/0 est aujourd'hui tombé presque au pair. Votre circulation monétaire n'a pas manqué d'être heureusement influencée par cette baisse des cours du change ; les espèces monnayées, qui avaient presque complètement disparu, ont recommencé à être employées dans les transactions journalières et ont cessé de faire prime sur les billets de la banque de la Martinique. Ces billets ont donc bien réellement aujourd'hui une valeur égale à leur valeur nominale. Que cette situation se raffermisse encore un peu et les bons de caisse qu'il a fallu créer dans des temps de crise pourront être retirés complètement de la circulation. » Le 6 novembre 1900, son successeur p. i. parlant de la banque de la Martinique indique qu'elle a retiré de la circulation les bons de caisse.

expédient d'une monnaie factice disparaîtra avec la cause qui l'a fait naître.

A quel moment en sera-t-il ainsi ? Il est bien difficile de le prévoir : la nature de leur culture et de leur commerce, leur situation géographique, leur climat, l'exiguité de leur territoire sont pour nos vieilles colonies autant d'obstacles.

En définitive, les bons de caisse ne sont qu'un expédient. Aussi, en dépit de tous les avantages qu'ils peuvent présenter, souhaitons-nous à celles de nos colonies qui en font usage que la balance commerciale, leur devenant plus favorable, leur procure dans un avenir prochain les moyens de s'en passer.

Vu :

Le Président de la Thèse,

PAUL LESEUR

Vu :

Le Doyen,

A. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris;

Pour le Vice-Recteur, l'Inspecteur de l'Académie,

V. BONNARIC

BIBLIOGRAPHIE

ADAM SMITH, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, traduction de Germain Garnier, Paris, 5^e éd., 2 vol.

ARNAUNÉ (Aug.), *La Monnaie, le Crédit, le Change*, Paris, 3^e éd.

AUPETIT (Albert), *Essai sur la théorie générale de la monnaie*, Paris, 1901.

BALLET (Jules), *La Guadeloupe, renseignements sur l'histoire, la faune, la géologie, la minéralogie, l'agriculture, le commerce, l'industrie*, Basse-Terre, 1895-1902, 5 vol.

BERNARDIN DE SAINT-PIERRE, *Voyage à l'Île de France*, Paris, 1818.

CHARPENTIER-COSSIGNY (J. F.), *Moyens d'amélioration et de restauration proposés au gouvernement et aux habitants des colonies ou mélanges politiques, économiques, agricoles et commerciaux, etc., relatifs aux colonies*, Paris, an XI, 1803, 3 vol.

Code des Îles de France et de la Réunion ou Recueil des Arrêtés, Règlements, Ordonnances et Proclamations des trois magistrats qui gouvernent lesdites Îles, dit Code Decaen. Île-de-France, an XII, 1810, 7 vol.

DELABARRE DE NANTEUIL, *Législation de l'Île de la Réunion*. Répertoire raisonné des Lois, Ordonnances royales, Ordonnances locales, décrets impériaux, règlements et arrêtés d'un intérêt général en vigueur dans cette colonie, Paris, 1861-1865, 6 vol.

- DELALEU, *Code des Isles de France et de Bourbon, Ile-de-France, 1777-1787*, 4 vol.
- DESCHAMPS (LÉON), *Les Colonies pendant la Révolution, La Constituante et la réforme coloniale*, Paris, 1898.
- DISLÈRE, *Traité de législation coloniale*, 3^e édition, Paris, 1906, 3 vol.
- DOUTRE (Gonsalve) et LAREAU (Edmond), *Le Droit Civil canadien, suivant l'ordre établi par les Codes, précédé d'une Histoire Générale du droit canadien*, Montréal, 1873.
- DUBOIS (A.), *Précis de l'Histoire des doctrines économiques, dans leurs rapports avec les faits et avec les institutions*, tome I, *l'Epoque antérieure aux Physiocrates*, Paris, 1903.
- D'UNIENVILLE, *Statistique de l'Ile Maurice et ses dépendances, suivie d'une notice historique sur cette colonie et d'un essai sur l'Ile de Madagascar*, Paris, 1838, 3 vol.
- DURAND-MOLARD, *Code de la Martinique*, Saint-Pierre, Martinique, 1807, 5 vol.
- DUVAL (Jules), *Les Colonies et la politique coloniale de la France*, Paris, 1864.
- Edits, Ordonnances royaux, Déclarations et Arrêts du Conseil d'Etat du roi concernant le Canada*. Imprimés sur une adresse de l'Assemblée législative du Canada. Revus et corrigés d'après les pièces originales déposées aux Archives provinciales, Québec, 1854.
- Arrêts et règlements du Conseil supérieur de Québec et Ordonnances et Jugements des Intendants du Canada*, Québec, 1855.
- Complément aux Edits, Ordonnances, Arrêts et Règlements*, Québec, 1856.
- Encyclopédie méthodique, ou par ordre de matières*, par une Société de gens de lettres, de savants et d'artistes.
- Economie politique et diplomatique*, 1784-1788, 4 vol.
- Finances*, 1784-1787, 3 vol.
- Commerce*, 1783-1784, 5 vol.
- GIRAULT (Arthur), *Principes de Colonisation et de Législation coloniale*, Paris, 2^e édition, 2 vol.

- GUET (M. S.), *Les Origines de l'Île Bourbon*, Paris, 1885.
- LACAZE (D^r H.), *L'Île Bourbon, l'Île de France, Madagascar, Recherches historiques*, Paris, 1880.
- LACOUR (A.), *Histoire de la Guadeloupe*, Basse-Terre, 1855-1860, 4 vol.
- LE PELLETIER DE SAINT-RÉMY, *Les Antilles françaises. Question monétaire. Entrepôts réels. Paquebots transatlantiques*. Paris, 1859.
- MAHÉ DE LA BOURDONNAIS (comte A.), *Mémoires historiques de B. F. Mahé de la Bourdonnais*, gouverneur des Îles de France et de la Réunion, recueillis et publiés par son petit-fils. Paris, 1890.
- MOREAU DE SAINT-MÉRY, *Lois et Constitutions des colonies françaises de l'Amérique sous le vent*, Paris, 6 vol.
- PAJOT (Elié), *Simple renseignements sur l'Île Bourbon*, Paris, 1887.
- PALLAIN (Jacques), *Les Changes étrangers et les prix*, Paris, 1905.
- PAULIAT (Louis), *Madagascar sous Louis XIV. Louis XIV et la Compagnie des Indes Orientales de 1664*, Paris, 1886.
- PETIT, *Droit public ou Gouvernement des colonies françaises d'après les lois faites pour ces pays*, Paris, 1771, 2 vol.
- PETIT (Edouard), *Organisation des Colonies françaises et des pays de protectorat*, Paris, Nancy, 1894-1895, 2 vol.
- PRENTOUT (A.), *L'Île-de-France sous Decaen, 1803-1810. Essai sur la politique coloniale du premier Empire et la rivalité de la France et de l'Angleterre dans les Indes Orientales*, Paris, 1901.
- RAYNAL, *Histoire philosophique et politique des Etablissements et du Commerce des Européens dans les deux Indes*, Amsterdam, 1772, 6 vol.
- RINGWALD, *La Réforme monétaire et ses conséquences à l'Île de la Réunion*, Saint-Denis, 1879, brochure.
- ROUILLARD (John), *Recueil des lois de l'Île Maurice et de ses dépendances*, Île Maurice, 1866, 9 vol.

- SALONE (Emile), *La Colonisation de la Nouvelle France. Etude sur les origines de la nation canadienne française*, Paris, 2^e édition.
- SCHEFER (Christian), *La France moderne et le problème colonial, 1815-1830*, Paris, 1907.
- SCHÖNE (Lucien), *La Politique coloniale sous Louis XV et Louis XVI*, Paris, 1907.
- TROUETTE, *L'Ile Bourbon pendant la période révolutionnaire de 1789 à 1803*, Paris, 1888.
- ZAY (E.), *Histoire monétaire des Colonies françaises d'après les documents officiels*, Paris, 1892.
- Recueil de Législation et de Jurisprudence coloniales*, dirigé par P. DARESTE, G. Appert, Paris.
- Recueil des délibérations du Congrès colonial national de 1889-1900*, 3 vol.
- Administration des Monnaies et Médailles*. Rapport au Ministre des Finances, année 1902.
- Notices coloniales publiées à l'occasion de l'Exposition Universelle d'Anvers*, 1885.
- Notices statistiques sur les Colonies françaises*, imprimées par ordre de M. le vice-amiral de Rosamel, ministre secrétaire d'Etat de la marine et des colonies, Paris, imp. royale, 1837.
- Bulletin Officiel de la Martinique*.
- *de la Guadeloupe*.
- *de la Réunion*.
- *de la Guyane*.
- Comptes rendus des Banques coloniales*.
- Thèses A. HIGNETTE, *Le Crédit dans les Colonies sucrières françaises*, Paris, 1901.
- NORMAND (J.), *Le Pacte colonial*, Paris, 1900.
- OZOUX (L.), *Le Crédit à l'Ile de la Réunion*, Bordeaux, 1902.
- WEBER (H.), *La Compagnie française des Indes*, Paris, 1904.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

CHAPITRE I

CAUSES DE PÉNURIE DE NUMÉRAIRE DANS NOS VIEILLES COLONIES

SECTION I. — ANCIEN RÉGIME

§ 1. — Le commerce colonial. Conceptions métropolitaines .	9
§ 2. — Comment les colonies s'approvisionnent de numéraire.	13
§ 3. — Pour quelles causes le numéraire sort des colonies .	24

SECTION II. — RÉVOLUTION ET EMPIRE

§ 1. — Généralités	32
§ 2. — Comment les colonies s'approvisionnent de numéraire.	37
§ 3. — Pour quelles causes le numéraire sort des colonies.	40

SECTION III. — PÉRIODE MODERNE

§ 1. — Généralités	43
§ 2. — Abolition de l'esclavage	45
§ 3. — Réformes monétaires.	48
§ 4. — Crises sucrières	55
§ 5. — Autres causes de sortie du numéraire.	56

CHAPITRE II

EXPÉDIENTS EMPLOYÉS PAR LES COLONIES
POUR SE PROCURER OU RETENIR LE NUMÉRAIRE

Commerce en nature.	59
Mesures d'autorité. Commerce avec l'étranger réglé. Défense d'exporter les espèces. Droit de sortie frappant les espèces exportées.	62
Diminution du titre des monnaies.	67
Surhaussement	69
Acceptation des pièces sans tenir compte du poids. . . .	81
Cours donné à la fausse monnaie. Coupe des monnaies en cir- culation. Cours forcé donné aux espèces étrangères. . .	84

CHAPITRE III

CIRCULATION FIDUCIAIRE ET PAPIER-MONNAIE

SECTION I. — GÉNÉRALITÉS

Papier-monnaie et monnaie de papier	87
Circulation fiduciaire non officielle	89
Récépissés des compagnies de Commerce.	89
Ordonnances des Intendants	91
Billets particuliers. Chèques divisionnaires	93

SECTION II. — ANCIEN RÉGIME

Canada, monnaie de carte	96
Louisiane, —	104
Saint-Domingue, ordonnances sur les receveurs.	106
Guyane, monnaie de carte	112
Iles de France et de Bourbon, billets de boutique, billets de caisse, billets monnoye, bons de caisse	114

SECTION III. — RÉVOLUTION ET EMPIRE

Antilles, bons de caisse.	132
Iles de France et de Bourbon, papier Malartic, bons de dé- pôt	133

SECTION IV. — PÉRIODE MODERNE

§ I. — Papier monnaie émis par les autorités locales . . .	146
Réunion	146
Guadeloupe, bons de prêts	148
Martinique, bons de caisse de 1848. billets de caisse de 1854 . .	150
Guyane, bons de caisse.	155
§ II. — Papier monnaie émis par le gouvernement métro- politain	157
Bons de caisse. Décret du 23 avril 1855, Antilles	159
Décret du 2 mai 1879, Réunion	161
Décret du 18 août 1884, Antilles	166
A. Circulation à la Martinique	169
B. Circulation à la Guadeloupe.	170
Les bons de caisse et la banque	170
Questions juridiques	177
Transformation du gage	188
§ III. — Tahiti, Mayotte et Nossi-Bé	193
Tahiti. Décret du 9 mars 1880	193
Mayotte et Nossi-Bé. Décret du 27 août 1883.	196

CHAPITRE IV

EXAMEN CRITIQUE

Liberté économique	198
Surhaussement	202
Circulation des monnaies étrangères	204
Le change	205
Les banques coloniales et le problème monétaire.	213
Nécessité d'une monnaie locale	216
Cours forcé du billet de banque.	218
Le bon de caisse	219
CONCLUSION	223
BIBLIOGRAPHIE.	227

